

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES  
1983-1984

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

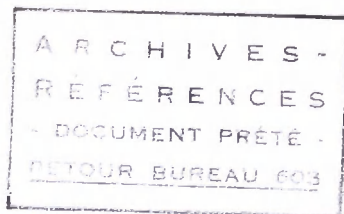
PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUIN 1984



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



# PORTUGAL

JUIN 1984

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les signataires de la Convention relative à l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants ont adhéré ultérieurement à cette Convention (les dates sont celles du dépôt des instruments d'adhésion) : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

© OCDE, 1984

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	7
<b>I. L'émergence des problèmes actuels : quelques aspects structurels</b>	8
Activité et marché du travail	8
L'inflation	11
Compétitivité et déséquilibre extérieur	17
L'agriculture portugaise	21
Le secteur public	24
<b>II. Tendances récentes</b>	32
Evolution intérieure	32
Taux de change et balance des paiements	37
<b>III. Politique économique récente</b>	44
Politique budgétaire	46
Politique monétaire	49
<b>IV. Perspectives à court terme</b>	53
<b>V. Conclusions de politique économique</b>	56
Notes et références	60
<i>Annexe</i> : Chronologie des principales mesures de politique économique	64
<b>Annexe statistique</b>	70

## TABLEAUX

### *Texte*

1. Résultats comparatifs du Portugal et de certains autres pays	9
2. Contribution à la variation de l'indice des prix implicite de la demande globale	13
3. Structure du déficit commercial par groupes de produits	19
4. Evolution de la balance commerciale : partage prix-volumes	20
5. Rendements comparés des principaux produits agricoles	22
6. Caractéristiques et résultats technico-économiques des exploitations agricoles au début des années 1980	23

7.	Evolution de la structure des administrations publiques	25
8.	Structure des recettes fiscales	27
9.	Evolution des prestations sociales	28
10.	Poids des entreprises publiques dans l'activité économique	30
11.	Demande et production	32
12.	Marché du travail	35
13.	Salaires et prix	36
14.	Balance des paiements	38
15.	Indicateurs de l'évolution du tourisme	42
16.	Evolution de la dette extérieure nette	44
17.	Compte des administrations publiques	47
18.	Principaux éléments du budget de l'Etat	48
19.	Prévisions détaillées du compte des administrations publiques	49
20.	Masse monétaire et contreparties	50
21.	Crédit total à l'économie	51
22.	Prévisions à court terme	54

### *Annexe statistique*

A.	Produit national et dépense nationale	70
B.	Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité	71
C.	Population par classes d'âge	72
D.	Indicateurs d'emploi	72
E.	Prix et revenus	73
F.	Opérations des administrations publiques	74
G.	Masse monétaire et contreparties	75
H.	Taux d'intérêt maximaux	75
I.	Entrées des voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité	76
J.	Commerce extérieur par principaux groupes de produits	77
K.	Evolution de la structure géographique du commerce extérieur	78
L.	Balance des paiements	79

### GRAPHIQUES

1.	Prix à la consommation, 1974-1983	12
2.	Coûts réels de main-d'œuvre, 1972-1983	15
3.	Evolution de la position concurrentielle de l'industrie portugaise	18
4.	Indicateurs de l'activité	34
5.	Taux de change	39
6.	Structure de la balance des paiements	40
7.	Taux d'intérêt	52

# STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

## LE PAYS

Superficie totale (milliers de km <sup>2</sup> )	92.1	Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (1-7-1975) :	
		Lisbonne	830
		Porto	336

## LA POPULATION

Population (2 <sup>e</sup> semestre 1982 en milliers)	9 555	Population active civile occupée (2 <sup>e</sup> semestre 1982, milliers) <sup>1</sup>	3 949
Densité au km <sup>2</sup>	104	En % du total :	
Taux de variation annuel moyen de la population résidente (1975-1982)	1.0	Secteur primaire	25.3
Population active civile (2 <sup>e</sup> semestre 1982, milliers) <sup>1</sup>	4 272	Secteur secondaire	37.3
		Secteur tertiaire	37.5

## LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1981 (millions de dollars des É.U.)	23 810	Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs, en 1981 (en %) :	
Produit intérieur brut par habitant, en 1981 (dollars des É.-U.)	2 492	Secteur primaire	8.6
Formation brute de capital fixe en 1981 : en % du PIB	31.3	Secteur secondaire	39.8
par habitant (dollars des É.-U.)	781	Secteur tertiaire	51.6

## LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique en 1981 (en % du PIB)	14.9	Recettes courantes des Administrations publiques en 1981 (en % du PIB)	33.2
Investissements publics en 1981 : en % du PIB	4.3		
en % des investissements totaux	13.8		

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR<sup>2</sup>

Exportations de biens et services en 1982, en % du PIB	17.8	Importations de biens et services en 1982, en % du PIB	40.8
Ventilation en % des exportations totales, 1982, CTCI :		Ventilation en % des importations totales, 1982, CTCI :	
Produits alimentaires, boissons et tabacs (0, 1)	9.7	Produits alimentaires, boissons et tabacs	11.3
Matières premières brutes et demi-produits (2, 3, 4)	15.2	Matières premières brutes et demi-produits	35.9
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	73.3	Produits manufacturés	52.6
dont : Produits chimiques (5)	8.2	dont : Produits chimiques	9.2
Machines et matériel de transport (7)	14.0	Machines et matériel de transport	26.4

## LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo		Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :	
		Année 1983	110.785
		Avril 1984	134.198

1. Portugal continental.

2. Continent et îles.

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

*Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel du Portugal par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 17 avril 1984.*

*Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 9 mai 1984.*

## INTRODUCTION

Au début de 1983, l'économie portugaise connaissait de grandes difficultés : en particulier, le déficit de la balance courante et l'endettement extérieur étaient devenus très lourds, et l'on assistait à un net élargissement du besoin de financement des administrations. Par ailleurs, l'inflation se situait sur une pente supérieure à 20 pour cent. Le climat d'incertitude politique, dans une phase pré-électorale, ne rendait pas aisée la définition d'une nouvelle politique économique.

Le gouvernement constitué en juin 1983 à la suite des élections d'avril a décidé de mettre en œuvre un plan de redressement à court terme qui reposait sur une politique monétaire et budgétaire restrictive et était accompagné d'une dévaluation de l'escudo. Certains résultats positifs ont déjà été obtenus (net redressement du solde extérieur, freinage du déficit public) mais la récession tend à s'aggraver et l'inflation a marqué à la fin de 1983 une forte accélération. On devrait assister en 1984 à un recul de l'activité et à une montée du chômage. L'amélioration du solde de la balance courante devrait se poursuivre et freiner la progression de l'endettement extérieur. Même si la politique actuellement suivie permet d'envisager une décélération de l'inflation en cours d'année, celle-ci atteindrait en moyenne 27 pour cent. Par ailleurs, la chute de l'activité ne facilitera pas la contraction du déficit budgétaire et, au total, la situation restera difficile en 1984.

On peut s'interroger sur les raisons qui ont entraîné les déséquilibres actuels. Depuis le début des années soixante-dix, l'économie portugaise, dont les structures étaient déjà insuffisamment modernisées, a enregistré une succession de chocs exogènes importants : première crise pétrolière exerçant des effets à la fois directement et indirectement, par le tarissement des flux migratoires vers les économies industrielles européennes, touchées par la récession ; révolution s'accompagnant d'un changement profond des structures politiques et économiques du pays ; décolonisation se traduisant à la fois par un retour massif des Portugais résidant dans les anciennes colonies (700 000 personnes environ), par la disparition des ressources privilégiées d'approvisionnement en matières premières et par la perte de marchés d'exportations ; enfin, seconde crise pétrolière et ses conséquences, là encore directes et indirectes.

La période 1974-1976 a été marquée par des changements abrupts de politique économique, qui ont été de pair avec une désorganisation profonde de l'appareil de production. Depuis 1977, on a assisté à une normalisation, l'économie ayant alors dépassé son niveau d'activité antérieur à la révolution. Mais on doit constater qu'en dépit des efforts des gouvernements qui se sont succédé, d'importants déséquilibres ont persisté ou se sont aggravés et qu'au total, l'économie portugaise s'est moins bien ajustée aux difficultés qui ont suivi les deux crises pétrolières que les autres pays d'Europe présentant un certain nombre d'analogies avec elle.

L'Étude analyse dans une première partie certains facteurs explicatifs des difficultés actuelles, en étudiant comment l'émergence des problèmes peut se rattacher à différents aspects structurels de l'économie portugaise. Dans une seconde partie, on



examine les tendances récentes. Dans la troisième partie sont étudiées les réponses récentes de la politique économique face aux problèmes qui ont progressivement émergé. Dans une quatrième partie on envisage les perspectives à court terme. Enfin, quelques conclusions de politique économique sont présentées dans une cinquième partie.

## I. L'ÉMERGENCE DES PROBLÈMES ACTUELS : QUELQUES ASPECTS STRUCTURELS

Dans cette partie de l'étude, on situera tout d'abord un certain nombre de résultats d'ensemble enregistrés sur la période 1977-1982, en les comparant avec ceux d'autres pays de la zone OCDE. Puis, on analysera l'émergence des principaux problèmes qui pèsent aujourd'hui sur l'économie portugaise : rigidités dans l'appareil de production ; inflation forte et permanente ; problèmes des échanges extérieurs et difficultés majeures rencontrées par le pays pour redresser de façon durable son solde commercial ; problèmes de l'agriculture, qui constitue un handicap important pour le développement équilibré du pays ; enfin, problèmes liés au développement du secteur public, y compris le système de protection sociale et les entreprises nationalisées.

Si l'on compare les performances de l'économie portugaise avec celles d'un certain nombre de pays de l'OCDE à structure économique voisine, on constate que, en moyenne période, les résultats en termes de croissance et d'activité sont sensiblement meilleurs au Portugal que dans les autres pays mais que l'on a assisté à une aggravation relative des déséquilibres, en particulier du déficit du secteur public et du déficit de la balance extérieure. L'inflation n'a jamais pu s'établir durablement en dessous d'un taux annuel de 20 pour cent et a marqué une réaccélération à la fin de la période. Enfin, l'endettement extérieur du pays n'a cessé de s'accroître.

### *Activité et marché du travail*

Les résultats en termes de croissance et d'activité sont relativement satisfaisants au Portugal jusqu'à une période très récente, surtout si l'on tient compte des graves désorganisations de l'appareil de production consécutives à la période révolutionnaire (1974-1976). Mais l'arrivée au Portugal des résidents des anciennes colonies a entraîné à la fois une forte poussée de la demande intérieure qui a stimulé l'activité et un accroissement de la population active. Certes, la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 1977-1982 reste très inférieure à celle enregistrée avant la première crise pétrolière (de l'ordre de 3.5 pour cent par an contre 7.5 pour cent pour la période 1967-1973) mais il en est ainsi pour l'ensemble des pays de la zone. Et l'on doit constater que, en dépit de la politique de stabilisation mise en œuvre en 1978, la croissance de l'activité ne s'est pas interrompue jusqu'au début de 1982. On a assisté, essentiellement depuis 1977, à l'augmentation de la part de l'industrie et des services dans la valeur ajoutée alors que les résultats de l'agriculture ont été extrêmement décevants.

La croissance de la production a été essentiellement soutenue depuis dix ans par la progression de la demande intérieure alors que le solde extérieur net n'a apporté une contribution positive à l'activité qu'en 1978-1979. Il s'est avéré très difficile, en moyenne période, de concilier une croissance intérieure relativement soutenue avec l'équilibre du

Tableau 1. Résultats comparatifs du Portugal et de certains autres pays

	PIB volume variations annuelles moyennes en pourcentage				PIB par tête volume variations annuelles moyennes en pourcentage				Taux de chômage en pourcentage de la population active				
	1973-82	1973-76	1977-79	1980-82	1973-82	1973-76	1977-79	1980-82	1973-82	1973-76	1977-79	1980-82	
Portugal	3.9	3.7	5.2	2.7	2.8	1.9	4.5	2.2	6.3	4.1	7.8	7.7	
Espagne	2.6	4.4	1.8	1.1	1.7	3.4	0.7	0.3	8.2	3.7	7.6	14.8	
Grèce	3.1	4.1	4.6	0.3	2.1	3.2	3.2	-0.6	2.6	2.1	1.8	4.2	
Irlande	3.3	3.2	5.1	1.7	1.9	1.6	3.6	0.6	7.2	6.4	6.9	8.6	
Turquie	4.5	7.6	2.1	2.7	2.2	5.1	0	0.6	13.9	12.9	12.6	16.6	
OCDE Europe	2.3	3.0	2.9	0.7	1.6	2.3	2.4	0.1	6.0	4.4	5.9	8.3	
OCDE Total	2.1	2.9	3.6	-0.6	1.7	2.0	2.8	0.1	5.6	4.6	5.4	7.2	
	Inflation variations annuelles moyennes (déflateur de la consommation privée)				Balance courante en pourcentage du PIB				Capacité ou besoin de financement des administrations publiques en pourcentage du PIB				
	1973-82	1973-76	1977-79	1980-82	1973-82	1973-76	1977-79	1980-82	1978	1979	1980	1981	1982
Portugal	20.4	17.1	24.0	21.1	-6.6	-4.3	-5.7	-10.6	-8.3	-8.1	-8.6	-10.1	-8.7
Espagne	16.5	15.3	19.8	14.9	-1.7	-2.4	-0.2	-2.4	1.2	0.2	-1.5	-2.8	-3.5
Grèce	17.1	16.2	13.6	21.8	-5.1	-5.5	-3.9	-5.7	3.0	2½	2½	8½	5½
Irlande	15.8	17.1	11.6	18.1	-6.7	-4.5	-6.2	-10.0	-9.1	-10.6	-11.9	-12.5	-13.4
Turquie	41.0	20.5	46.3	62.8	-3.3	-2.4	-4.0	-3.6	-4.4	-4.7	-5.4	-4.2	-4.0
OCDE Europe	12.2	11.3	10.9	14.7	-0.6	-0.7	-0.1	-0.9	-2.9	-2.8	-2.7	-3.7	
OCDE Total	9.8	9.8	8.7	10.9	-0.3	-0.2	-0.2	-0.5	-2.1	-1.5	-2.0	-2.2	

Sources : OCDE, Comptes Nationaux ; Perspectives économiques ; Principaux indicateurs économiques ; estimations du Secrétariat.

solde extérieur, toute phase d'accélération de l'activité interne butant rapidement sur un déficit extérieur qui rendait nécessaire la mise en place d'une politique restrictive. Un aspect positif de la croissance pendant la période 1977-1982, surtout si on la compare à la période immédiatement antérieure, réside dans une restructuration de la demande en faveur de l'investissement et au détriment de la consommation. En 1979-1982, la structure de la demande intérieure avait sensiblement retrouvé sa répartition d'avant 1974, alors qu'elle s'était profondément déformée durant la période 1974-1977 au profit de la consommation.

Le marché du travail a été caractérisé depuis 1974 par l'apparition et le développement d'importantes rigidités résultant d'une volonté politique d'absorber rapidement une large part de l'accroissement de la population active, et de freiner la montée du chômage. Par ailleurs, la mise en œuvre d'une législation du travail se rapprochant des pratiques courantes des sociétés industrialisées, a privilégié à l'excès la protection de l'emploi, limitant considérablement la flexibilité dans l'utilisation des facteurs de production. Plusieurs phénomènes ont fortement perturbé la situation du marché du travail au cours de la période 1974-1976. La désorganisation de la production liée aux événements de 1974 a coïncidé avec la récession internationale et la réduction des possibilités d'émigration vers les autres pays industrialisés. Par ailleurs, l'afflux des rapatriés en provenance des anciennes colonies, qui a représenté près de 700 000 personnes dont la moitié en âge de travailler, et la démobilisation du contingent ont fortement accru la population active. Le taux de chômage calculé sur la base de l'enquête de l'INE serait ainsi passé de 2 pour cent en 1974 à 7½ pour cent en 1977 ; certes, les statistiques de l'emploi et du chômage sont peu homogènes au Portugal, mais si le niveau effectif du chômage est difficile à connaître avec précision, l'ampleur de cette augmentation paraît vraisemblable. Au cours de la période postérieure à 1977, le nombre de chômeurs est resté globalement stable, à un niveau proche de 330 000 personnes sur la base des statistiques de l'INE, soit environ 8 pour cent de la population active. La population active a augmenté de 0.8 pour cent par an en moyenne entre 1977 et 1982, sous l'effet de la croissance démographique, tandis que l'évolution opposée des taux de participation masculin et féminin se soldait par un effet nul.

La croissance moyenne de l'emploi total de 1977 à 1982 est différenciée selon les secteurs. Malgré le manque d'homogénéité des statistiques disponibles, on peut dégager certains traits caractéristiques. L'emploi dans l'agriculture a continué de diminuer rapidement (environ 4 pour cent par an) suivant la tendance des années 1964-1974. Il représentait encore néanmoins le quart de l'emploi total en 1982. Dans l'industrie manufacturière, on a enregistré une légère augmentation des effectifs (+ 1½ pour cent par an d'après l'enquête de l'INE). Le secteur de la construction a connu une évolution très rapide de ses effectifs par suite, d'une part, des constructions de logements pour accueillir les rapatriés et, d'autre part, des investissements faits à partir des remises des émigrants. Ce secteur est caractérisé par une très forte proportion de contrats à court terme (environ 40 pour cent du total des emplois, contre 11 pour cent dans l'ensemble de l'économie au début de 1983). Il semblerait que l'activité souterraine y soit particulièrement développée tant pour les constructions nouvelles que pour l'entretien. En 1982, on estimait à 40 pour cent la proportion des maisons construites « au noir ». La sous-évaluation de l'activité dans ce secteur n'est vraisemblablement pas récente et, sur la période considérée, l'évolution de l'emploi mise en évidence par l'INE reste significative. D'autre part l'économie parallèle s'est également développée dans de nouveaux secteurs tels que le commerce, les services ou les petites industries. Le principal facteur de dynamisme au cours de la période 1977-1982 est resté le secteur des services et en particulier les services publics où l'emploi a augmenté de 5.6 pour cent

par an en moyenne, malgré un ralentissement en 1981-1982, lié au freinage des dépenses budgétaires.

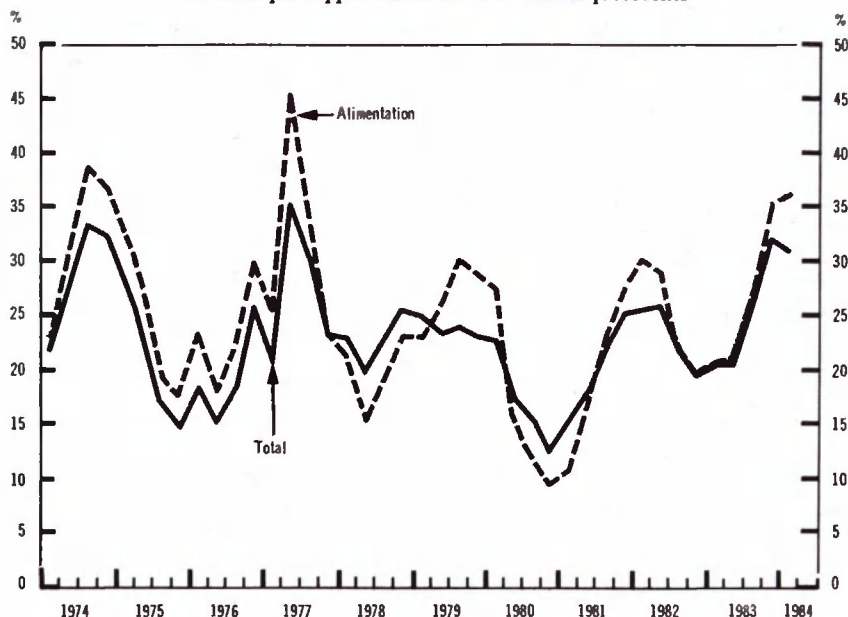
La quasi-stabilité du taux de chômage entre 1977 et 1983 doit être interprétée avec beaucoup de prudence. D'une part, le sous-emploi déguisé est vraisemblablement important dans un pays caractérisé par une forte population agricole ; d'autre part, les effectifs du secteur public ont été gonflés par l'intégration quasi automatique des fonctionnaires rapatriés et l'ensemble des entreprises, notamment les entreprises publiques, ont été contraintes de maintenir des effectifs en surnombre par une législation très restrictive. En effet, jusqu'à une période très récente, les licenciements étaient impossibles même dans les entreprises en difficulté : les dispositions permettant exceptionnellement la suspension des contrats de travail ont été rarement mises en application, par suite de l'encombrement des tribunaux où il fallait de trois à quatre ans pour obtenir le droit de licencier. Cette réglementation a vraisemblablement contribué au mauvais fonctionnement du marché du travail, alimenté l'alourdissement des coûts salariaux et freiné l'investissement. En novembre dernier, une nouvelle législation a été adoptée, permettant la suspension temporaire des contrats de travail jusqu'à un an (ou deux dans des cas exceptionnels) et la réduction des heures travaillées dans les entreprises en difficulté. Ces dispositions, qui affecteront vraisemblablement surtout les entreprises nationalisées, devraient permettre de réduire le montant des effectifs employés, au moins temporairement, et améliorer sensiblement les conditions de fonctionnement des entreprises.

### *L'inflation*

L'inflation a été un phénomène permanent au Portugal depuis le début des années 1970, elle s'est toutefois accélérée à partir de 1974. Les prix à la consommation ont augmenté de 25 pour cent en 1974-1975, contre 8½ pour cent au cours des cinq années précédentes et, à la différence de l'évolution enregistrée dans de nombreux pays de l'OCDE, la hausse des prix ne s'est guère modérée par la suite, restant proche de 22 pour cent en moyenne de 1976 à 1983, malgré le ralentissement des prix des importations. Cette caractéristique se retrouve dans la plupart des pays de l'Europe du Sud ou de structure économique voisine. De nombreux facteurs expliquent les mauvaises performances du Portugal en matière d'inflation : en particulier l'explosion des coûts salariaux durant la période 1974-1975, dont l'incidence a certainement été prolongée par les rigidités du marché du travail et la vive augmentation des prix à l'importation renforcée par la dépréciation glissante de l'escudo. Les effets modérateurs du système de contrôle des prix ont été atténués par suite des rattrapages périodiques.

Une période d'accalmie relative a été enregistrée en 1980, en raison de la moindre dépréciation de l'escudo, du ralentissement de l'augmentation des prix des produits alimentaires, due à la fois à des conditions climatiques favorables, à une augmentation des subventions et à une moindre dépréciation de l'escudo. Mais, au cours de 1981, on a assisté à la réaccélération de l'inflation tenant à l'assouplissement des contrôles de prix dont les effets ont été amplifiés par les mauvaises conditions climatiques (sécheresse). En 1983, la réduction des subventions, les dévaluations successives de l'escudo et en fin d'année la libéralisation des contrôles ont fait resurgir les tensions inflationnistes sous-jacentes. Cette évolution illustre bien la fragilité des résultats favorables qui ont pu être obtenus durant certaines périodes dans le domaine des prix : les prix alimentaires, en particulier, sont constamment soumis à des pressions vers le haut, compte tenu du caractère peu développé de l'appareil de production agricole et des circuits de distribution, et ce n'est que par des moyens artificiels (subventions et contrôles) que les hausses des prix à la consommation ont pu être provisoirement limitées.

**Graphique 1. Prix à la consommation**  
Variations par rapport au trimestre de l'année précédente



Source : OCDE, *Principaux Indicateurs Économiques*.

La dépendance extérieure de l'économie portugaise, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et les produits énergétiques, l'ont rendue très sensible à l'inflation importée. La demande croissante de produits alimentaires, qui représentait encore près de 34 pour cent de la consommation des ménages en 1981-1982, face à de mauvaises récoltes, s'est traduite par des pressions sur les prix intérieurs ainsi que par une augmentation des importations de produits agricoles. Celles-ci représentaient près de 15 pour cent des importations en 1981-1982. Certes leurs valeurs moyennes ont crû à un rythme inférieur à celui de l'ensemble des importations (18 pour cent par an entre 1977 et 1982 au lieu de 25 pour cent pour l'ensemble des importations et 21 pour cent pour les prix à la consommation). Cependant, on a enregistré des variations considérables des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux au cours de la période. L'incidence fortement inflationniste des importations à certaines périodes a manifestement été prolongée par la rigidité à la baisse des prix intérieurs. Par ailleurs, les minéraux importés, qui pour la presque totalité sont constitués de pétrole, représentaient près de 28 pour cent du total des importations en 1981-1982 et leurs valeurs moyennes se sont accrues de 39½ pour cent par an entre 1977 et 1982. Les estimations du Département du Plan font apparaître que, sur la période 1977 à 1983, près du tiers de la hausse des prix de la demande globale est attribuable à l'évolution des prix des importations.

L'importance accrue de l'inflation importée est liée à la politique de dépréciation de l'escudo mise en œuvre à partir de 1976 pour maintenir la compétitivité extérieure de l'industrie malgré la progression très rapide de la hausse des coûts de main-d'œuvre. Relativement stable jusqu'en 1975, le taux de change effectif de l'escudo

**Tableau 2. Contribution à la variation de l'indice des prix implicites  
de la demande globale**  
Pourcentages

	1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983	
	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution	Varia- tion	Contri- bution
Prix des importations	2.6	16.8	8.1	30.7	4.9	22.2	8.6	40.2	9.6	43.9	7.9	40.7	5.7	28.1	7.3	28.8
Coûts salariaux	6.4	41.2	4.6	17.4	6.7	30.3	5.5	25.7	7.8	35.3	7.1	36.5	5.8	28.6	6.9	27.5
Autres revenus de facteurs	4.9	31.6	12.0	45.5	10.3	46.6	6.2	28.8	2.3	10.4	3.0	15.7	7.3	35.6	8.1	32.7
Impôts indirects nets	1.6	10.3	1.8	6.8	0.2	0.9	1.2	5.3	2.3	10.4	1.4	7.1	1.6	7.7	2.8	11.0
Prix implicites de la demande globale	15.5	100	26.4	100	22.1	100	21.5	100	22.0	100	19.4	100	20.4	100	25.1	100

*Sources :* Calculs du Département central du Plan, sur la base de l'ancien système de comptes nationaux de l'INE pour 1976-1977 et du nouveau système de 1978 à 1981. Pour 1982 et 1983, estimations et prévisions du Département central du Plan.

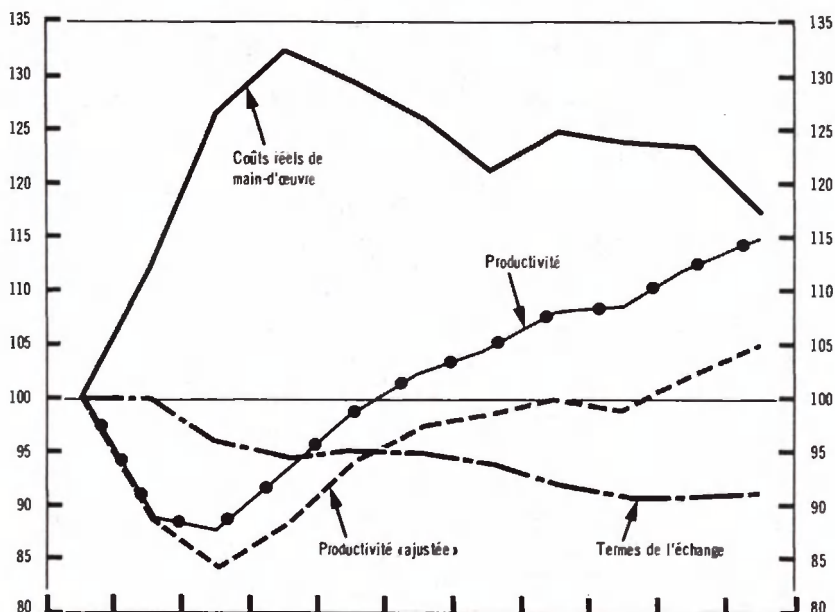
s'est déprécié de 15 pour cent par an en moyenne de la fin de 1975 à la fin de 1983. La dépréciation a été plus rapide encore vis-à-vis du dollar (monnaie dans laquelle sont libellés notamment les importations de céréales et celles de pétrole) de 12 pour cent par an en moyenne entre la fin de 1975 et la fin de 1980, puis de 26 pour cent<sup>2</sup> par an en moyenne jusqu'à la fin de 1983.

L'incidence des salaires sur les prix a été très inégale depuis dix ans. Les hausses brutales qui ont suivi la révolution (environ 12 pour cent par an entre 1974 et 1975 pour les salaires réels dans l'industrie manufacturière) en ont fait le principal facteur explicatif de l'inflation au cours de cette période ; mais, par la suite, les salaires ont diminué en termes réels dans l'ensemble des secteurs (d'environ 6 pour cent par an en moyenne dans l'industrie manufacturière au cours des trois années 1977-1979), revenant à un niveau assez proche de celui de 1974. La contribution de l'évolution des coûts salariaux à l'inflation s'est alors réduite, pour représenter 25 pour cent en moyenne de la hausse de l'indice de prix implicite de la demande, contre plus de 40 pour cent en 1976. La hausse des salaires nominaux s'est accélérée en 1980 avec la reprise de l'activité et l'amélioration de la situation sur le marché du travail, faisant apparaître, pour la première fois depuis quatre ans, un gain sensible de pouvoir d'achat (environ 4 pour cent) qui ne s'est pas répété au cours des années suivantes. L'incidence des coûts salariaux sur l'inflation est alors remontée temporairement pour se stabiliser ensuite à 28 pour cent en 1982-1983. Les mécanismes assez contraignants d'ajustement des salaires mis en place en 1977 expliquent la baisse du pouvoir d'achat lors de l'accélération de l'inflation. Les augmentations de salaires sont soumises à l'approbation préalable du Ministère du Travail et les accords salariaux engagent les entreprises de chaque branche au niveau national. Par ailleurs, les discussions ne sont pas prévues à des dates régulières et peuvent être espacées de plus d'une année. Enfin, dans la plupart des cas, les accords comportaient jusqu'en 1982 des paiements rétroactifs. En 1977 et 1978, un système de norme salariale plafonnée annuellement a été mis en œuvre. L'application de ce système a cependant été presque toujours rendue difficile et de nombreuses grèves ont limité son efficacité dans les entreprises nationalisées. En outre, les reclassifications de postes dans l'administration publique, en particulier en 1979-1980, ont contribué à l'accélération de la progression du salaire moyen. Le système a été assoupli en 1979 avec la mise en place d'un taux de progression salariale fixé par les autorités comme taux maximum pouvant être répercuté par les entreprises soumises au système des prix déclarés.

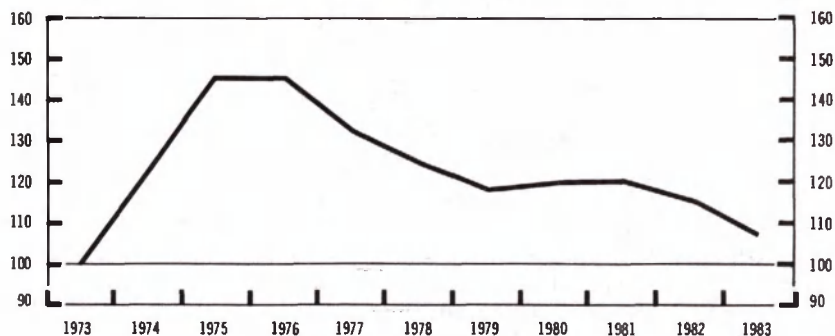
La progression des cotisations sociales<sup>3</sup> payées par les employeurs a été plus rapide que l'évolution des salaires nominaux depuis 1974, accentuant les coûts supportés par les entreprises<sup>4</sup>. Néanmoins, il semblerait que l'on ait enregistré des gains sensibles de productivité sur l'ensemble de la période postérieure aux années 1974-1976 et, même après correction pour l'évolution des termes de l'échange (notamment la détérioration liée au deuxième choc pétrolier), la progression de la productivité a été plus rapide que celle des coûts salariaux réels, permettant, malgré les fortes hausses de salaires réels de 1980, un certain ajustement de la structure du revenu national, qui s'était brusquement déformée après la révolution : la part des rémunérations salariales était passée de 45 pour cent en moyenne sur la période 1970-1973 à 58 pour cent en 1976. Elle a fléchi par la suite, la moitié de l'ajustement se réalisant en 1977, où le ratio est tombé à 53 pour cent environ, d'après l'ancien système de comptabilité nationale. Selon le nouveau système, une baisse de la même ampleur a été enregistrée entre 1977 et 1982 (de 55 pour cent à 51 pour cent environ)<sup>5</sup>.

En contrepartie, le rôle des autres revenus de facteurs — profits principalement — a pris de l'importance pendant la période 1977-1978 lorsqu'a été mise en œuvre la

**Graphique 2. Coûts réels de main-d'œuvre, 1972-1983**  
Indices, 1973 = 100



**Avance des salaires réels**  
Indice, 1973 = 100



Source: Secrétariat de l'OCDE.

politique de freinage des salaires conjointement à une application très souple des contrôles des prix, afin de favoriser la restauration des marges de profits. Cette composante a alors contribué à la hausse de l'indice des prix de la dépense globale pour plus de 10 points, soit près de la moitié. Au cours des deux dernières années, les niveaux élevés des taux d'intérêt ont à nouveau renforcé l'incidence des autres revenus de facteurs sur l'inflation.

Depuis 1974, les prix sont très largement réglementés. Les modifications importantes du système de réglementation qui sont intervenues à plusieurs reprises, en 1977



et en 1981 notamment, dans le sens de l'assouplissement ou de la libéralisation, se sont rapidement répercutées sur l'évolution des prix. Depuis 1981, la politique des prix vise dans l'ensemble à assouplir le système et plus récemment à le libéraliser. Ce dernier demeure cependant d'une grande complexité et comprend cinq régimes généraux et quelques régimes spéciaux dont les limites d'application sont mouvantes. En premier lieu, un certain nombre de prix sont fixés ou contrôlés de façon directe et rigide par les Autorités. Il s'agit soit de ceux de certains produits essentiels (pain, lait, sucre, médicaments, engrais et tourteaux pour les aliments du bétail), qui sont soumis à un système de prix maximum, soit des tarifs publics et des prix des produits énergétiques. Les produits soumis à ces régimes sont largement subventionnés, notamment par le Fonds d'Approvisionnement. La politique actuelle vise à revenir à une vérité des prix de ces produits et à réduire les subventions. En second lieu, un système plus souple s'articule autour des prix déclarés, et plus récemment (avril 1983) autour des prix conventionnés. Pour les prix déclarés le contrôle est effectué à posteriori entreprise par entreprise, et touche celles qui ont des positions importantes sur le marché. Les entreprises doivent déclarer leurs augmentations de prix et l'administration peut s'opposer à ces augmentations si elle estime qu'elles ne sont pas justifiées par des hausses des coûts. Le régime des prix conventionnés doit permettre à des groupements d'entreprises de négocier le taux des augmentations de prix avec l'administration, il concerne en particulier certains services où un contrôle peut apparaître nécessaire, mais où la connaissance des coûts entreprise par entreprise est impossible. Enfin, certains biens et services sont soumis au régime de prix libres, exclus du contrôle des prix, ou au régime de prix surveillés. Ce dernier consiste pour les entreprises à communiquer les hausses de prix auxquelles l'administration ne peut s'opposer. Ce régime est donc plutôt un système d'information s'inscrivant dans le cadre de la politique des prix. Actuellement son champ est assez étendu. Par ailleurs, une politique de concurrence active a été définie. Un décret-loi du 3 décembre 1983 en fixe les règles pour le marché intérieur. Les pratiques individuelles (prix imposés, pratiques discriminatoires et refus de vente) et les ententes et abus de position dominante sont désormais interdites.

On constate que les produits entrant sous le régime des prix maximum (donc directement placés sous l'intervention de l'administration) représentaient 42 pour cent de la dépense moyenne des ménages en 1977-1978, et 31 pour cent seulement en 1981-1982. La réduction touchait principalement les produits alimentaires, qui représentaient 30 pour cent de la dépense des ménages au début de la période mais 12 pour cent seulement en fin de période. Cependant, les subventions payées par le Fonds d'approvisionnement et concernant les produits soumis à ce régime ont augmenté au cours de la période ; elles représentaient 3 à 3.9 pour cent de la valeur totale de la consommation alimentaire respectivement en 1977 et en 1981. En outre, il existe des subventions à la production de produits agricoles ainsi que pour certains tarifs publics (transports, fuel utilisé dans la production d'électricité). Dans l'ensemble, si l'on considère l'évolution moyenne des prix soumis au régime des prix maximum entre 1977 et 1982, elle n'a pas été sensiblement moins rapide que celle de l'indice des prix à la consommation ou de l'indice global des prix alimentaires et, en 1982 par exemple, sous l'effet de rattrapages, elle a même été très supérieure pour presque tous les produits. Les pressions inflationnistes sous-jacentes contenues temporairement par les différents systèmes de contrôle de prix ont ressurgi, notamment à partir de 1981, alors que les salaires réels s'étaient plus ou moins stabilisés et que les effets du deuxième choc pétrolier s'atténuaient. La réduction des subventions et plus récemment la libéralisation progressive des contrôles de prix expliquent pour une large part les très fortes hausses de prix à la fin de 1983 et celles du premier trimestre de 1984.

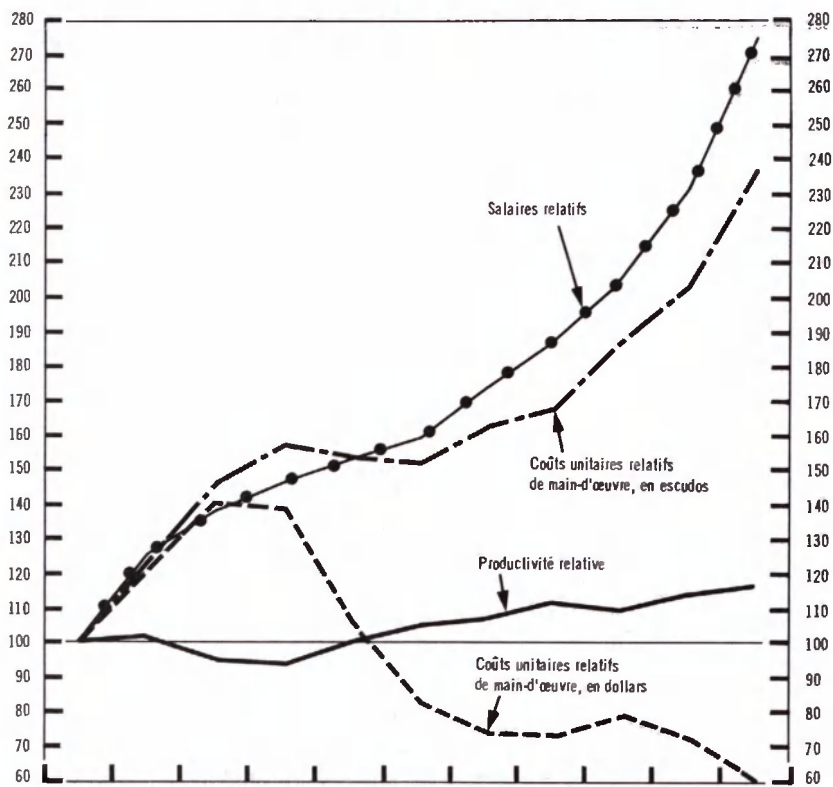
Le Secrétariat a effectué des estimations sur la période 1963-1982 dont les résultats sont globalement compatibles avec les calculs effectués par le Département du Plan. Les variations des taxes indirectes et des subventions ont une incidence directe sur l'évolution du déflateur de la consommation privée. Si l'on considère l'évolution des prix (indice implicite de la consommation privée), à l'exclusion de la variation des taxes indirectes et des subventions, ces estimations font apparaître une incidence majeure de l'évolution des prix de la production agricole (41 pour cent environ) et des prix des importations (34 pour cent environ) tandis que les variations des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur non agricole expliquent près du quart de l'évolution des prix de la consommation privée<sup>6</sup>.

### *Compétitivité et déséquilibre extérieur*

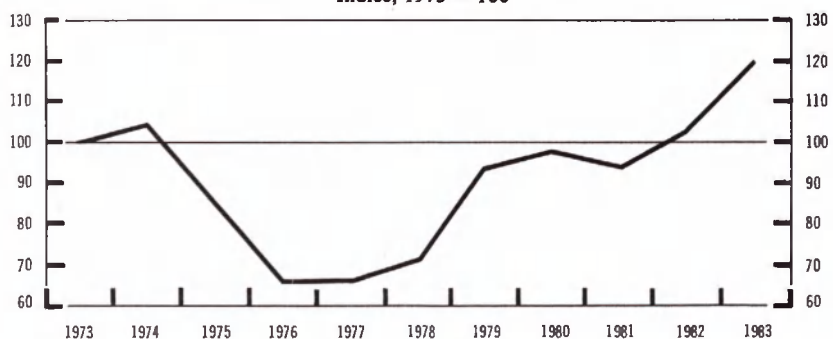
Le problème du déséquilibre extérieur est apparu de façon récurrente au Portugal depuis une dizaine d'années : alors que, avant la révolution, le compte courant enregistrait traditionnellement une situation d'équilibre ou de léger excédent, on a enregistré à partir de 1974 un déficit extérieur atteignant 1.5 milliard de dollars en 1977 soit 9.5 pour cent du PIB. Suite à la politique de stabilisation mise en œuvre par les autorités, qui a entraîné un retour à la confiance et un redressement du solde des opérations invisibles sans toutefois réduire le déficit commercial, la balance extérieure courante s'est redressée en 1978 et a été équilibrée en 1979. Mais, dès 1980, et plus encore en 1981-1982, la reprise de l'activité intérieure s'est traduite par une forte dégradation du solde extérieur et par une progression considérable de l'endettement : le déficit de la balance courante est passé d'une situation d'équilibre en 1979 à un déficit représentant 13½ pour cent du PIB en 1982. Dans le même temps, la dette extérieure doublait pratiquement pour atteindre 13.7 milliards de dollars à la fin de 1982 soit environ 65 pour cent du PIB. Or, une telle situation pèsera lourdement à l'avenir sur l'économie. L'analyse de la structure des relations extérieures montre que l'aggravation du déficit commercial est pour beaucoup dans la dégradation du solde extérieur : alors que, en 1973, le taux de couverture des importations par les exportations se situait à 67 pour cent, ce ratio était tombé à 48.5 pour cent en 1982, ce qui témoigne d'une faible flexibilité de l'appareil de production face à l'évolution tant de la demande intérieure que de la demande internationale. En ce domaine, le secteur agricole constitue certainement un facteur d'inertie particulièrement important : on y reviendra dans la section suivante. Dans cette section, on analysera quelques-uns des autres facteurs explicatifs de l'apparition récurrente d'un déséquilibre extérieur.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie ont augmenté de 15 pour cent par an en moyenne de 1976 à 1982 — après la brutale hausse de 1974-1975 — rythme très supérieur à la moyenne 1968-1973. Dans l'industrie, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté moins rapidement (12½ pour cent par an sur la période 1976-1982) grâce à une progression de la productivité sensiblement supérieure à la moyenne pour l'ensemble de l'économie. Cette évolution contraste cependant fortement avec la quasi-stabilité des coûts au cours des cinq années précédentes lorsque la hausse des salaires était absorbée par de très forts gains de productivité (de 8½ pour cent par an en moyenne). La rigidité du marché du travail a vraisemblablement contribué à la hausse des coûts salariaux au cours des dix dernières années. La croissance des coûts unitaires a été plus rapide que celle enregistrée chez les principaux partenaires du Portugal : par rapport à ceux-ci, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont crû de près de 5 pour cent<sup>7</sup> par an entre 1976 et 1982. La compétitivité des produits portugais n'a ainsi pu être maintenue qu'au prix de la poursuite de la politique de dépréciation de l'escudo.

**Graphique 3. Évolution de la position concurrentielle  
de l'industrie portugaise**  
Indices, 1973 = 100



**Évolution des parts de marché**  
Indice, 1973 = 100



Sources : Banque du Portugal; Secrétariat de l'OCDE.

L'essentiel de la diminution des coûts relatifs en monnaie commune a eu lieu au cours des années 1977-1979 (près de 18 pour cent par an) grâce à l'évolution favorable des gains de productivité et à la modération relative de la progression salariale, qui ont permis de traduire entièrement par des gains de compétitivité la forte dépréciation de l'escudo. Par contre, dans la période suivante, la dépréciation glissante de l'escudo n'a pas été suffisante pour compenser l'évolution des coûts relatifs. Après la mi-1982 seulement, une nouvelle amélioration des coûts relatifs en monnaie commune a pu être enregistrée grâce à une plus forte dépréciation de l'escudo. L'évolution des coûts de production n'a vraisemblablement pas pu être répercutée intégralement sur les prix des exportations et ceux-ci présentent un profil moins accentué, se traduisant par des pertes de profits sur la période 1974-1976, suivis de gains jusqu'en 1980<sup>8</sup>.

L'aggravation du déficit commercial n'est que partiellement attribuable à l'évolution de la position concurrentielle de l'industrie. La très forte spécialisation du commerce extérieur rend l'économie très vulnérable aux modifications de la demande et des prix. D'une part, le Portugal est presque totalement tributaire de l'extérieur pour son approvisionnement en énergie et l'aggravation du déficit total s'explique pour une large part par le déficit énergétique (37 pour cent du déficit global en 1981, contre 14 pour cent en 1972). En outre, d'autres secteurs sont caractérisés par une forte pénétration des importations<sup>9</sup>. Tout d'abord, le secteur agro-alimentaire enregistre un déficit chronique dont la part dans le déficit total s'est accrue au cours des dix dernières années (de 15 pour cent en 1972 à 19 pour cent en 1981), témoignant, comme on le verra plus loin, des mauvaises conditions de production. Les industries métalliques et de constructions de machines ainsi que l'industrie chimique sont également caractérisées par un fort degré de pénétration des importations : celles-ci représentaient entre 1977 et 1981 environ 50 pour cent de la demande intérieure pour les minéraux, produits métalliques de base et les machines électriques et près de 80 pour cent pour les machines non électriques. Certes, la part de leur déficit dans le total s'est réduite au cours des dix dernières années (de 47 pour cent en 1972 à près de 30 pour cent en 1981) mais

Tableau 3. Structure du déficit commercial  
par groupe de produits  
En pourcentage du déficit total

	1972	1978	1981	1982 <sup>1</sup>
Agro-alimentaire	-15.3	-17.9	-19.2	-16.5
Produits minéraux	-14.0	-29.5	-35.5	-56.6
<i>Dont</i> : Combustibles	-14.2	-28.6	-36.5	-43.8
Produits chimiques	-15.4	-20.6	-15.8	-15.0
Bois, liège, pâte à papier	15.6	10.2	7.3	7.6
Textiles et vêtements	13.3	12.8	8.8	12.0
Cuir et chaussures	0.8	1.6	2.0	2.0
Métaux et produits métalliques	-9.7	-10.2	-8.7	-9.6
Machines	-37.5	-28.4	-22.8	-23.5
Matériel de transport	-26.8	-11.9	-12.9	-12.6
Divers	-10.9	-6.1	-3.4	-3.7
Déficit total en millions de dollars	-933	-2 716	-5 721	-5 312

1. Résultats provisoires.

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur* pour 1972 et 1978.  
Calculs du Département central du Plan sur la base de données  
du Ministère du Commerce et du Tourisme pour 1981 et 1982.

cette diminution traduit vraisemblablement la faiblesse de la demande d'équipement au cours des années récentes plutôt qu'une réelle amélioration des structures de production. Le déficit commercial imputable à l'industrie chimique est demeuré relativement stable au cours des dix dernières années (environ 15 pour cent du déficit total). Le développement de nouveaux produits a favorisé ce secteur au cours des récentes années, et a permis de compenser partiellement les importations croissantes de produits chimiques destinés, d'une part, à l'industrie textile, d'autre part, à l'agriculture.

Inversement, les points forts du commerce extérieur sont concentrés sur quelques produits : principalement les textiles et vêtements, cuirs et chaussures et l'industrie du bois, liège et pâte à papier. Les exportations des industries des textiles et habillement, cuirs et chaussures représentaient environ le tiers des exportations totales en 1981-1982 et l'excédent dégagé par ce secteur était équivalent à 14 pour cent environ du solde commercial tant en 1972 qu'en 1982. La performance de ce secteur, caractérisé par le fort degré de substitution de ses produits, s'est ainsi maintenue au cours des dix dernières années malgré la pénétration croissante des marchés de la zone OCDE par les nouveaux pays industrialisés. En outre, en 1982, de bons résultats ont été enregistrés dans de nouveaux secteurs tels que le matériel électrique et électronique, le matériel de transports et la pétrochimie. Par contre, l'excédent dégagé par l'industrie du bois et du liège a diminué de moitié sur cette période (de plus de 15 pour cent en 1972 à 7½ pour cent en 1982). Mais cette évolution défavorable est vraisemblablement due à des facteurs transitoires, découlant de la désorganisation de l'exploitation pendant la période 1974-1976 ; l'amélioration de la productivité des forêts et la mise en place de nouvelles unités de fabrication de pâte à papier semblent avoir permis l'arrêt de cette dégradation en 1981-1982. Globalement, la croissance du volume des exportations a été plus rapide, à partir de 1977, que l'expansion des marchés extérieurs, ce qui a permis des gains substantiels de parts de marché, compensant pour partie les pertes enregistrées au cours des trois années précédentes<sup>10</sup>. Cette évolution a été facilitée par la baisse des salaires réels sur la période et la politique de dépréciation mise en œuvre.

La structure spécifique du commerce extérieur et son orientation ont largement défavorisé l'économie face à l'évolution des prix et des taux de change. La facture des importations est en effet largement composée de produits payés en dollars (combustibles et céréales) alors que la part des exportations vers les Etats-Unis a diminué ; le débouché principal des exportations est la zone européenne, tandis que le commerce vis-à-vis des anciennes colonies s'est réduit<sup>11</sup>. On constate qu'au cours des dix dernières années, et même en dehors des deux chocs pétroliers, la principale source de l'aggravation du déficit commercial réside dans l'évolution des termes de l'échange. De 1977 à 1982, le volume des exportations de marchandises s'est accru de 13 pour cent en

Tableau 4. Evolution de la balance commerciale (fob-fob) : partage prix-volume  
Variation en milliards d'escudos

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Volumes	1.4	-10.2	15.5	-13.1	-12.9	12.2	17.1	-11.7	-29.5	-4.9	112.8
Termes de l'échange	-4.0	-16.5	-7.3	-9.6	-18.8	-19.2	-39.8	-86.3	-66.5	-51.7	-79.6
Variation globale	-2.6	-26.7	8.2	-22.7	-31.7	-7.0	-22.7	-74.6	-96.0	-56.6	33.2

Source : Ministère du Commerce et du Tourisme, estimations pour 1983.

moyenne par an contre 5.6 pour cent pour les importations. Cette évolution relativement favorable est à comparer à celle enregistrée pendant la période antérieure à la révolution : 11 pour cent en moyenne pour les exportations de 1970 à 1973 et plus de 13 pour cent pour les importations.

Ces résultats n'ont été possibles, on l'a vu, que grâce à la dépréciation de l'escudo qui a permis de maintenir la compétitivité des produits mais dont l'effet négatif sur les termes de l'échange a pesé lourdement sur le déficit commercial. De 1977 à 1982, le taux de change effectif de l'escudo s'est en effet déprécié de 45 pour cent, ce qui, ajouté à la hausse des prix du pétrole, a entraîné une croissance des valeurs moyennes des importations. Hors pétrole en revanche, les valeurs moyennes des importations de marchandises n'ont augmenté que de 21 pour cent, rythme proche de celui des exportations. Au total, sur l'ensemble des dix dernières années, les termes de l'échange se sont détériorés de 25 pour cent. Depuis 1975, le montant des exportations représente environ la moitié de celui des importations. Aussi, en dehors même de toute variation des termes de l'échange, une amélioration du solde commercial n'est possible que si le rythme de progression du volume des exportations est au moins double de celui des importations. Une telle évolution implique, en moyenne période, la modernisation de secteurs dont le déficit pèse lourdement sur le solde d'ensemble, comme l'agriculture.

### *L'agriculture portugaise*

Traditionnellement, l'agriculture portugaise a enregistré de mauvais résultats mais sa position relative paraît s'être encore aggravée depuis une dizaine d'années. Les performances médiocres de l'agriculture portugaise tiennent en grande partie à des conditions naturelles peu favorables ; à une mauvaise utilisation des terres et des facteurs de production (engrais et machines) ; à des infrastructures insuffisantes (transports, téléphones, électricité) ; enfin, au système de propriété et d'exploitation : unités de production morcelées essentiellement tournées vers une agriculture de subsistance dans le nord et une partie du centre du pays et grandes exploitations dans le sud, où la réforme agraire a présenté des caractéristiques les plus radicales. Une illustration des mauvaises performances de l'agriculture portugaise peut être trouvée dans une comparaison entre la population active employée dans l'agriculture au début des années 70 (32 pour cent) et la part de l'agriculture dans le PIB (17 pour cent). Un autre indicateur est significatif des mauvaises performances de l'agriculture portugaise : au début des années 70, alors que près du tiers de la population était employée dans l'agriculture, les importations de produits agricoles étaient couvertes à hauteur de 85 pour cent environ seulement par les exportations.

Depuis dix ans, on constate que la situation de l'agriculture s'est encore sensiblement aggravée, cette évolution étant en partie explicable par des facteurs accidentels (sécheresse). En 1980-1981, alors que 27 pour cent de la population active était employée dans l'agriculture, celle-ci ne représentait plus que 8.5 pour cent environ du PIB<sup>12</sup>. Plus sérieuse encore paraît la dégradation de la situation des échanges extérieurs. La forte augmentation de la population totale tenant au retour des rapatriés des anciennes colonies (environ 700 000 personnes) et la progression rapide des salaires réels intervenue de 1974 à 1975, augmentation qui a surtout concerné les couches les plus pauvres de la population, c'est-à-dire celles pour lesquelles la propension à consommer des produits alimentaires est la plus importante, s'est traduite par une forte croissance de la demande alors que la production n'était pas apte à y répondre. Ainsi, si l'on compare les rendements dans l'agriculture portugaise à ceux d'autres pays de l'Europe du sud et de l'ensemble de la CEE au début des années 70 et en 1979-1980, on constate la nette dégradation relative intervenue au Portugal<sup>13</sup>. Au début

Tableau 5. Rendements comparés des principaux produits agricoles

Total CEE et divers pays méridionaux	Portugal		Grèce		Espagne		Italie		CEE	
	1970-73	1979-80	1970-73	1979-80	1970-73	1979-80	1970-73	1979-80	1970-73	1979-80
Blé	35.5	23.0	55.6	60.5	35.9	41.8	69.0	69.4	100	100
Seigle	22.2	17.2	39.1	45.1	28.9	31.9	63.7	65.5	100	100
Orge	20.2	15.2	58.1	59.9	46.5	51.6	56.0	67.2	100	100
Avoine	17.5	14.0	43.8	42.4	30.8	35.8	53.9	55.5	100	100
Maïs	26.5	21.9	65.9	108.9	72.2	84.9	100.9	116.3	100	100
Riz	88.4	77.4	103.4	87.9	128.6	112.3	104.8	103.0	100	100
Pommes de terre	40.5	34.5	51.5	55.3	51.8	57.4	57.1	63.7	100	100

Sources : Ministère de l'Agriculture du Portugal et Secrétariat de l'OCDE.

des années 80, les importations de produits agricoles étaient couvertes à hauteur de 50 pour cent seulement par les exportations (contre 85 pour cent dix ans plus tôt) et le déficit agricole à lui seul a représenté en moyenne pour la période 1980-1982 entre 15 et 20 pour cent du déficit commercial total.

On peut s'interroger sur les facteurs explicatifs de ces mauvaises performances à un moment où, dans la plupart des autres pays de structure voisine, on assistait à un phénomène de modernisation de l'agriculture. En premier lieu, il est vraisemblable que les bouleversements intervenus dans le système de propriété expliquent une partie des problèmes. La réforme agraire qui a pris place après la révolution de 1974 s'est tout d'abord traduite par un mouvement d'expropriation des grandes propriétés du sud. Les grandes exploitations ont été réorganisées en coopératives ou en unités collectives de production. Mais les expropriations légales ont été de pair avec des occupations illégales de terres, entraînant un climat d'incertitude et une attitude extrêmement prudente en termes d'investissements agricoles de la part des exploitants demeurant dans le secteur privé. En 1977, une loi a précisé les critères de répartition des terres entre unités collectives et exploitations privées, et a décidé du retour d'un certain nombre de terres aux précédents propriétaires (Loi 77/77 sur les « bases générales de la réforme agraire »). Au début des années 80, le statut de la propriété n'est pas encore clairement défini dans le sud du pays où les terres expropriables et les « réserves », qui devraient être soit attribuées à de petits exploitants, soit restituées aux précédents propriétaires, n'ont pas encore été totalement affectées. Dans le nord et le centre du pays, régions traditionnelles de petite exploitation, on n'a pas assisté à des modifications profondes dans le courant des années 70, mais il s'agit en général de régions où l'utilisation de matériel moderne est rendu quasiment impossible par le parcelllement des terres et où l'on constate à la fois un net vieillissement de la population et un niveau extrêmement faible des rendements.

Depuis 1977, sept régions plan ont été définies et des services régionaux visant à aider l'innovation technologique ont été créés. Ces services cherchent en particulier à promouvoir une meilleure utilisation des terres (par exemple, substitution de pâturages aux terres céréalières à faible rendement), et à inciter les exploitants à faire un usage plus intensif des engrais, des pesticides et du machinisme agricole. Cependant, il semble que ces objectifs n'ont pu être atteints jusqu'à présent pour un certain nombre de raisons : les processus d'aide seraient bloqués par une bureaucratisation excessive des services et l'on assiste depuis quelques années au maintien sur les terres d'une population agricole sans doute excessive, l'exode rural ayant été freiné par la montée du

chômage et les difficultés de logement dans les régions urbaines et par la quasi-impossibilité d'émigrer vers les pays traditionnels d'accueil en Europe. A l'évidence, le maintien dans les exploitations d'une main-d'œuvre excédentaire n'incite pas les exploitants à accélérer la modernisation de leurs exploitations.

La définition d'une politique agricole a été rendue également difficile par les incertitudes politiques et sociales ainsi que par le manque d'informations statistiques. Lorsque les résultats du recensement de 1979 seront disponibles, ils fourniront vraisemblablement une base plus solide. Les résultats du dépeuplement partiel pour les districts de Guarda (à l'intérieur), d'Aveiro (sur le littoral) et de Beja (dans le sud) illustrent déjà les profondes disparités de situation qui existent dans l'agriculture portugaise : entre petites et grandes exploitations, d'une part ; entre les régions, d'autre part. Ainsi, la valeur ajoutée par tête et par an varie fortement selon la taille et la localisation des exploitations. Le morcellement extrême de la plupart des propriétés rend techniquement impossible l'introduction d'un matériel moderne : dans le nord et le centre du pays, les exploitations agricoles sont le plus souvent réparties en parcelles de quelques ares et, même dans le sud, où les exploitations ont une surface nettement supérieure, 45 pour cent d'entre elles ont une superficie moyenne de moins de deux hectares, généralement répartie entre plusieurs parcelles. On constate par ailleurs — en liaison étroite avec la dimension des exploitations — une différence importante dans le revenu agricole de ces régions : les valeurs ajoutées extrêmes par tête vont, par exemple, dans le nord de 26 000 à 447 000 escudos.

**Tableau 6. Caractéristiques et résultats technico-économiques des exploitations agricoles au début des années 80**

Distriets	Classes de surface en hectares	Nombre d'exploitations	Dimension moyenne des exploitations (en ha)	Nombre moyen de parcelles par exploitation	Nombre moyen d'Unités de Travail Agricole <sup>1</sup> par exploitation	Valeur ajoutée brute par UTA (en 10 <sup>3</sup> esc.)
AVEIRO	0-1	36 919	0.5	3.9	1.5	30.4
	1-5	24 369	2.1	10.2	2.1	56.7
	5-10	2 836	6.7	18.4	2.5	106.6
	10-20	889	13.3	23.1	2.5	155.7
	20	408	85.6	24.9	2.8	447.1
GUARDA	0-1	12 950	0.6	3.9	0.9	26.1
	1-5	18 367	2.3	7.4	1.2	61.5
	5-10	4 482	6.9	12.0	1.7	114.8
	10-20	1 730	13.3	14.3	1.9	178.7
	20	789	54.6	16.4	3.0	441.1
BEJA	0-5	8 183	1.9	1.7	1.1	43.8
	5-20	5 331	10.0	3.1	1.3	119.3
	20-100	3 146	42.5	4.3	2.0	197.5
	100-500	1 196	219.5	4.1	4.5	381.9
	500-2 500	185	934.9	3.8	n.d.	n.d.
	2 500	24	5 215.3	12.4	n.d.	n.d.

1. Unité de Travail Année : c'est l'unité correspondant à l'activité d'une personne qui travaille dans l'exploitation agricole au moins 280 journées ou 2 380 heures par an.

Source : Aspecto Estruturais do desenvolvimento da Agricultura Portuguesa (Document de travail soumis au Secrétariat par les autorités).



Les autorités portugaises paraissent actuellement très préoccupées d'améliorer la situation de l'agriculture, dans la perspective d'entrée dans le Marché Commun. L'élaboration d'un plan de redressement a été commencé, qui vise à obtenir des gains de productivité par une meilleure utilisation des facteurs de production. Des actions spécifiques ont déjà été mises en œuvre, mais la politique actuelle d'austérité risque de différer encore les progrès nécessaires. En particulier, la réduction des subventions à un certain nombre de produits de base, comme les engrais, risque d'entraîner une augmentation des prix, guère propice, à court terme, à l'élargissement de leur utilisation dans l'agriculture. Or, en moyenne, l'utilisation des engrais est très inférieure au Portugal à ce qu'elle est dans les autres pays de l'Europe du sud<sup>14</sup>. Par contre, un facteur positif réside dans le fait que l'on assiste aujourd'hui à une certaine adaptation de la demande intérieure face aux difficultés croissantes de la production (substitution du bœuf par le porc, du porc par le poulet, du poulet par le poisson, etc.), qui pourrait se traduire par une dépendance un peu moins forte par rapport aux produits importés.

Cependant, on peut estimer qu'il serait préférable que l'adaptation se fasse du côté de l'offre, en particulier grâce à une politique des prix agricoles permettant aux mécanismes du marché de mieux s'exercer. Toutefois, on doit noter que les prix à la production sont déjà plus élevés au Portugal que dans les autres pays de l'Europe du sud. De plus, dans le passé, des relèvements importants des prix agricoles au niveau de la production n'ont pas suffi à entraîner une augmentation de l'offre, celle-ci butant sur l'insuffisante productivité des facteurs mais également sur la mauvaise adaptation des circuits de commercialisation ainsi que du système de transports et de communication (l'agriculture portugaise reste, pour une large part, une agriculture de subsistance et le réseau routier est peu développé, en particulier dans les régions montagneuses du nord et du centre). Il semble donc que la libéralisation, en elle-même souhaitable, des prix, tant à la production qu'à la consommation, ne suffira pas à améliorer sensiblement les performances de l'agriculture portugaise, si elle ne va pas de pair avec une modernisation des équipements et une meilleure commercialisation des produits. Il serait sans doute souhaitable, sur ces divers points, de mener, tant au niveau national que local, des actions d'éducation et d'information auprès des exploitants.

### *Le secteur public*

Le secteur public est composé au Portugal, d'une part, du secteur public administratif (administrations publiques au sens de la comptabilité nationale), d'autre part, des entreprises publiques. Le secteur public administratif<sup>15</sup> comprend l'administration centrale (Etat, Fonds autonomes et Services autonomes), la Sécurité sociale et les Collectivités locales. Chacune de ces entités dispose d'un budget propre ; cependant il existe entre elles, ainsi qu'entre les entreprises publiques et elles, un réseau de relations financières, notamment par le biais des transferts et des subventions, dont la complexité s'est accrue avec l'élargissement du secteur public. Par ailleurs, des changements institutionnels, concernant notamment la répartition des compétences entre l'administration centrale et les administrations locales, sont intervenus au cours des dernières années, ce qui rend difficile l'analyse de l'évolution du secteur public sur une période longue.

Le secteur public jouait un rôle relativement limité dans l'économie portugaise jusqu'au changement de régime politique en 1974 ; ainsi, au début des années 70, le poids des dépenses totales des administrations publiques en pourcentage du PIB représentait 21.6 pour cent, soit environ 12 points de pourcentage de moins que dans la moyenne des petits pays européens de l'OCDE et les entreprises publiques étaient

peu nombreuses (postes, ports, industries militaires). Par ailleurs, l'Etat possédait des participations importantes dans les transports, l'électricité, le téléphone. A partir de 1974, on a assisté à une croissance extrêmement rapide du rôle du secteur public qui a assumé les missions du développement de la protection sociale et de l'éducation, de la politique des revenus, d'une partie de la politique de l'emploi, notamment l'absorption des anciens résidents des colonies, dans un contexte où les prix des services publics étaient le plus souvent contrôlés pour contenir l'inflation. L'accroissement du poids des opérations des administrations publiques a été particulièrement marqué jusqu'en 1978, où il représentait 36 pour cent du PIB, l'écart avec la moyenne des petits pays de l'OCDE s'étant réduit de 2.7 points de pourcentage. En même temps, le secteur nationalisé s'est considérablement élargi à partir de 1974, à la suite d'une volonté de réforme institutionnelle mais également sous la contrainte des événements politiques. En 1978, 18.1 pour cent du PIB émanait des entreprises publiques non financières ou des entreprises où l'Etat détenait une participation financière.

Jusqu'au début des années 70, les administrations publiques dégageaient un excédent de financement qui, en 1973, représentait encore 1.4 pour cent du PIB. A partir de 1974, bien qu'en progression constante, les recettes des administrations publiques se sont accrues moins rapidement que les dépenses, ce qui a entraîné un élargissement du besoin de financement, qui s'est situé en 1978 à 8.3 pour cent du PIB. Une telle évolution s'est produite dans de nombreux pays de l'OCDE mais elle a été beaucoup plus marquée au Portugal compte tenu de facteurs spécifiques, et elle a amené les autorités à tenter d'enrayer le mouvement en définissant une politique budgétaire restrictive en

Tableau 7. Evolution de la structure des administrations publiques

	En pourcentage du PIB <sup>1</sup>				Pourcentage moyen de variation			
	1970	1973	1978	1982	1967-73	1973-78	1967-78	1978-82
PIB à prix courants	100	100	100	100	13.6	22.7	17.6	24.3
Recettes courantes	24.3	22.7	27.0	30.3	15.0	27.0	20.3	27.5
Dont : Impôts directs	6.1	4.7	5.9	7.5	11.9	28.6	19.2	32.0
Cotisation de Sécurité sociale	4.6	5.6	7.3	7.5	21.5	29.4	25.0	25.2
Impôts indirects	11.9	10.8	12.3	14.0	14.2	26.3	19.5	27.1
Dépenses courantes	19.5	19.5	30.3	34.6	14.5	34.3	23.1	29.0
Dont : Biens et services	14.2	13.2	14.6	15.1	13.2	24.7	18.3	26.1
Subventions	1.5	1.0	3.9	4.3	11.7	60.9	31.9	31.6
Intérêts	0.5	0.4	2.7	5.4	5.6	78.8	34.2	60.8
Transferts	3.2	4.8	9.1	9.8	20.5	40.3	29.2	25.2
Dépenses en capital	3.3	3.2	5.4	5.2	12.5	37.0	23.1	24.5
Dont : Investissements	2.5	2.3	4.3	3.7	10.9	39.4	23.0	23.1
Besoins de financement			-8.3	-8.7	—	—	—	—
Solde global <sup>2</sup>	2.7	1.4	-11.3	-10.1				
Dette publique en fin de période	22.2	19.2	49.3	55.3	7.2	48.6	24.5	31.8

1. PIB aux prix du marché, à prix courants.

2. Y compris les dotations en capital aux entreprises publiques et hors avances de trésorerie.

Sources : INE, Comptes nationaux ; Ministère des Finances ; Banque du Portugal.

1978. Le contrôle des dépenses s'est en fait avéré difficile et au cours des années suivantes (1979-1982) les dépenses des administrations, notamment les dépenses courantes, ont continué de croître plus rapidement que le PIB, mais à un rythme pratiquement identique à celui des recettes, ce qui a permis une stabilisation du poids du besoin de financement entre 8 et 9 pour cent du PIB. Il faut toutefois y ajouter le besoin de financement des entreprises publiques. Au total, en 1982 le besoin global de financement des administrations publiques (y compris les dotations en capital) représentait 10.1 pour cent du PIB et celui des entreprises publiques a pu atteindre environ 11 pour cent du PIB.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'accroissement des dépenses publiques depuis 1973 ainsi qu'à d'importants changements dans leur composition. Au cours des années 60 et jusqu'en 1973, les parts des dépenses courantes et des dépenses en capital demeuraient sensiblement constantes mais, du fait notamment des guerres coloniales, les dépenses militaires représentaient environ 50 pour cent du montant des dépenses de consommation publique en biens et services. Cette part a significativement diminué après 1974 pour être ramenée progressivement à moins de 10 pour cent au début des années 80. Depuis 1974, les conséquences de la décolonisation<sup>16</sup>, le développement du système de protection sociale et éducatif<sup>17</sup> et les difficultés financières des entreprises nationalisées ont considérablement accéléré le rythme de développement des dépenses. On a assisté à partir de 1974 à la fois à une forte progression de l'emploi public et à un mouvement de revalorisation des traitements. Ainsi, de 1974 à 1982, l'emploi dans les administrations publiques s'est accru de 6.8 pour cent par an, la progression ayant été particulièrement vive entre 1974 et 1979 (+ 9 pour cent par an), période durant laquelle on a assisté conjointement au développement des services d'éducation et de santé et à l'intégration dans l'administration nationale des anciens fonctionnaires coloniaux. Une partie de cet accroissement des effectifs semble avoir échappé au contrôle des autorités centrales. Depuis 1980, celles-ci ont décidé de geler les effectifs de la fonction publique, mesure qui a vraisemblablement été partiellement appliquée à l'administration centrale, mais qui ne l'a pas été dans les administrations locales ou les services de santé ou d'éducation.

Les dépenses de transfert, qui progressaient déjà beaucoup plus rapidement que l'ensemble des dépenses publiques avant 1974, se sont depuis lors considérablement accélérées. De 1974 à 1978, cette croissance a été particulièrement vive (40 pour cent par an). Elle a correspondu à la phase de développement du système de protection sociale, qui s'est traduite à la fois par un élargissement du montant de prestations et par celui des risques couverts. La part des transferts sociaux dans le PIB a pratiquement doublé entre 1973 et 1982, passant de 4.8 pour cent à 9.7 pour cent, ce qui constitue, encore, l'un des taux les plus faibles parmi les pays de l'OCDE. L'élargissement du secteur public productif et la dégradation de la situation financière de la plupart des entreprises qui le composent ont eu pour corrolaire une très forte croissance des subventions de l'Etat qui, de 1973 à 1978, se sont accrues à un rythme annuel extrêmement rapide pour représenter en 1982 4.3 pour cent du PIB et près de 10 pour cent des dépenses publiques. Les dotations et les transferts en capital au secteur nationalisé ont représenté en 1982 un montant presque égal à celui des subventions directes aux entreprises, ce qui porte le poids de l'aide du secteur public administratif au secteur nationalisé à environ 20 pour cent du montant des dépenses publiques. Il faut certainement ajouter à ce montant les subventions déguisées qu'ont pu constituer à certaines périodes les retards intervenus dans le paiement des cotisations sociales ou des impôts indirects par les entreprises nationalisées. L'élargissement du besoin de financement du secteur administratif et le gonflement de la dette publique, dont le poids est passé de

19.2 pour cent à 55.3 pour cent du PIB entre 1973 et 1982, ont entraîné une progression des charges d'intérêt, accentuée par la hausse des taux. Le poids des dépenses imputables aux paiements d'intérêt dans les dépenses publiques est passé de 1.7 pour cent à 13.6 pour cent entre 1973 et 1982.

Pour faire face à l'alourdissement des charges, les taux d'imposition ont été relevés à plusieurs reprises depuis 1974, mais néanmoins l'élasticité des recettes courantes par rapport au PIB n'a pas varié significativement ; en effet si, durant la période 1973-1978, elle a été en moyenne de 1.2 contre 1.1 de 1967 à 1973, elle est revenue par la suite à ce niveau. De 1973 à 1982, le poids des recettes fiscales dans le PIB a augmenté de 8 points de pourcentage environ, pour s'établir à 30.3 pour cent, ce qui est sensiblement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE ou de la CEE<sup>18</sup>.

Le système fiscal portugais est caractérisé par son taux de progressivité peu élevé, celui-ci résulte de la part prépondérante des impôts et taxes indirectes qui représentaient en 1982 45.1 pour cent du total des recettes contre environ 30 pour cent dans les pays européens de l'OCDE. Cette part a diminué entre 1973 et 1978, par suite notamment de la réduction des tarifs douaniers à l'égard de la CEE, puis elle a de nouveau augmenté. Le principal impôt indirect est l'impôt sur les transactions qui assure à peu près 40 pour cent des recettes indirectes et sur lequel il semble qu'il existe une fraude importante ; les autres principaux impôts indirects sont constitués par les taxes sur les ventes d'automobiles et sur le tabac (20 pour cent du total), les droits de timbre (20 pour cent) et les taxes et surtaxes à l'importation (10 pour cent). Bien

Tableau 8. **Structure des recettes fiscales**  
En pourcentage du total des recettes fiscales

	1978	1982	1983
<b>A. Etat</b>			
Impôts directs	35.0	39.2	42.1
Contribution industrielle <sup>1</sup>	6.8	10.2	7.8
Impôt professionnel	11.3	11.2	11.0
Impôt sur le capital <sup>1</sup>	4.4	10.9	10.5
Impôt complémentaire	5.2	4.0	3.3
Autres impôts directs	7.3	2.9	9.5 <sup>2</sup>
Impôts indirects	65.0	60.8	57.9
Impôts douaniers	13.1	7.0	6.0
Impôt timbre	11.4	12.0	12.3
Impôt en transaction	26.9	25.4	24.0
Impôt sur ventes automobiles	4.6	6.0	6.2
Impôt sur le tabac	5.8	6.5	5.9
Autres impôts indirects	3.2	3.9	3.5
<b>B. Ensemble des administrations</b>			
Impôts directs	21.5	24.0	24.9
Cotisations sociales	26.6	24.3	21.2
Impôts indirects	45.2	45.1	45.8
Autres recettes (y compris en capital)	6.7	6.6	8.1

1. A partir de 1980, le taux de l'impôt incorpore le taux des impôts locaux.

2. Y compris les impôts extraordinaires sur les bénéfices et sur les revenus du travail et fonciers.

Source : Direction générale de la Comptabilité publique.

qu'elle demeure peu importante dans l'ensemble des recettes, la part des impôts directs s'est fortement accrue depuis 1978. Alors que de 1967 à 1973 l'élasticité des impôts directs par rapport au PIB était de 0.88, elle est passée à 1.26 de 1973 à 1976 puis à 1.32 de 1978 à 1982. Cette évolution a résulté à la fois des augmentations de barème, de l'instauration de surtaxe et des effets du drainage fiscal de l'inflation qui ont entraîné au cours de la période 1973-1979 une vive progression de l'impôt sur le revenu du travail. A partir de 1980, on a par contre assisté à une très forte augmentation de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt sur le capital. Entre 1978 et 1982, la structure des impôts directs a donc changé sensiblement, la part des impôts sur le revenu du travail, impôt professionnel (proportionnel) et impôt complémentaire (progressif) étant passée de 47 pour cent des impôts directs à 38.8 pour cent alors que la part de la contribution industrielle passait de 19.5 pour cent à 26.4 pour cent et celle de l'impôt sur le capital de 12.6 pour cent à 28 pour cent. Au total, le taux d'imposition des ménages est en moyenne extrêmement modéré (5.5 pour cent en 1982 et 7.8 pour cent si l'on inclut les cotisations sociales).

Le taux de croissance des cotisations sociales qui, de 1961 à 1973, était beaucoup plus rapide que celui du PIB (l'élasticité cotisations sociales/PIB étant de 1.6) s'est ensuite relativement ralenti. Cela tient au fait que c'est dès avant 1974 qu'un système de sécurité sociale avait été mis en place pour les salariés du secteur industriel et public et qu'il avait été appliqué à une part croissante de la population payant des cotisations élevées. Après 1974, son élargissement s'est fait au profit de catégories sociales cotisant peu ou à de faibles taux et l'accélération des ressources a été pour une large part imputable à l'accroissement du nombre des salariés et à l'augmentation des cotisations de base. En 1981, le financement de la Sécurité sociale était assuré à 97.6 pour cent par les cotisations. Les déficits des régimes à cotisation minorée (travailleurs indépendants et agricoles essentiellement) étaient financés par le tiers environ des cotisations du régime général. L'apparition du déséquilibre dans le compte de la Sécurité sociale depuis 1980 tient d'une part à l'importance des cotisations non payées, tant par les

Tableau 9. Evolution des prestations sociales  
Régime général de Sécurité sociale

	Montants				Nombre de bénéficiaires			
	1982	1983 <sup>1</sup>	Taux de croissance annuel moyen		1982	1983 <sup>1</sup>	Taux de croissance annuel moyen	
	Milliards d'escudos	Milliards d'escudos	1973	1978	Milliers de personnes	Milliers de personnes	1973	1978
Dépenses totales	139 860	170 957	37.5	27.8	—	—	—	—
Dont :								
Indemnités de chômage	6 017	5 034	—	11.0	58	58	—	—
Prestations :								
Invalidité et vieillesse	94 297	116 181	50.3	32.2	1 547	1 579	21.1	4.7
Minimum vieillesse	10 118	12 980	67.0	29.8	250	268	29.1	8.5
Décès	1 327	1 662	41.6	21.2	55	58	18.9	5.5
Maladie et maternité	13 707	16 529	39.3	19.5	898	842	9.0	-2.3
Allocations familiales	14 127	18 313	10.5	21.6	1 693	1 775	9.5	1.1

1. Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires sociales.

travailleurs indépendants que par les entreprises, par suite de fraudes (sous-estimation du nombre ou du salaire des employés) ou d'impossibilité de faire face aux échéances et d'autre part à l'élargissement du champ de couverture. Cela a eu pour double conséquence d'alourdir la charge de cotisation des salariés et les transferts du budget de l'Etat. De 1974 à 1983, la structure des prestations sociales versées a sensiblement évolué. Les pensions de retraite de vieillesse et d'invalidité se sont très fortement accrues et leur part dans le total est passée de 35 à 70 pour cent environ. En contrepartie, les indemnités de maladie et de maternité et les allocations familiales ont vu leur part ramenée de 40 pour cent et de 25 pour cent à 10 pour cent environ chacune. L'assurance chômage, qui a été introduite en 1977, a vu sa part rester constante à environ 5 pour cent du total jusqu'en 1982 mais en 1983 les indemnités de chômage ne représenteraient plus que 3 pour cent du total. Il faut noter que le régime d'assurance chômage, financé par le Fonds de chômage, demeure excédentaire en raison du faible nombre de bénéficiaires (24 pour cent des chômeurs). Cela tient en premier lieu au fait que les allocataires doivent avoir cotisé pendant six mois (ce qui exclut les chômeurs à la recherche d'un premier emploi) et en second lieu qu'ils doivent avoir involontairement quitté leur emploi. Enfin, un certain nombre d'entreprises ne payant pas les cotisations de chômage excluent de ce fait leurs salariés du bénéfice des prestations. Une nouvelle législation est à l'étude qui prévoit un élargissement du champ de l'indemnisation du chômage.

L'extension du secteur productif nationalisé et l'aggravation de sa situation financière ont largement contribué à l'augmentation des dépenses des administrations publiques. L'estimation du poids et de l'évolution des entreprises publiques est rendue difficile par l'hétérogénéité des données statistiques<sup>19</sup>. En 1977, on estimait que le secteur des entreprises publiques au sens large, c'est-à-dire comprenant toutes les entreprises dans lesquelles l'Etat avait au moins une participation de 50 pour cent du capital, non compris les entreprises financières, représentaient environ 16 pour cent du PIB, 31.5 pour cent des investissements, 17 pour cent des rémunérations et 8 pour cent de l'emploi. Si l'on s'attache à l'évolution des entreprises publiques au sens étroit, à l'exclusion de celles à participation d'Etat, pour lesquelles on dispose d'analyses faites par le Département Central du Plan pour la période 1977-1982, on constate que la part de leur valeur ajoutée dans l'ensemble de la valeur ajoutée s'est accrue de 3.5 points de pourcentage de 1977 à 1982. Par contre, tout en demeurant fortement capitalistique, le secteur nationalisé a vu sa part dans les investissements globaux diminuer de 2.5 points durant la période. De 1977 à 1982, la part de l'emploi dans les entreprises publiques par rapport à l'emploi salarié total est restée comprise entre 7 et 8 pour cent.

L'examen de l'évolution des entreprises publiques du secteur industriel permet de mettre en évidence un certain nombre des problèmes rencontrés par ce secteur. Après avoir accru leur part dans la valeur ajoutée industrielle jusqu'en 1979, les entreprises publiques ont vu leur position relative se stabiliser au début des années 80 en raison vraisemblablement de leur structure dans laquelle prédominent les industries lourdes et de biens intermédiaires (construction navale, sidérurgie, pétrochimie...). Depuis 1979, l'investissement relatif des entreprises publiques du secteur industriel a fortement diminué mais leur part dans l'investissement du Portugal est toujours importante en raison du caractère hautement capitalistique de leur activité. Cependant, les entreprises publiques ont subi d'abord le contrecoup de l'effort d'investissement des années 1975-1978 durant lesquelles ont été mis en œuvre un certain nombre de programmes industriels, qui a fortement obéré leur situation financière puis celui de l'évolution macroéconomique générale depuis le début des années 80, ce qui a conduit à un recul des investissements en termes réels de l'ordre de 8 pour cent en 1981. Malgré la stabilisation de

Tableau 10. Poids des entreprises publiques dans l'activité économique

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble des entreprises publiques non financières						
Valeur ajoutée dans la valeur ajoutée totale	8.9	10.8	12.5	11.5	11.9	12.5
Formation brute de capital fixe dans la FBCF totale	19.8	20.5	20.1	18.4	19.1	17.5
Emploi dans l'emploi total	4.5	5.2	5.2	5.1	5.2	5.3
Emploi dans l'emploi salarié total	7.0	8.0	7.9	7.6	7.7	7.6
Entreprises publiques industrielles						
Valeur ajoutée dans la valeur ajoutée de l'industrie	11.6	12.4	16.7	15.8	15.7	16.1
Emploi dans l'emploi industriel	4.9	5.0	5.1	5.0	5.4	5.4
Eléments de la structure de la valeur ajoutée en %						
Dépenses de personnel	53.3	46.4	33.2	34.8	37.8	36.5
Frais financiers	27.4	38.2	35.9	41.7	52.4	57.8
Amortissement	15.5	15.7	18.5	16.4	17.1	23.2
Résultat net liquide	-3.5	-6.3	5.4	1.6	-17.4	-22.4

Source : Département central du Plan.

la part de la valeur ajoutée des entreprises industrielles publiques dans l'ensemble de l'industrie, l'emploi s'est accru en termes absolus et relatifs de 1977 à 1982, entraînant certainement d'importantes rigidités dans ce secteur.

Le fait le plus caractéristique de l'évolution du secteur public industriel est la dégradation de sa situation financière au cours des dernières années. Pour faire face notamment à l'effort d'investissement des années 1975-1977, les entreprises publiques ont été amenées à s'endetter fortement, les autorités encourageant en partie cet endettement, et notamment à l'extérieur depuis le début des années 80. Les entreprises nationalisées ont donc ressenti les conséquences de la dépréciation de l'escudo, notamment vis-à-vis du dollar, et celle de l'augmentation des taux d'intérêt. Le besoin de financement s'est fortement accru de 1978 à 1981, passant de 59 milliards d'escudos en 1978 à 132.9 milliards en 1981. Cela a provoqué une très forte progression des charges financières qui ont représenté en 1981 52.4 pour cent du montant de la valeur ajoutée brute des entreprises publiques industrielles contre 27.4 pour cent en 1977. En 1982 et 1983, leur situation a vraisemblablement continué à se dégrader fortement.

Les entreprises publiques des secteurs non industriels au sens strict (énergie et transport) ont également vu leur situation financière se dégrader entre 1977 et 1981. Ainsi, « l'Electricité du Portugal » enregistre sur l'ensemble de cette période des résultats d'exploitation négatifs, dont le montant depuis 1978 évolue annuellement entre 8 et 12 pour cent de la valeur ajoutée. Par ailleurs, les dépenses d'équipement des années 1978 à 1980, durant lesquelles la formation brute de capital fixe s'est accrue de 17 pour cent par an en volume, ont entraîné un endettement financier important. De 1977 à 1981, le montant annuel des frais financiers de l'Electricité du Portugal est passé de 1.8 à 2.3 milliards d'escudos et représente 89 pour cent de sa valeur ajoutée. Les entreprises publiques de transport et de communication ont consenti un effort important d'investissement (7.5 pour cent par an en moyenne entre 1977 et 1981) qui a amené le montant de leurs investissements à environ 10 pour cent de la FBCF totale en 1981. De 1977 à 1981 le taux de croissance annuel de la valeur ajoutée par

les entreprises de transport a été de 1.8 pour cent, taux de croissance inférieur de 2 points environ à celui du PIB<sup>20</sup>, alors que l'emploi a été pratiquement stable sur l'ensemble de la période. La conjonction d'une politique de tarifs publics contrôlés et très bas et de la forte hausse des coûts intermédiaires, notamment l'énergie, a créé un déséquilibre important du compte d'exploitation. Entre 1977 et 1981, les coûts d'exploitation n'ont été couverts par les recettes que pour les trois quarts environ : les subventions, qui couvraient environ 15.5 pour cent des coûts d'exploitation en 1977, ont vu leur importance diminuer puisqu'en 1981 elles n'en couvraient plus que 8 pour cent, soit 12.5 pour cent des recettes du secteur. Aux subventions d'exploitation et aux indemnités compensatrices versées par l'Etat, se sont ajoutées d'importantes dotations en capital, qui ont permis de financer une large part des investissements et de limiter l'endettement des entreprises publiques du secteur des transports comparativement aux autres entreprises publiques et, par la suite, de limiter leurs charges financières ; néanmoins, la situation financière globale du secteur des transports a fait apparaître entre 1977 et 1981 des déséquilibres importants.

Bien que les entreprises publiques soient fortement capitalistiques et que de ce fait la valeur ajoutée par travailleur soit supérieure à celle du secteur privé, la croissance de l'emploi y a certainement été mal contrôlée ou même encouragée à certaines périodes pour des raisons conjoncturelles. Par ailleurs, la législation du travail concernant la protection de l'emploi y a certainement été appliquée avec plus de rigidité que dans le secteur privé, ce qui a conduit à un gonflement des effectifs et a tendu à alourdir la gestion de ces entreprises. Au total, malgré l'importance des transferts de l'administration centrale, les entreprises publiques, confrontées à des charges d'investissement importantes, à une forte hausse de leurs coûts de main-d'œuvre et de leurs charges financières, et contraintes pour certaines d'entre elles par le gouvernement à limiter l'augmentation de leurs tarifs, ont vu s'accroître de façon continue leur besoin de financement et leur endettement. Celui-ci s'élevait à fin 1981 à 653.6 milliards d'escudos selon les statistiques monétaires et financières de la Banque du Portugal (soit 12.5 milliards de dollars) dont 62 pour cent en endettement à court terme. La moitié environ de cet endettement était vis-à-vis de l'extérieur. On ne connaît pas l'évolution de l'endettement total des entreprises publiques en 1982 et 1983, mais leur endettement extérieur a continué de s'accroître jusqu'au premier trimestre de 1983 où il atteignait 8 milliards de dollars (dont 3.5 à court terme), ce qui représentait 56 pour cent de la dette extérieure portugaise.

L'accroissement du poids des opérations du secteur public dans l'économie, mais surtout son caractère difficilement contrôlé, ont très certainement nui à l'efficacité de l'allocation des ressources au Portugal. L'ampleur des retards accumulés au cours des années 50 et 60 dans les infrastructures et les systèmes de protection sociale et d'éducation a entraîné une très vive progression des dépenses après le changement de régime politique, accentué par le coût de la décolonisation. Cependant, la rigidité du système fiscal et sa vulnérabilité à la fraude et à l'évasion ont très rapidement fait apparaître un écart croissant entre le rythme de progression des recettes et des dépenses. Par ailleurs, une part croissante des dépenses publiques a été consacrée aux paiements d'intérêts, de subventions et de transferts, alors que les investissements des administrations ne représentaient que 10 pour cent environ des dépenses. La progression du besoin de financement de l'ensemble du secteur public a mobilisé une part de plus en plus importante de l'épargne intérieure et a par ailleurs contribué au développement de l'endettement extérieur, détournant ainsi une part importante des ressources de l'investissement productif. Ainsi, à la fin de 1982, 40 pour cent du crédit intérieur était consacré au secteur public, et celui-ci participait pour 80 pour cent à l'endettement extérieur du Portugal.



## II. TENDANCES RÉCENTES

### Evolution intérieure

Le relâchement de la politique économique en 1979 avait favorisé la croissance rapide de la demande intérieure, mais un certain nombre de déséquilibres sont réapparus tant sur le plan interne qu'extérieur et le durcissement de la politique dès la fin de 1981 a été insuffisant pour redresser la situation. Entre janvier 1982 et juin 1983, l'inflation mesurée par la hausse des prix à la consommation n'est pas descendue durablement en dessous de 20 pour cent ; le déficit des opérations courantes atteignait 1.4 milliard de dollars au premier semestre de 1983 (contre 2.2 un an auparavant). La mise en œuvre du programme d'urgence du nouveau gouvernement, en juin 1983, a entraîné une inflexion de la demande intérieure dans la seconde moitié de l'année, celle-ci se traduisant par une baisse de la demande des entreprises (investissements et stocks) consécutive au fort durcissement des conditions monétaires, ainsi que des investissements publics par suite du gel des dépenses budgétaires. Pour l'ensemble de l'année 1983, l'économie portugaise pourrait avoir enregistré un taux de croissance en volume voisin de 0 pour cent ou très légèrement négatif. Ce résultat traduit un changement de tendance par rapport aux années antérieures : il résulte d'un recul de la demande intérieure totale, de l'ordre de 7 pour cent, alors qu'en moyenne au cours des deux années précédentes elle avait crû de 3.4 pour cent et d'une contribution positive de la balance

Tableau 11. Demande et production

	1982		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente (volume) <sup>1</sup>		
	Prix courants milliards d'escudos	Pourcentage du PIB	1981	1982	1983 <sup>2</sup>
Consommation privée	1 263.5	68.5	2.3	2.0	- $\frac{1}{4}$
Consommation publique	267.3	14.5	0.2	3.5	5
Formation brute de capital fixe	583.6	31.6	4.6	2.9	-7 $\frac{1}{2}$
Demande intérieure finale	2 114.4	114.6		2.6	-1.9
Formation de stocks <sup>2</sup>	98.0	5.3	(0)	(1.3)	(-6)
Demande intérieure totale	2 212.4	119.8	3.3	3.5	-6.9
Solde extérieur <sup>2</sup>	-366.8	-19.9	(-2.9)	(-1.2)	(7.7)
Exportations de biens et services	492.3	26.7	-2.0	6.5	16
Importations de biens et services	859.1	46.5	5.5	5.0	-7 $\frac{1}{2}$
PIB aux prix du marché	1 845.6	100.0	0.8	3.5	- $\frac{1}{2}$
Indice de prix implicite du PIB	..	..	18.1	21.4	23.9
Production industrielle			0.2	4.9	1
Indice de prix implicite de la consommation privée			20.0	22.5	25.5

1. Aux prix de l'année précédente.

2. Variations exprimées en pourcentage du PIB de la période précédente. Compte tenu de l'écart important entre le poids de la demande intérieure et le PIB, la somme du taux de croissance de la demande intérieure finale, plus les variations de la formation de stocks et du solde extérieur exprimées en pourcentage du PIB peut différer notablement du taux de croissance du PIB.

3. Résultats provisoires.

Source : Estimations du Département central du Plan.

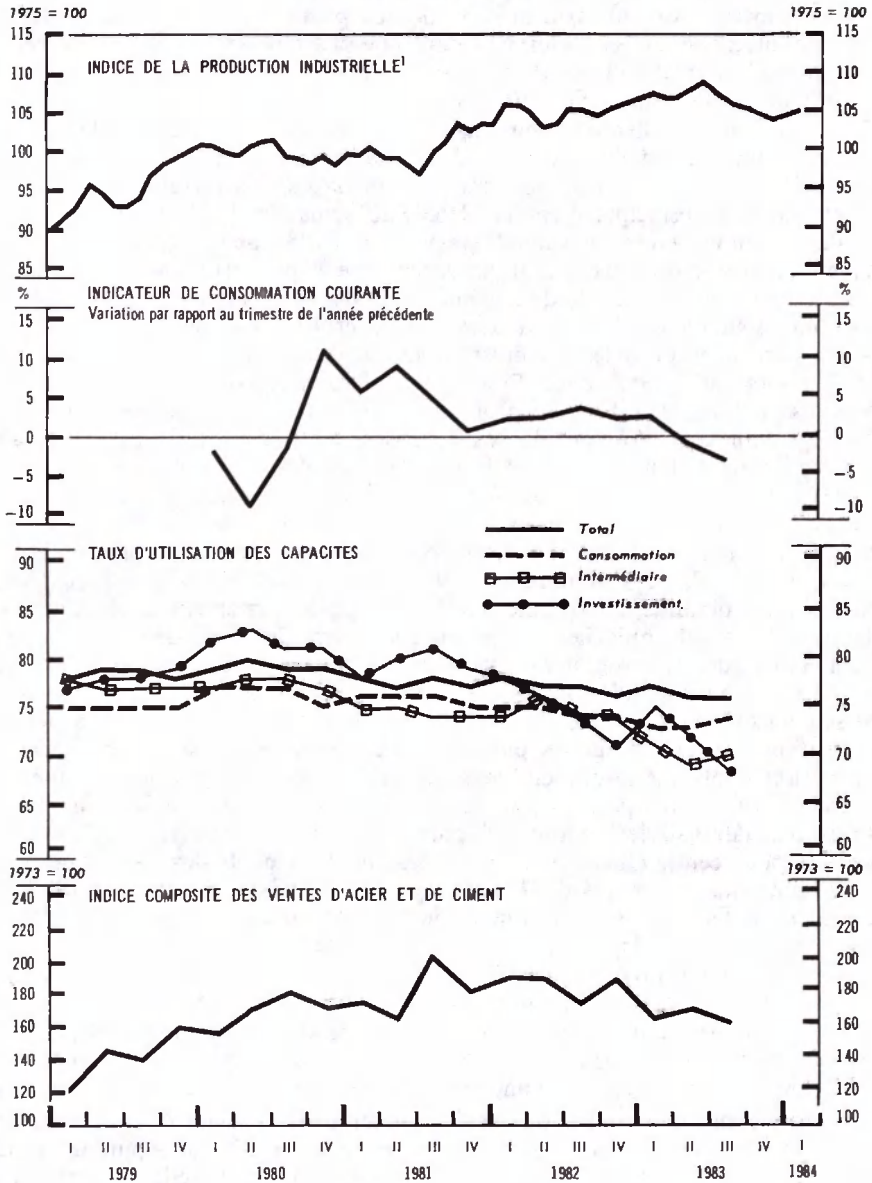
extérieure de l'ordre de 8 pour cent du PIB contre une contribution négative de 2 pour cent en moyenne en 1981-1982. Ce renversement a été favorisé par le décalage entre le cycle conjoncturel du Portugal et celui de ses principaux partenaires<sup>21</sup>. Le recul de la demande intérieure qui est intervenu dans une phase de reprise du commerce mondial a permis un redressement rapide de la balance des opérations courantes, dont le déficit s'est réduit de moitié entre 1982 et 1983.

La réduction des effectifs depuis la fin de 1982, le ralentissement de la progression des salaires nominaux et l'accélération de l'inflation en 1983, se sont traduits par une baisse sensible du revenu disponible réel des ménages, dont l'effet sur la consommation s'est manifesté principalement au deuxième semestre de 1983. La consommation privée devrait ainsi avoir quasiment stagné en 1983 tandis que se poursuivait la tendance à la baisse du taux d'épargne enregistrée depuis trois ans. La consommation publique a été le seul facteur de dynamisme de la demande interne : ayant déjà augmenté à un rythme soutenu en 1982 par suite de l'accroissement du nombre des fonctionnaires, en particulier dans les administrations locales, elle aurait à nouveau progressé en 1983, d'environ 5 pour cent. Si l'on se réfère aux comptes prévisionnels révisés des administrations pour 1983, la progression de la consommation en biens et services a été de 20 pour cent. Au sein de ces dépenses, les dépenses de personnel sont sans doute plus élevées (24 pour cent) et le déflateur de prix ne devrait pas être supérieur à 19 pour cent compte tenu de l'évolution nominale des salaires des fonctionnaires.

L'investissement total, encore dynamique en 1982, a nettement fléchi en 1983, pour la première fois depuis quatre ans. La construction, qui représente près de la moitié de l'investissement total, déjà affaiblie en 1982 par les effets de la politique plus restrictive du crédit, a diminué, en volume, en 1983 avec le renforcement de cette politique. Le climat d'incertitude prévalant au premier semestre de 1983 dans l'attente des élections générales puis du programme du nouveau gouvernement, a renforcé l'attentisme des investisseurs privés qui résultait de la détérioration de la demande intérieure. Les investissements publics ont été directement touchés par la réduction des dépenses des administrations et des entreprises publiques. La légère progression de l'investissement des entreprises publiques résulte de l'achat d'avions par la compagnie aérienne nationale. A l'exclusion de cette opération, la chute de l'investissement public (administrations et entreprises nationalisées) aurait été plus prononcée (de l'ordre de 15 pour cent au lieu de -5 pour cent). Quoique le poids des investissements directs étrangers soit relativement faible (un peu moins de 2 pour cent de l'investissement total en 1982), il paraît intéressant de noter la baisse en volume de ces investissements dès le milieu de 1982, pour la première fois depuis 1977<sup>22</sup>. Sur l'ensemble de l'année, on a assisté à un gonflement des stocks involontaires des produits finis destinés au marché intérieur. Par contre, les stocks de produits finis destinés à l'exportation ont diminué au deuxième semestre. Au total, étant donné le mouvement de déstockage des matières premières enregistré sur l'ensemble de l'année, la formation de stocks, qui avait fortement augmenté en 1982, serait revenue en moyenne en 1983 à un niveau inférieur à celui de 1981.

La production industrielle, qui avait augmenté de près de 5 pour cent en 1982, a atteint son point culminant au premier trimestre de 1983, amorçant un mouvement de baisse par la suite, et sur l'année prise dans son ensemble, elle pourrait avoir légèrement progressé. (Il faut toutefois noter que l'indice couvre mal les productions destinées à l'exportation dans les secteurs qui ont été les plus dynamiques en cours d'année.) La baisse de l'emploi dans l'industrie s'est accentuée dès le début de 1983 et en dépit d'une augmentation des effectifs dans les services (notamment, électricité, gaz et eau et secteur des banques), l'emploi total pourrait avoir baissé de près de 2 pour cent en moyenne. Aussi, malgré la poursuite de la baisse tendancielle des taux d'activité,

Graphique 4. Indicateurs d'activité



1. Données corrigées des variations saisonnières. Moyenne mobile sur 3 mois.

Sources : Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel*; OCDE, *Principaux Indicateurs Économiques*.

le chômage, qui s'était stabilisé en 1982, a sensiblement augmenté durant l'année 1983, et son taux pourrait avoir atteint environ 9¼ pour cent de la population active à la fin de 1983 contre 7½ pour cent un an plus tôt<sup>23</sup>. La dégradation du marché du travail en 1983 est également mise en évidence par le fait qu'un certain nombre d'entreprises en difficulté ont retardé le versement des salaires ou n'en ont payé qu'une partie. Ces retards peuvent dans une certaine mesure s'expliquer par l'impossibilité pour les employeurs d'ajuster le nombre des effectifs en période de ralentissement de l'activité. D'après les estimations du Ministère du Travail, au mois de mars 1984, 92 000 personnes environ n'avaient pas touché tous les salaires qui leur étaient dus. (Le Ministère a toutefois préparé un projet de loi pour indemniser les travailleurs non payés.) La majeure partie d'entre eux travaillait dans les industries textiles et métallurgiques, dans la construction navale et les transports ; durant le quatrième trimestre, ce chiffre aurait augmenté de près de 30 000 personnes.

Tableau 12. **Marché du travail**

	Milliers de personnes 1982 II	1979	1980	1981	1982 <sup>1</sup>		Pourcentage moyen de variation 1977 à 1982
		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente					
					I	II	
Population totale	9 555	1.4	0.7	1.0	0.5	0.6	0.8
Population active civile	4 272	2.2	1.4	1.6	-2.3	0.1	0.9
Taux d'activité (pourcentage)	—	45.0	45.3	45.6	45.0	44.7	—
Emploi total	3 949	2.1	1.9	1.1	-0.7	0.2	0.9
Agriculture et pêche	998	-1.7	-4.8	-5.5	-3.6	-2.8	-3.8
Industrie	1 063	2.3	2.1	2.1	6.3	0.7	2.1
Construction	409	3.4	13.8	6.6	-21.1	3.8	6.8
Services	1 479	3.9	4.6	5.1	-0.4	0.9	2.6
En pourcentage de la population active							
Chômage							
Total	323	8.2	7.8	8.2	7.2	7.6	—
Hommes		4.9	4.1	4.2	3.3	4.1	—
Femmes		12.9	13.0	13.6	12.6	12.1	—
En pourcentage du chômage total							
Personnes à la recherche d'un premier emploi	151	56.7	52.7	51.1	45.5	46.7	—

1. On ne dispose pas pour 1983 de données comparables à celles présentées sur ce tableau. En effet, l'INE a effectué au deuxième trimestre de 1983 une nouvelle enquête de l'emploi, basée sur un échantillon différent du précédent ; les résultats ne permettent pas de calculer des évolutions par rapport à 1982. Selon le Ministère du Travail, dont les estimations sont souvent très différentes de celles de l'INE, l'emploi total aurait diminué de 1.7 % pendant les trois premiers trimestres de 1983 par rapport à l'année précédente, cette évolution s'étant accentuée au troisième trimestre (-2.2 % par rapport à l'année précédente). Le nombre de demandes d'emplois après une légère diminution au premier semestre, année sur année, aurait augmenté de 11 % sur la période de trois mois septembre-novembre 1983, par rapport à septembre-novembre 1982.

Source : Institut National de la Statistique.

La hausse des prix à la consommation s'est accélérée au début de 1982 par suite de l'augmentation des prix administrés, puis, après une phase de stabilité du taux d'inflation, la progression s'est à nouveau accentuée durant 1983. En moyenne, la

hausse des prix à la consommation est ainsi passée à 22½ pour cent en 1982 et 25½ pour cent en 1983. Au premier semestre de 1982, les produits alimentaires ont augmenté de près de 30 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente, notamment les légumes et les fruits (50 pour cent). En effet, l'incidence de l'assouplissement des contrôles de prix s'est trouvée amplifiée, comme on l'a vu précédemment, par les mauvaises conditions climatiques. En même temps, le début de mise en œuvre de la politique de prix « réels » dans les entreprises publiques a entraîné une augmentation de près de 60 pour cent des tarifs des transports publics. Les taux de progression enregistrés au deuxième semestre de 1983, par rapport à la période correspondante de 1982, ont été du même ordre : 30 pour cent dans l'alimentation<sup>24</sup>, 42 pour cent pour l'électricité et 50 pour cent à nouveau pour les transports publics. La hausse de l'indice global est ainsi passée de 28 pour cent en glissement au premier semestre de 1983 à 40 pour cent au deuxième semestre (à taux annuels). Ce taux a toutefois été ramené à 30 pour cent en glissement annuel en février 1984.

Tableau 13. Salaires et prix

	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente				
	1979	1980	1981	1982	1983
Rémunération des salariés	22.7	28.4	22.0	20.8	18½ <sup>2</sup>
Masse salariale hors cotisations sociales	22.4	28.5	21.4	20.5	18½ <sup>2</sup>
Salaires moyens <sup>1</sup>					
Industries manufacturières	16.1	23.3	20.9	19.7	17.3 <sup>3</sup>
Construction	19.4	25.7	24.5	18.9	22.2 <sup>4</sup>
Agriculture	22.0	17.5	37.5	25.3	18.2 <sup>5</sup>
Coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie	13.4	16.3	20.1	13.3	15 <sup>2</sup>
Indice des prix à la consommation					
Total, hors loyer	24.2	16.6	20.0	22.4	25.5
Indice des prix de gros à Lisbonne	29.5	6.5	21.6	19.1	22.5 <sup>4</sup>

1. Calculés par la Banque du Portugal.

2. Estimations du Secrétariat.

3. Janvier à avril.

4. Trois premiers trimestres de 1983.

5. Janvier à novembre.

Sources : INE, *Nouveaux comptes nationaux* ; Département central du Plan ; Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel* ; informations transmises par les autorités portugaises.

Pour 1982, la masse des salaires pour l'ensemble de l'économie a augmenté de 21 pour cent environ et les traitements des fonctionnaires de 19 pour cent, ce qui s'est traduit par une baisse de pouvoir d'achat de près de 2 pour cent en moyenne pour l'ensemble des salaires et traitements. En 1983, la progression de la masse salariale nominale pourrait avoir été contenue à 18½ pour cent environ et, étant donné l'accélération des prix à la consommation, la perte de pouvoir d'achat aurait alors atteint 5½ pour cent. On a ainsi assisté, après deux années (1980-1981) relativement favorables aux revenus salariaux, à un nouveau recul de la part des salaires dans le revenu national.

## *Taux de change et balance des paiements*

Le rythme de dépréciation mensuelle du taux de change effectif de l'escudo qui avait été réduit entre la mi-1979 et la fin de 1981, a dû être augmenté depuis pour tenir compte, d'une part de la dégradation de la compétitivité extérieure et, d'autre part, de la forte appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes qui entraînait une appréciation de l'escudo face à certaines d'entre elles. Le taux de dépréciation mensuelle a donc été porté de 0.5 à 0.75 pour cent en décembre 1981, puis le poids des devises entrant dans le « panier » servant à calculer la dépréciation effective a été modifié en avril 1982 pour réduire l'importance du dollar au profit des monnaies européennes. L'escudo a en outre été dévalué en juin, de 9.4 pour cent en termes effectifs. En 1983, devant la poursuite de la dégradation du solde commercial et la poussée des pressions spéculatives contre l'escudo, le taux de dépréciation mensuelle a été porté à 1 pour cent à partir de mars, et les autorités ont décidé de dévaluer l'escudo de 2 pour cent en termes effectifs puis de 12 pour cent en juin, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'austérité du nouveau gouvernement. Au total, l'escudo s'est ainsi déprécié vis-à-vis du dollar de 28 pour cent entre décembre 1981 et décembre 1982 puis de près de 32 pour cent durant 1983, tandis que le taux de change effectif baissait de 18 et de 25 pour cent respectivement au cours de 1982 et de 1983. Les dépréciations de l'escudo ont permis d'améliorer la compétitivité extérieure malgré l'écart d'inflation entre le Portugal et ses partenaires<sup>25</sup>.

Le déficit de la balance des opérations courantes s'est creusé en 1981 puis de nouveau en 1982, pour atteindre 3.2 milliards de dollars, soit 13¼ pour cent du PIB, contre 1.3 milliard de dollars (5 pour cent du PIB) deux ans plus tôt. On a enregistré une amélioration de la balance courante au premier semestre de 1983, celle-ci revenant à l'équilibre au troisième trimestre, et l'on estime le déficit à 1.7 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année. La plupart des postes de la balance des paiements se sont détériorés en 1981. En 1982, par contre, alors que le déficit commercial exprimé en dollars diminuait, l'excédent dégagé par les transactions invisibles, sans doute affecté par des sorties de capitaux déguisées, continuait de se réduire. La détérioration des invisibles s'est poursuivie au cours des trois premiers trimestres de 1983, mais le déficit commercial s'est sensiblement réduit et, au total, le déficit courant a été réduit de moitié par rapport à la même période de 1982. Face à la détérioration de la balance en 1981-1982, les entrées de capitaux non monétaires ont augmenté, et après un déficit en 1981, la balance des opérations non monétaires a de nouveau été excédentaire en 1982. La progression des emprunts à moyen et long terme, très rapide en 1981, s'est ralentie en 1982, tandis que la part du financement à court terme s'accroissait. En 1983, les entrées de capitaux à moyen et long terme se sont considérablement réduites et l'on a enregistré des sorties nettes de capitaux à court terme au cours des trois premiers trimestres. Au total, les opérations non monétaires se sont soldées par un déficit d'environ 900 millions de dollars, contre un léger excédent sur la même période de 1982.

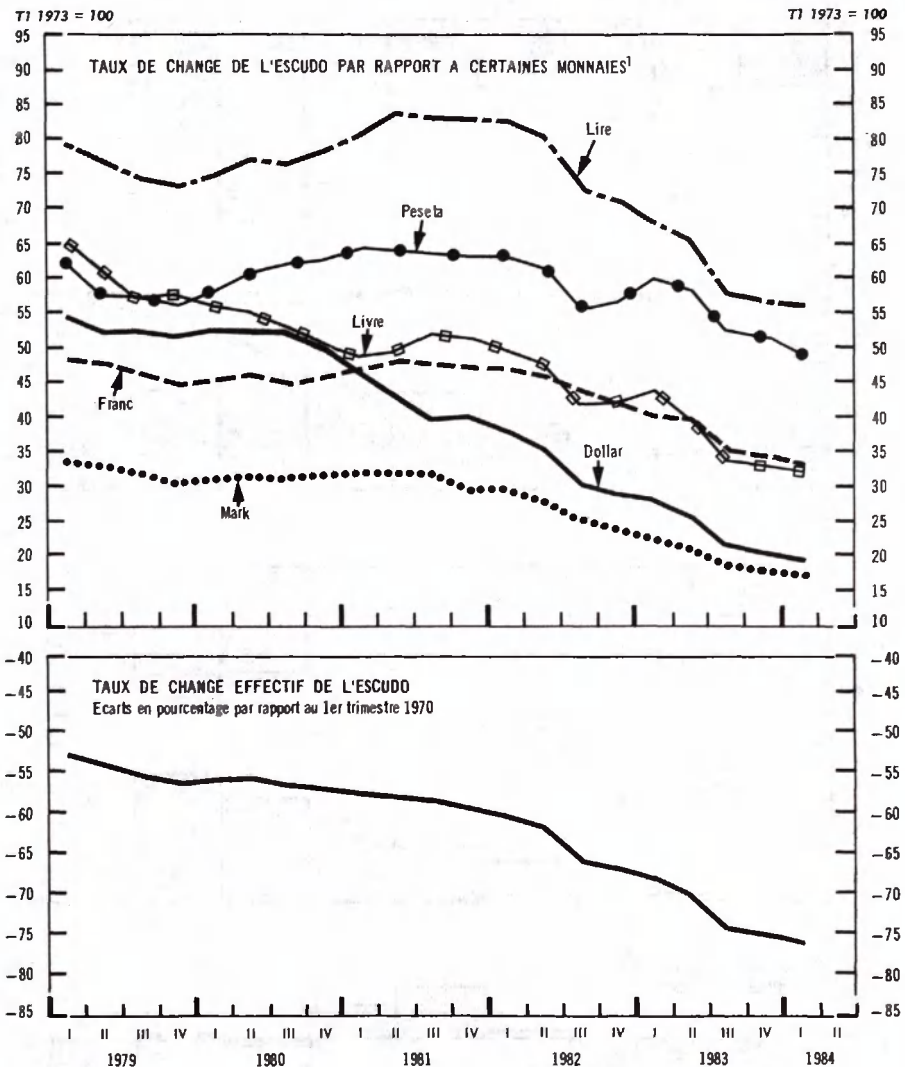
Les échanges commerciaux, qui s'étaient détériorés très rapidement en 1980-1981 avec la reprise de la demande intérieure et également l'influence de la sécheresse, se sont stabilisés à partir de 1982, le déficit de la balance commerciale diminuant même légèrement en pourcentage du PIB (20½ pour cent contre 21½ pour cent un an auparavant). Tant l'évolution des prix que celle des volumes ont en effet été plus favorables. Malgré la poursuite de la dépréciation de l'escudo vis-à-vis du dollar, la dégradation des termes de l'échange s'est interrompue grâce à la modération des prix internationaux. Par ailleurs, le volume des exportations de marchandises a augmenté à un rythme presque double de la croissance des importations (11 pour cent contre 5.9 pour

**Tableau 14. Balance des paiements**  
**En millions de dollars**  
**Données non corrigées des variations saisonnières**

	1981	1982	1983 <sup>1</sup>	1981	1982		1983	
				II	I	II	I	II <sup>1</sup>
Exportations, fob	4 088	4 119	4 553	2 005	2 049	2 070	2 317	2 236
Importations, fob	9 248	8 972	7 637	4 334	4 832	4 140	4 227	3 410
Balance commerciale	-5 194	-4 853	-3 084	-2 349	-2 783	-2 070	-1 910	-1 174
Solde des services	-544	-1 092	-733	-264	-626	-466	-505	-228
Voyages	777	609	581	460	217	392	207	374
Transports	-147	-283	-191	-34	-173	-110	-143	-48
Revenus du capital	-975	-1 256	-1 054	-611	-568	-688	-517	-535
Autres services	-199	-162	-69	-79	-102	-60	-50	-19
Solde des transferts	2 888	2 681	2 131	1 556	1 206	1 475	1 002	1 129
Balance des opérations courantes	-2 850	-3 264	-1 686	-1 057	-2 203	-1 061	-1 413	-273
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	1 853	2 519	1 310	993	1 570	949	899	421
Secteur privé	1 357	1 885	718	767	1 109	776	757	-39
Secteur public	496	634	592	231	461	173	132	460
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	848	868	-500	141	563	305	-313	-187
Balance des opérations non monétaires	-149	123	-876	77	-70	193	-837	-39
Opérations à court terme des institutions monétaires	43	-15	-190	-180	37	-52	-40	-150
Balance des règlements officiels	-106	108	-1 066	-103	-33	141	-877	-189
Tirages sur le FMI	-72	-59	388	29	-43	-16	42	346
Divers comptes officiels	-6	-211	77	90	-93	-118	637	-560
Variation des réserves de change (Augmentation = -)	184	162	601	-16	169	-7	198	403

1. Valeurs provisoires.  
 Source : Banque du Portugal.

Graphique 5. Taux de change



1. Unités de devise étrangère par escudo.

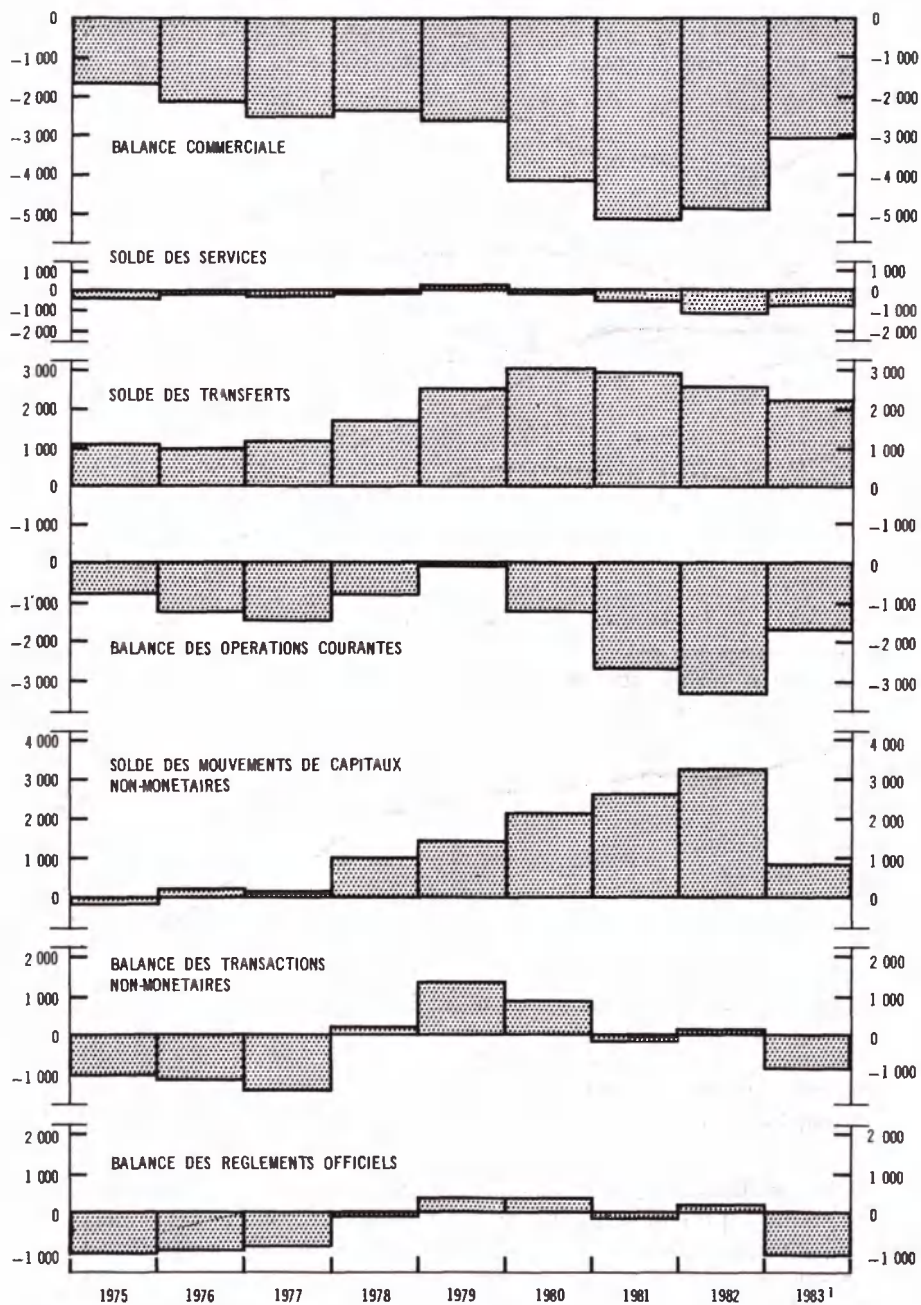
Source : Secrétariat de l'OCDE.

cent). Cette amélioration s'est accentuée en 1983, puisque l'on évalue la progression des exportations à près de 21 pour cent, tandis que le volume des importations aurait diminué de près de 7 pour cent. Les termes de l'échange ne se seraient que très légèrement détériorés.

Les bons résultats enregistrés sur les exportations ont été favorisés par le développement de secteurs nouveaux au Portugal, tels que la pétrochimie, le matériel électrique et électronique, les automobiles et pièces détachées et par l'élargissement des



**Graphique 6. Structure de la balance des paiements**  
En millions de dollars



1. Valeurs provisoires.

Source : Banque du Portugal.

quotas d'exportation pour les textiles. On peut noter à cet égard que les textiles non contingentés ont augmenté beaucoup plus rapidement (+ 25 pour cent vers la CEE) que les textiles contingentés (+ 7.5 pour cent). La performance à l'exportation a également bénéficié de l'amélioration de la compétitivité extérieure résultant des dépréciations de l'escudo. Le Portugal a ainsi gagné des parts de marché, surtout en 1983, lorsqu'il a bénéficié de l'apparition d'un décalage de sa position cyclique par rapport à celle de ses partenaires. Les importations de marchandises ont progressé en 1982 au rythme moyen des quatre années précédentes (environ 5½ pour cent) sous l'effet de facteurs spécifiques liés à la sécheresse (importations de produits alimentaires et énergétiques). L'élasticité par rapport à la demande globale a néanmoins légèrement diminué (1.4 pour les biens et services, au lieu de 1.9 et 2.5 respectivement en 1980 et 1981). La baisse du volume des importations en 1983, estimée à 6½ pour cent pour l'ensemble de l'année, a concerné tous les produits, notamment les produits agricoles, par suite de la bonne récolte de 1982, les combustibles, en raison du ralentissement de l'activité et du déstockage et les biens d'équipement. Le taux de couverture des importations par les exportations (valeurs FOB) est ainsi remonté à 58.3 pour les trois premiers trimestres de 1983, taux proche de celui de 1979, et le plus élevé depuis 1976.

La détérioration de la balance courante entre 1980 et 1982 s'explique pour près des deux tiers par la diminution de l'excédent des invisibles. Le déficit des services s'est élargi, atteignant environ 1 milliard de dollars (soit 87 milliards d'escudos) en 1982, par suite du doublement en dollars du déficit du revenu du capital, de l'élargissement du solde négatif des transports et de la diminution des recettes du tourisme. La détérioration du poste revenus du capital résulte de l'accroissement du montant de la dette extérieure et de la hausse des taux d'intérêt. L'année 1983 marque l'arrêt de cette évolution ; les paiements d'intérêt ont amorcé un mouvement de baisse à partir du deuxième trimestre, lié principalement à la détente des taux d'intérêt. On estime que, sur l'ensemble de l'année, les paiements d'intérêt ont été ramenés à 1¼ milliard de dollars au lieu de 1½ en 1982. Le poste des transports a principalement été affecté par la crise du secteur des réparations navales, qui s'est traduite par le ralentissement de la progression des recettes en dollars en 1981 puis leur diminution en 1982 et 1983<sup>26</sup>. Inversement, les dépenses au titre du fret de marchandises se sont réduites à partir de 1982, en liaison avec la baisse des importations. Le déficit global des transports, qui s'était élargi en 1982, a ainsi pu être légèrement réduit en 1983. Par ailleurs, depuis 1980, la progression des recettes du tourisme a été inférieure à la dépréciation de l'escudo vis-à-vis du dollar. Ainsi, alors qu'elles avaient augmenté de près de 40 pour cent par an entre 1977 et 1980, les recettes, exprimées en dollars, ont diminué depuis : elles ne couvraient plus que 17.7 pour cent du déficit commercial en 1982, remontant à 18½ pour cent environ en 1983, au lieu de 27.3 pour cent en 1980.

En 1982, on a enregistré une baisse des recettes du tourisme de 16.2 pour cent en dollars, contre une progression de 9½ pour cent en monnaie nationale. On retrouve ce type d'évolution dans l'ensemble des pays européens par suite de la dépréciation des monnaies par rapport au dollar. En termes réels, c'est-à-dire pour tenir compte, outre la dépréciation, de l'écart des taux d'inflation entre le Portugal et les autres pays, les recettes ont diminué de 10.6 pour cent, tandis que dans l'ensemble des pays européens elles augmentaient légèrement (2.3 pour cent). D'après les estimations provisoires pour 1983, il semble que l'augmentation des recettes en escudos ait été de nouveau insuffisante pour compenser la dépréciation, notamment au deuxième semestre. Sur l'ensemble de l'année, les recettes du tourisme auraient baissé d'environ 5 pour cent en dollars, contre une progression de 53 pour cent en escudos.

Les indicateurs de l'évolution en volume du tourisme indiquent un ralentissement sensible de la progression à partir de 1981. Le nombre d'arrivées de touristes étrangers aux frontières a augmenté de 11.6 pour cent et 4.7 pour cent respectivement en 1981 et 1982, contre 20 pour cent en 1980. En outre, comme dans l'ensemble des pays, la durée des séjours a été réduite : le nombre de nuitées enregistrées dans l'ensemble des moyens d'hébergement, a diminué en 1981, et a stagné en 1982. Comme dans la plupart des pays européens, les hausses les plus notables tant dans le nombre des arrivées que dans la durée des séjours, proviennent du Royaume-Uni et de la France tandis que la baisse la plus sensible a concerné les nuitées des touristes espagnols et les arrivées et les nuitées des touristes allemands. Il semblerait que l'on ait également assisté à une sous facturation des recettes touristiques, notamment en 1982, liée aux anticipations de dépréciation de l'escudo, se traduisant par un fléchissement net des dépenses des nuitées des touristes : celles-ci auraient progressé de 8 $\frac{3}{4}$  pour cent en 1982, taux relativement faible en comparaison de l'inflation et inférieur à celui des années 1979-1980 (14 pour cent en moyenne)<sup>27</sup>.

Tableau 13. Indicateurs de l'évolution du tourisme  
Variations en pourcentage

		1979	1980	1981	1982	1983
Recettes au titre du tourisme						
Evolution en termes réels <sup>1</sup>	Portugal	41.3	6.7	-7.5	-10.6	..
	Europe	2.2	-0.7	3.1	2.3	..
Part dans le PIB	Portugal	4.7	4.7	4.3	3.8	4.0
	Europe	1.7	1.7	1.7	..	..
Arrivées des touristes aux frontières						
	Portugal	34.2	20.1	11.6	4.7	21.6
	Tendance générale <sup>2</sup>	-1.8	1.2	-1.8	0.2	..
Nuitées dans les hôtels						
	Portugal	15.2	23.3	-2.3	2.1	..
	Tendance générale <sup>2</sup>	6.2	0	3.7	3.1	..
Nuitées dans l'ensemble des moyens d'hébergement						
	Portugal	18.6	24.7	2.5	0.7	..
	Tendance générale <sup>2</sup>	4.3	2.6	-2.9	0.3	..

1. Variations corrigées de la hausse des prix et des variations de taux de change vis-à-vis du dollar.

2. Evolution dans l'ensemble des pays de l'OCDE disposant des données de 1978 à 1982.

Source : OCDE, *Politique du tourisme et tourisme international*.

Les remises des émigrants, exprimées en dollars, ont diminué chaque année depuis 1981, sous l'effet conjugué du ralentissement de la progression des revenus nominaux (dans le cas de l'Allemagne et des Etats-Unis notamment et de la dépréciation par rapport au dollar des monnaies européennes dans lesquelles sont libellées les deux tiers du montant des remises. La baisse s'est accentuée en 1983 où elle est estimée à 18 $\frac{1}{2}$  pour cent pour l'ensemble de l'année contre 9 pour cent en 1982<sup>28</sup>. Plusieurs facteurs ont contribué à cette nouvelle dégradation. Certes, la dépréciation des monnaies européennes continue d'avoir une incidence sensible, mais même en évaluant les remises en ECU, on a enregistré, pour la première fois, une forte baisse. Par ailleurs, l'augmentation du chômage en Europe s'est poursuivie et la progression des revenus nominaux a continué de se ralentir, en particulier dans les pays de résidence

les plus importants, la France où le revenu disponible des ménages se serait accru de moins de 9 pour cent au lieu de plus de 14 pour cent en 1982, et l'Allemagne où il a augmenté de 2 pour cent seulement. Enfin, jusqu'en juin, les anticipations de l'escudo ont certainement contribué à freiner les transferts, en dépit de la hausse des taux d'intérêt au Portugal. En fait, les autres facteurs continuant d'exercer une incidence défavorable, on n'a pas enregistré de mouvement compensatoire après l'ajustement de l'escudo en juin et la baisse des remises des émigrants se serait poursuivie au deuxième semestre à un rythme toutefois moins rapide qu'au premier semestre (près de 21 pour cent par rapport à l'année précédente).

L'élargissement du déficit des opérations courantes s'est accompagné d'importantes entrées de capitaux à moyen et long terme, qui représentent d'une part, les emprunts directs du Trésor ( $\frac{1}{4}$  de l'excédent des capitaux à moyen et long terme en 1982) et, pour près de la moitié, les emprunts des entreprises nationales. Les entrées de capitaux concernant les entreprises nationales ont augmenté de plus de 50 pour cent en dollars en 1981 et de près de 25 pour cent en 1982. Au premier trimestre de 1983, elles ont continué d'augmenter sous l'effet de l'utilisation des crédits externes contractés antérieurement par les entreprises publiques. Puis elles ont diminué par rapport à l'année précédente par suite des conditions d'emprunt moins favorables ainsi que du ralentissement des plans d'investissement des principales entreprises publiques. Sur l'ensemble de l'année, la balance des capitaux à moyen et long terme serait ainsi redescendue à près de 1.3 milliard de dollars, niveau deux fois plus faible que celui de 1982.

L'évolution des opérations à court terme se situe dans la ligne de la politique des autorités qui souhaitent que soit réduite la part des emprunts à court terme. Le solde de ces opérations, y compris les erreurs et omissions, est demeuré constant en dollars en 1982, ne représentant plus que le quart du montant total des opérations de capitaux du secteur non monétaire contre un tiers environ deux ans plus tôt. Dès le premier trimestre de 1983, il est devenu négatif, par suite de difficultés croissantes à obtenir des financements à court terme sur les marchés internationaux, en raison du climat politique incertain, ainsi que de la réduction du volume des importations, tandis que le remboursement de la dette du secteur non monétaire atteignait des montants élevés. L'ensemble des mouvements de capitaux non monétaires qui compensait le déficit des opérations courantes à plus de 100 pour cent en 1982, n'en a plus financé que la moitié environ en 1983 malgré la réduction du solde des opérations courantes. D'après les estimations préliminaires dont on dispose, la balance des opérations non monétaires aurait accusé un déficit de près de 900 millions de dollars sur l'ensemble de l'année 1983, entraînant une forte réduction de la liquidité intérieure.

Les banques ayant réduit leur endettement sur les marchés financiers internationaux, les mouvements de capitaux bancaires se soldent par un déficit de près de 200 millions de dollars et la balance des règlements officiels a été fortement négative (environ 1 milliard de dollars). Les réserves de change, qui avaient légèrement diminué en 1981-1982, ont été réduites de plus d' $\frac{1}{3}$  milliard de dollars en 1983, dont la majeure partie au deuxième trimestre. Les réserves totales étaient estimées à 9.9 milliards de dollars à la fin de 1983, dont 8 milliards d'or évalué aux prix du marché<sup>29</sup>. Devant les difficultés croissantes à financer le déficit courant par des emprunts sur les marchés internationaux, la Banque du Portugal a dû faire appel à la Banque des Règlements Internationaux qui lui a accordé durant 1983 trois emprunts garantis or pour un montant total de 1 milliard de dollars. Les deux premiers emprunts, de 700 millions au total, ont été remboursés en juillet et août grâce à des ventes d'or et le troisième emprunt, de 300 millions, a été accordé à la fin de l'année. En outre, la Banque du Portugal a obtenu, pour la période allant d'octobre 1983 à février 1985, un crédit

**Tableau 16. Evolution de la dette extérieure nette**  
Milliards de dollars, fin de période

	1980	1981	1982	1983 <sup>1</sup>
Administrations	1.7	2.2	2.9	3.4
Banque du Portugal	1.1	1.0	0.7	1.1
Entreprises publiques	4.6	6.0	7.7	7.3
Autres	1.6	1.9	2.4	2.5
<i>Pour mémoire : en pourcentage</i>				
Dette à court terme/Dette totale	27	30	29	24
Dette/PIB <sup>2</sup>	36	49	66	81
Service de la dette/Recettes extérieures <sup>3</sup>	17	23	27	27

1. Valeurs provisoires.

2. PIB évalué au taux de change moyen de décembre.

3. Service de la dette à moyen et long terme/ Recettes des exportations de biens et services plus les remises des émigrants.

Source : Banque du Portugal.

« stand by » du FMI d'un montant total de 445 millions de DTS ainsi qu'un financement compensatoire d'un montant de 258 millions de DTS. En juin dernier, le Portugal avait utilisé sa dernière tranche de réserve au FMI, soit un montant de 53 millions de dollars.

Au total, la dette extérieure du Portugal, qui avait presque doublé entre la fin de 1979 et la fin de 1982 (de 7.3 à 13.7 milliards de dollars), a atteint son maximum au deuxième trimestre de 1983 (14.6 milliards de dollars) puis elle a légèrement décliné jusqu'à 14.3 milliards de dollars en décembre dernier. L'augmentation du montant de la dette, de 4½ pour cent environ entre décembre 1982 et décembre 1983, a ainsi été limitée par la décélération de la dette à court terme liée à l'amélioration du solde courant. La progression de la dette à moyen et long terme des entreprises nationalisées a été beaucoup plus lente en 1983 que l'année précédente (+ 230 millions de dollars, contre près d'un milliard en 1982). Sa part dans la dette totale est néanmoins demeurée constante, environ 30 pour cent en décembre.

### III. POLITIQUE ÉCONOMIQUE RÉCENTE

Au cours des dernières années, la politique économique a été le plus souvent dictée par des considérations conjoncturelles, concernant notamment la balance des paiements. Ainsi, devant l'aggravation du déficit extérieur qui avait atteint en 1977 9 pour cent du PIB, un programme de stabilisation a été mis en œuvre en 1977-1978. Il reposait essentiellement sur l'ajustement du taux de change (dévaluation de 15 pour cent en février 1977 puis adoption au mois d'août d'une dépréciation glissante de l'escudo) qu'accompagnait un resserrement de la politique monétaire (relèvement des taux d'intérêt et plafonnement des crédits). La politique budgétaire devait également exercer un rôle restrictif : il était prévu de stabiliser le montant nominal du déficit budgétaire en 1977 et 1978. Le redressement spectaculaire de la balance

des opérations courantes, dont le solde est passé de -1.5 milliard de dollars en 1977 à un quasi-équilibre en 1979 a incité les autorités à relâcher la politique économique. En fait, ce redressement ne résultait pas d'un progrès structurel de l'économie, le déficit de la balance commerciale ne s'étant pratiquement pas réduit entre 1977 et 1979 mais il provenait presque exclusivement des recettes touristiques et des remises des émigrants. Le déficit budgétaire n'a pu être contrôlé, et l'expansion du crédit intérieur a été très rapide. Enfin, le taux de change effectif de l'escudo a été progressivement stabilisé en 1980 où sa baisse n'a été que de 1 pour cent. Les mesures de politique structurelle visant à réduire les déséquilibres fondamentaux de l'économie (forte dépendance agricole et énergétique, absence de contrôle de l'expansion et du déficit du secteur public, inadaptation du système financier) ont été très insuffisantes durant cette période.

Devant la résurgence des déséquilibres internes et externes en 1980-1981, les autorités ont graduellement resserré la politique économique à partir du milieu de 1981 (hausse des taux d'intérêts et resserrement du contrôle quantitatif du crédit, annonce d'une politique budgétaire plus restrictive et en fin d'année accentuation de la dévaluation de l'escudo). En fait, cette politique s'est avérée insuffisante pour contenir le dérapage, dans un contexte international défavorable à une économie fortement endettée (hausse du dollar et taux d'intérêt élevés), et ce d'autant plus que l'instabilité politique du début de 1983 a été peu propice à l'application d'une politique de rigueur. Un certain nombre de mesures restrictives ont néanmoins été prises au premier semestre de 1983 (hausse des taux d'intérêt de 4 pour cent et dévaluation de l'escudo de 2 pour cent en mars avec augmentation du taux de dépréciation mensuelle porté de 0.75 pour cent à 1 pour cent), mesures destinées à réduire les dépenses budgétaires et à accroître les recettes fiscales.

C'est à partir de juin 1983 que la politique économique a été profondément infléchie dans un sens restrictif : dévaluation de l'escudo de 12 pour cent en juin, gel partiel et temporaire des dépenses budgétaires, augmentation des impôts directs et indirects, hausse des taux d'intérêt à court et long terme, diminution des subventions au système des prix. Ces mesures s'insèrent dans un programme économique pris en accord avec le Fonds monétaire international.

Les principaux objectifs de ce programme<sup>30</sup> sont les suivants :

- Réduction du déficit de la balance des opérations courantes de 3.2 milliards de dollars en 1982 (13½ pour cent du PIB) à 2 milliards de dollars en 1983 (9½ pour cent du PIB) et à 1.25 milliard de dollars en 1984 (6 pour cent du PIB).
- Limitation du recours à l'endettement extérieur à un niveau compatible avec une réduction du ratio service de la dette sur recettes extérieures. A cette fin, il est prévu que le montant de la dette extérieure, à l'exclusion des engagements à court terme de la Banque du Portugal et du Système bancaire, qui atteignait 12.86 milliards de dollars à la fin de 1982 ne dépasse pas 13.8 milliards de dollars à la fin de 1983 et 15 milliards de dollars à la fin de 1984.
- Réduction du déficit public, l'objectif étant de ramener le déficit total des administrations publiques dans l'optique de la Trésorerie de 11½ pour cent du PIB en 1982 à 10 pour cent en 1983 et à 7½ pour cent en 1984.
- Limitation de la croissance du crédit intérieur à 29.7 pour cent en 1983 et à 22.6 pour cent en 1984.

A ce « Programme d'Urgence à court terme » le gouvernement a associé un « Programme de redressement économique et financier » à moyen terme (deux à trois ans)

visant à réformer le système financier, à mettre l'accent sur le développement régional et à améliorer la gestion des entreprises publiques. Enfin un programme de modernisation de l'économie portugaise d'une durée de quatre ans, qui vise à restructurer l'économie, sera défini ultérieurement.

### *Politique budgétaire*

La politique budgétaire mise en œuvre au début de 1983 visait à réduire le rythme de progression des dépenses publiques et celui du besoin de financement des administrations. Ainsi, par rapport aux prévisions initiales pour 1982, il était prévu que les dépenses consolidées des administrations publiques s'accroîtraient de 27.3 pour cent, les recettes courantes de 31.2 pour cent et que le solde global (besoin de financement et dotations en capital) serait stabilisé en termes nominaux à environ 155 milliards d'escudos, ce qui le ferait passer de 8½ pour cent du PIB à 6½ pour cent. Cependant, compte tenu de l'écart qui est apparu entre les prévisions et les réalisations du compte des administrations publiques en 1982, les prévisions pour 1983 se sont rapidement avérées difficilement réalisables. Par ailleurs, la période de préparation des élections a été peu propice à la mise en œuvre de mesures susceptibles de freiner le dérapage des finances publiques. Néanmoins, des mesures d'économies ont été prises dans le budget intérimaire. Le montant des dépenses courantes d'un certain nombre de postes a été réduit de 4 pour cent environ soit 11.7 milliards d'escudos. En outre, les dépenses de biens et services ont été réduites de 15 pour cent soit environ 6 milliards d'escudos. L'ensemble de ces mesures représentait une économie de 3.2 pour cent par rapport au montant total des dépenses courantes du budget initial. Par ailleurs, la surcharge sur les droits à l'importation est passée de 10 pour cent à 30 pour cent en février.

A partir de juin 1983, le nouveau gouvernement a pris une série de mesures fiscales destinées à la fois à réduire à court terme le rythme de progression du déficit budgétaire et à freiner la demande intérieure. Les recettes fiscales ont été accrues en octobre 1983 par l'instauration d'un impôt extraordinaire, touchant les revenus fonciers, et surtout du travail<sup>31</sup>, ainsi que par une augmentation des impôts et taxes indirectes (droit de timbre, y compris la création d'un droit de sortie du territoire, taxe sur les véhicules). Les recettes fiscales supplémentaires dégagées par ces impôts ont été estimées à 25 milliards d'escudos soit environ 3½ pour cent des recettes fiscales. Du côté des dépenses, un certain nombre de mesures ont été prises visant à réduire à très court terme leur montant (gel des dépenses d'investissement jusqu'au mois d'août et réduction de 1/12 de leur montant annuel). Par ailleurs, la réduction des subventions aux produits alimentaires devrait alléger les charges du Fonds autonome d'approvisionnement, et par suite permettre à cet organisme de payer ses charges d'intérêt et de rembourser une partie de sa dette.

Sur la base des estimations provisoires dont on dispose pour 1983, qui incluent les mesures budgétaires des mois de juin et d'octobre, le compte consolidé des administrations publiques se serait soldé par un déficit de 161.1 milliards d'escudos, voisin de celui de 1982. Le besoin de financement global du secteur public administratif dans l'optique de la trésorerie pourrait s'élever à 196.8 milliards d'escudos, soit 13.4 milliards de moins qu'en 1982 et représenter 8.6 pour cent du PIB contre 11½ pour cent en 1982<sup>32</sup>. Ce résultat serait meilleur que celui annoncé dans la « lettre d'intentions » du gouvernement portugais, qui prévoyait un déficit équivalent à 10 pour cent du PIB. On peut en effet craindre que les recettes fiscales y compris les cotisations sociales aient été affectées en fin d'année par la dégradation de la conjoncture qui a certainement entraîné une diminution de la masse salariale. La faiblesse de la demande des

Tableau 17. **Compte des administrations publiques**  
 Dans l'optique de la comptabilité nationale

	Milliards d'escudos					Pourcentages de variation			
	1982 Prévisions	1982 Réalizations (a)	1983 Prévision initiale (b)	1983 Prévision révisée (c)	1984 Prévisions (d)	$\frac{b}{a}$	$\frac{c}{b}$	$\frac{d}{c}$	$\frac{c}{a}$
Recettes courantes	568.8	563.7	746.7	768.1	998.2	32.5	2.9	29.9	36.3
Impôts directs	127.6	138.8	176.3	195.0	227.9	27.0	10.6	16.9	40.5
Cotisations de Sécurité sociale	144.5	140.3	173.3	166.0	204.9	23.5	-4.2	23.4	18.3
Impôts indirects	271.3	261.1	347.3	359.5	481.6	33.0	3.5	33.8	37.7
Autres	25.4	23.5	49.8	47.6	83.8	111.9	-4.4	76.0	102.5
Dépenses courantes	608.3	643.3	774.7	824.2	1 065.6	20.4	6.5	29.3	28.1
Biens et services	275.1	280.3	334.4	337.6	405.7	19.3	0.1	20.2	20.4
Subventions	50.8	79.9	56.3	112.2	144.1	70.5	99.2	28.4	40.4
Transferts	173.4	182.0	225.0	227.5	280.4	23.6	0.1	23.3	25.0
Intérêts	109.0	101.1	160.0	146.9	235.4	58.3	-0.8	60.2	45.3
Solde courant	-39.5	-79.6	-28.0	-56.1	-67.4				
Recettes en capital	9.7	14.8	11.4	16.0	17.4	-23.0	41.2	0.9	8.1
Dépenses en capital	105.0	123.5	118.2	152.3	141.8	21.1	-2.8	-0.7	23.3
Transferts	18.3	28.8	20.2	41.0	38.1	-29.9	103.0	-0.7	42.4
Investissements	86.7	68.8	98.0	81.0	77.9	42.4	-17.3	-0.4	17.7
Besoin de financement (En pourcentage du PIB)	-134.8	-162.4 (8.7)	-134.8	-161.1 (7.0)	-166.0 (-5.9)	183.0	19.5	3.0	-0.8
Dotations aux entreprises publiques	19.7	25.9	20.8	30.3	25.8	-19.7	45.7	-14.9	17.0
Solde global (En pourcentage du PIB)	-154.5	-188.3 (10.1)	-155.6	-192.4 (8.4)	-191.8 (6.9)				
Solde, y compris les avances de trésorerie		-210.7 (11.3)		-196.8 (8.6)	.. (7.1)				

1. Variation prévue par rapport aux réalisations de l'année précédente.

Note : Les prévisions sont des projections concernant les comptes des administrations publiques figurant au budget de l'administration centrale.

Source : Ministère des Finances.



ménages et des importations a pesé sur les impôts indirects, mais cet effet a été en partie contrebalancé par l'incidence de l'accélération de l'inflation en fin d'année. En ce qui concerne les dépenses, leur rythme d'évolution semble conforme aux prévisions révisées, du moins en ce qui concerne les dépenses de l'Etat. Compte tenu de cette évolution des finances publiques, la dette publique a continué de progresser rapidement en 1983 et, en décembre, elle était supérieure de 38.2 pour cent à son niveau de l'année précédente, représentant 59 pour cent du PIB<sup>33</sup>.

Tableau 18. Principaux éléments du budget de l'Etat  
Milliards d'escudos

	1982	1983		1984
	Réalisation	Budget	Réalisation prévue	Budget
Recettes fiscales	323.8	437.6	435.8	530.5
Autres recettes	33.6	60.6	59.5	95.3
Total	357.4	498.2	495.3	625.8
Dépenses totales	529.7	660.2	678.8	802.5
Solde	172.3	162.0	183.5	176.7
Amortissement de la dette	-42.0	-60.4	-64.8	-98.8
Emission de la dette	214.3	222.4	248.3	275.5

Source : Ministère des Finances.

Le budget de l'Etat pour 1984 (établi sur la base d'un taux de croissance du PIB de  $-1\frac{1}{2}$  pour cent et d'un taux d'inflation de 24 pour cent) prévoit une augmentation du déficit de 14.7 milliards d'escudos par rapport au budget initial de 1983 ce qui entraînerait une réduction de 6.8 milliards d'escudos par rapport aux estimations révisées pour 1983. Ce résultat impliquerait que, par rapport aux estimations révisées pour 1983, les dépenses totales s'accroissent de 18.2 pour cent en termes nominaux et les recettes de 26.3 pour cent. Sur la base du taux d'inflation officiellement prévu pour 1984, les dépenses en capital devraient régresser de l'ordre de 25 pour cent en termes réels et les dépenses courantes de 4.2 pour cent. Pour l'ensemble des administrations publiques, le besoin de financement global, y compris les dotations en capital aux entreprises nationalisées mais hors opérations de trésorerie pour lesquelles il n'est pas fait de prévisions explicites<sup>34</sup>, serait ramené de 192.4 à 191.8 milliards d'escudos (soit de 8 pour cent du PIB à 6.9 pour cent en 1984<sup>35</sup>). Les dépenses courantes, pour lesquelles est prévu un taux de croissance de 29.3 pour cent, seront surtout stimulées par les charges d'intérêt de la dette publique qui s'accroîtraient de 60 pour cent environ par rapport à 1983 et représenteraient 22 pour cent du montant total des dépenses des administrations. Les dépenses de biens et services devraient régresser de l'ordre de 3 pour cent en termes réels, cette évolution résultant de la faible progression prévue pour les traitements (16 pour cent en termes nominaux). Du côté des recettes, on attend une progression relativement rapide des impôts indirects grâce à l'augmentation des droits de timbre et des taxes sur les ventes d'automobiles. Les impôts directs subissant le contrecoup de la disparition d'une partie des impôts extraordinaires (impôt sur le travail notamment) instaurés en 1983, leur progression ne serait que de 17 pour cent. Dans leur ensemble les prévisions budgétaires

pour 1984 paraissent plus réalistes que par le passé dans la mesure où elles ont été établies sur la base de réalisations plausibles pour 1983. Cependant, elles n'en demeurent pas moins entachées de grandes incertitudes résultant des effets sur l'évolution des dépenses et des recettes que pourraient avoir un taux d'inflation plus élevé et un taux de croissance plus faible que ceux retenus lors de l'élaboration du budget.

Tableau 19. **Prévisions détaillées du compte des administrations publiques**  
Taux de croissance entre les réalisations prévues en 1983 et les prévisions 1984<sup>1</sup>

	Administration centrale			Admini- strations locales	Sécurité sociale	Total
	Etat	Services autonomes	Fonds autonomes			
Recettes courantes	24.4	19.7	41.5	12.6	28.3	29.9
Impôts directs	15.7	..	33.1	8.8	—	16.9
Cotisations de Sécurité sociale	—	—	—	—	23.4	23.4
Impôts indirects	23.5	-50.0	64.0	7.4	..	34.0
Autres	67.6	22.2	ns	14.3	67.3	76.0
Dépenses courantes	23.9	17.1	46.3	21.7	25.7	29.1
Biens et services	20.5	19.3	72.7	20.0	22.6	20.4
Subventions	13.1	ns	32.7	..	..	29.1
Transferts	10.5	15.7	65.0	..	25.7	27.5
Intérêts	43.5	ns	ns	ns	ns	50.1
Recettes en capital	43.1	ns	ns	4.5	ns	8.1
Dépenses en capital	-4.5	ns	ns	4.0	ns	-3.4
Transferts	3.6	ns	ns	..	ns	4.4
Investissements	-15.4	ns	ns	4.0	ns	-6.8
Besoin de financement	(6.9)	—	—	—	—	(7.0)
(En pourcentage du PIB)	(5.8)	—	—	—	—	(5.9)
Dotations en capital	-16.8	ns	ns	ns	ns	-14.6
Solde global	(8.0)					(8.4)
(En pourcentage du PIB)	(6.5)					(6.8)

1. Le montant peu élevé (de 1 à 2 milliards d'escudos) des valeurs absolues des recettes et des dépenses en capital des Services et des Fonds autonomes ainsi que de la Sécurité sociale rend non significatifs (ns) les taux de croissance de ces postes.

Source : Ministère des Finances.

### Politique monétaire

Au cours des dernières années, la conduite de la politique monétaire a été rendue difficile par le développement peu contrôlé du besoin, et de la politique de financement du secteur public au sens large (Administrations et entreprises publiques) qui a imposé un large recours au crédit bancaire interne et à l'endettement extérieur. Bien que les taux d'intérêt soient totalement réglementés, leurs réajustements ont été peu fréquents et par suite relativement amples. Par ailleurs, une part importante des crédits à l'économie a bénéficié de taux subventionnés, près de 36 pour cent du crédit intérieur total (applications financières exclues) au troisième trimestre de 1983. Les crédits subventionnés sont surtout destinés aux secteurs du logement et

Tableau 20. Masse monétaire et contreparties

	Milliards d'escudos au 31.12.81	Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente							
		1982				1983			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4 <sup>1</sup>
Monnaie en circulation	188.4	15.9	15.2	16.5	16.5	20.2	15.0	14.1	9.6
Dépôts à vue	336.9	12.4	9.8	12.2	15.9	15.0	14.1	9.3	16.7
M1	525.3	13.6	11.6	13.7	16.1	16.8	14.4	11.0	9.6
Dépôts à terme	845.3	32.1	30.4	28.6	27.6	24.8	23.4	19.9	19.5
Dépôts des émigrés	352.2	46.4	40.2	39.0	38.8	37.2	35.8	34.3	32.7
M2	1 722.8	28.9	26.4	26.1	26.4	25.2	23.5	20.6	19.7
Contreparties									
Avoirs extérieurs nets	411.8	27.7	31.9	30.8	38.3	37.2	24.4	24.2	32.3
Crédit au secteur public	305.3	43.5	40.5	41.0	33.1	28.7	40.1	34.8	19.1
Crédit aux entreprises et aux ménages	1 342.3	23.0	21.6	23.3	25.0	23.6	23.2	23.0	25.0
Divers	-336.6	—	—	—	—				

1. Valeurs provisoires.  
Source : Banque du Portugal.

de l'investissement (ces deux secteurs représentant environ 70 pour cent du total) et sont principalement octroyés par les banques d'épargne et d'investissement, 20 pour cent des crédits subventionnés l'étant par les banques commerciales. Le principal instrument de la politique monétaire a été et demeure le plafonnement du crédit, instauré en 1978. Pour la programmation de l'expansion du crédit intérieur les autorités monétaires se sont appuyées sur les prévisions de la croissance des liquidités monétaires basées sur la croissance nominale du PIB, la vitesse de circulation de la monnaie et les taux d'intérêt. Le partage entre la contrepartie externe et interne des liquidités était fait, jusqu'à l'été de 1983, en fonction des objectifs pour les avoirs extérieurs nets du système bancaire. Après avoir déterminé le besoin de financement interne des administrations publiques, les autorités monétaires déduisaient les crédits disponibles pour le secteur privé y compris les entreprises nationales. Ni les objectifs de croissance des agrégats monétaires ni les plafonds de crédits qui étaient calculés mois par mois n'étaient publiés. Les plafonds de crédit individuels fixés aux banques étaient fonction du poids des ressources du système bancaire<sup>36</sup>. En cas de dépassement du plafond, les banques étaient astreintes à constitution de réserves obligatoires non rémunérées.

Ce système permettait un contrôle à peu près maîtrisé de l'évolution du crédit intérieur, mais qui se faisait essentiellement au détriment du secteur privé dans la mesure où il n'existait pas de plafonnement du crédit au secteur public. Par ailleurs ce système ne concernait pas les crédits extérieurs, ce qui rendait difficile le contrôle effectif des agrégats monétaires, notamment de M2, et réduisait l'efficacité de la politique monétaire. L'endettement extérieur a beaucoup augmenté surtout par le fait des entreprises publiques, dont le recours au crédit extérieur était, pour certaines, obligatoire. La méthode de contrôle de l'expansion du crédit a été modifiée depuis l'été dernier. Désormais c'est l'expansion du crédit total à l'économie, et plus seulement le crédit intérieur, que les autorités monétaires envisagent de contrôler, en fonction des objectifs fixés pour la balance des opérations courantes et son financement. L'instrument principal de contrôle de la progression des crédits demeurera le système des plafonds qui,

maintenant, incorpore la programmation du recours au crédit extérieur. Les plafonds continuent à être définis mensuellement avec des données indicatives à trois mois sur la base de l'encours des crédits commerciaux et des applications financières des banques, et ne sont pas toujours rendus publics. D'après la lettre d'intentions envoyée au Fonds Monétaire International le taux de progression retenu pour l'ensemble du crédit intérieur a été fixé à 22.6 pour cent en 1984 (variation décembre 1984/décembre 1983). Il était de 29.7 pour cent en 1983 (variation décembre 1983/décembre 1982) et les chiffres provisoires de décembre 1983 montrent que cet objectif a été atteint.

Tableau 21. **Crédit total à l'économie**

Taux de croissance nominaux, en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente

	Milliards d'escudos au 31.12.81	1982				1983			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4 <sup>2</sup>
Crédit total	2 179.1	30.8	27.8	30.6	30.2	28.1	25.8	21.7	19.3
Intérieur	1 651.1	28.1	26.1	27.8	27.4	25.3	28.1	26.4	23.0
Extérieur <sup>1</sup>	528.0	40.7	33.5	35.1	40.0	38.0	18.6	7.2	8.0
Secteur public	429.6	42.2	42.6	39.9	35.1	30.6	35.0	32.2	24.3
Intérieur	305.4	43.3	40.5	40.5	33.1	28.7	40.1	34.8	19.1
Extérieur <sup>1</sup>	124.2	37.6	50.2	33.5	43.1	38.8	17.9	23.0	43.0
Entreprises non financières et particuliers	1 749.5	27.9	23.6	27.3	28.5	27.2	22.5	17.9	17.5
Intérieur	1 345.7	23.0	21.5	23.4	25.3	24.0	23.7	23.2	24.4
Extérieur <sup>1</sup>	403.8	46.6	27.4	40.5	39.1	37.7	18.8	2.3	-3.1
Entreprises publiques	653.6	25.4	22.7	31.2	34.0	33.4	23.9	15.8	
Intérieur	320.6	9.8	15.0	16.8	19.5	21.2	25.1	29.1	
Extérieur <sup>1</sup>	333.0	43.8	29.7	40.5	47.9	44.5	22.8	5.0	-0.2
Autres entreprises et particuliers	1 095.9	29.5	24.1	24.9	25.3	23.4	21.7	19.3	
Intérieur	1 025.1	27.8	23.7	25.6	27.2	24.8	23.3	21.4	
Extérieur <sup>1</sup>	70.8	64.8	33.8	40.0	-2.4	1.2	-4.9	-16.0	-23.7

1. Valeurs provisoires pour le crédit extérieur en 1983.

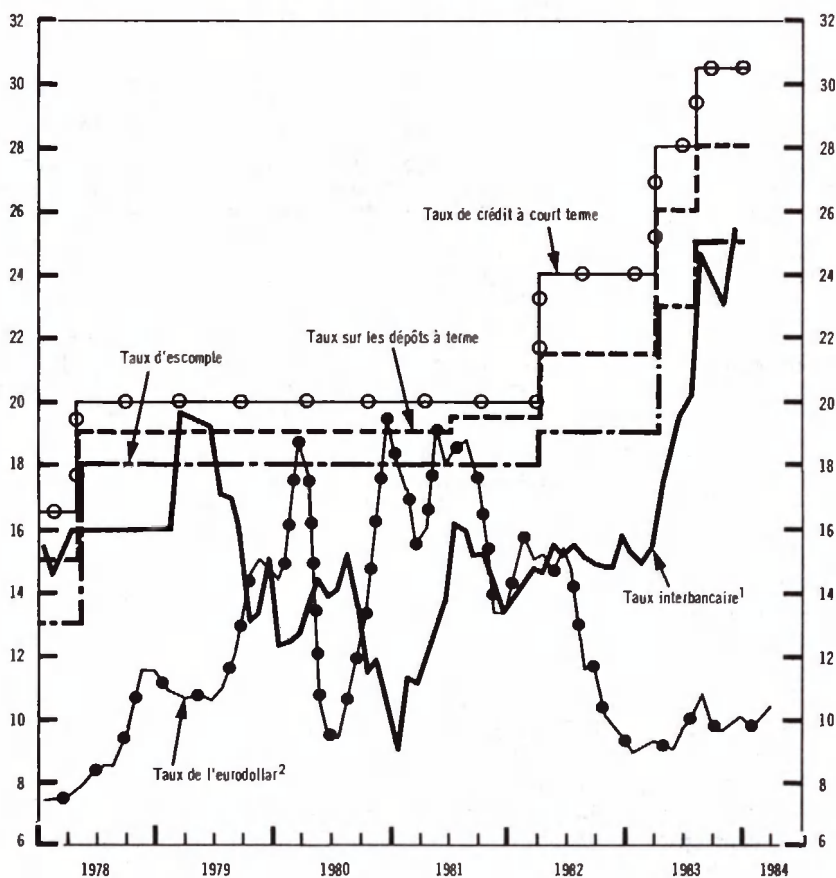
2. Valeurs provisoires.

Source : Banque du Portugal.

Dans son ensemble, la politique monétaire, qui avait été sensiblement relâchée dans le courant de l'année 1979, a gardé un rôle d'accompagnement expansionniste jusqu'au troisième trimestre de 1982, quand les plafonds de crédit ont été resserrés. Au premier semestre de 1983 la progression des agrégats monétaires était encore rapide mais bien moins qu'au semestre précédent. M2 progressait à un rythme annuel de 23.5 pour cent (près de 2 pour cent en termes réels) contre 26.4 pour cent à la fin du dernier trimestre de 1982 (près de 6 pour cent en termes réels). Le crédit total à l'économie s'est aussi ralenti au premier semestre de 1983 (diminution de près de 5 points du taux de croissance annuel) en raison notamment des difficultés de financement rencontrées sur les marchés extérieurs. L'accroissement des crédits extérieurs

nets au cours du premier semestre de 1983 n'a été que 20 pour cent de l'accroissement vérifié à la même période en 1982. Au cours du second semestre de 1983 la politique monétaire a renforcé son caractère restrictif, les taux d'intérêt étant à nouveau relevés au mois d'août (+ 2 points pour les taux sur les dépôts et + 2.5 points pour les taux sur les crédits, après l'augmentation de 4.5 et 4 points respectivement, au mois de mars), portant le taux d'escompte à 25 pour cent. Parallèlement, l'expansion du crédit intérieur (c'est-à-dire, les plafonds) s'inscrit dans l'objectif fixé pour la balance des opérations courantes (soit 2 milliards de dollars). En conséquence, la croissance du crédit total s'est de nouveau ralentie (environ -20 pour cent à la fin de 1983, selon les données provisoires, soit 10 points de moins que l'année précédente). Le degré de restriction de la politique monétaire en 1984 dépendra largement des objectifs fixés pour la balance des opérations courantes (un déficit de 1¼ milliard de dollars) et de l'endettement extérieur. Le degré de succès dépendra quant à lui de la

Graphique 7. Taux d'intérêt



1. Taux moyen 60 à 90 jours.

2. Taux à trois mois.

Source : Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel*.

capacité de maîtrise du déficit public. Si le besoin de financement du secteur public est plus élevé que prévu et si les autorités veulent conserver aux objectifs de l'équilibre extérieur un caractère prioritaire, le plafond fixé à la croissance du crédit pour le secteur privé serait très contraignant.

La conjonction du resserrement des plafonds de crédit et de la hausse des taux d'intérêt a entraîné un freinage de la croissance des principaux agrégats monétaires dans la seconde partie de l'année 1983. Ainsi, le taux de croissance de M2 a été ramené de 23.5 pour cent à 20 pour cent du premier au second semestre, soit un recul de l'ordre de 11 pour cent en termes réels. Selon les estimations provisoires, entre le second et le quatrième trimestre, le taux de croissance du crédit s'est également ralenti, passant de 25.8 pour cent à 19.3 pour cent. Le taux de croissance du crédit au secteur public administratif ne s'est réduit que faiblement au troisième trimestre mais a marqué un ralentissement important au quatrième trimestre. Le financement bancaire total du secteur public administratif en 1983 a été de 196.8 milliards d'escudos, soit 13 milliards de moins qu'en 1982. Ce financement-là aurait été assuré pour 39 pour cent environ par recours au crédit extérieur contre 25 pour cent en 1982. Le taux de croissance des crédits aux entreprises et aux particuliers s'est fortement ralenti aux troisième et quatrième trimestres notamment en ce qui concerne les crédits d'origine extérieure, dû au freinage délibéré de l'endettement extérieur des entreprises publiques.

#### IV. PERSPECTIVES A COURT TERME

Les prévisions présentées ci-après sont établies sur l'hypothèse de la poursuite de la politique économique définie dans la lettre d'intentions du gouvernement portugais du mois de septembre 1983, ainsi que des mesures prises depuis. En ce qui concerne l'environnement international, on a conservé les prévisions présentées dans les *Perspectives économiques*, n° 34, avec toutefois en ce qui concerne les taux de changes, la prise en compte de la politique de dévaluation glissante de 1 pour cent par mois du taux de change effectif de l'escudo. La politique économique continuera de jouer un rôle de freinage en 1984. En ce qui concerne la politique budgétaire, l'effet restrictif résultera de la diminution en termes réels des dépenses courantes de biens et services, notamment des traitements, et des dépenses d'investissement. Par ailleurs, une nouvelle ponction sera exercée sur le volume de la consommation privée par l'augmentation des tarifs publics et des prix des produits alimentaires, consécutive à la poursuite de la politique de diminution des subventions. Par contre, le non-report d'une partie des impôts exceptionnels de 1983 en 1984 devrait alléger la pression fiscale directe. Les objectifs de croissance des agrégats monétaires et notamment du crédit interne, annoncés pour 1984 (qui sont toutefois susceptibles d'être révisés), reflètent également le caractère contraignant de la politique monétaire. Compte tenu de l'accélération de l'inflation intervenue à la fin de 1983, les taux d'intérêts réels ont diminué, mais si, comme on le prévoit, l'inflation se ralentit dans le courant de 1984, ils pourraient exercer de nouveau un rôle fortement restrictif.

L'ampleur du recul de la demande intérieure en 1984 sera très largement conditionnée par le niveau de l'inflation. Le caractère restrictif de la politique économique devrait peser sur l'évolution des prix, mais cette influence négative sera en partie

Tableau 22. Prévisions à court terme

	1982 Prix courants Milliards d'escudos	Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente Volumes <sup>1</sup>	
		1983	1984
Consommation privée	1 258.1	-2	-2½
Consommation publique	273.7	5	0
Formation brute de capital fixe	579.0	-7½	-8
Demande intérieure finale	2 110.8	-1.9	-3½
Variation de la formation de stocks <sup>2</sup>	115.0	(-6)	(-1½)
Demande intérieure totale	2 225.9	-6.8	-4.9
Variation du solde extérieur <sup>2</sup>	-366.8	(7.7)	(3.6)
Exportations de biens et services	480.5	16½	7½
Importations de biens et services	847.3	-7½	-3
PIB aux prix du marché	1 859.0	-½	-1.9
Indice de prix implicite du PIB	—	23.5	22
Production industrielle	—	1	-3
Indice de prix implicite de la consommation privée	—	23.5	27
		Milliards de dollars	
Balance des opérations courantes		-1.7	-1.3

1. Aux prix de l'année précédente.

2. Variations exprimées en pourcentage du PIB de la période précédente.

Sources : Département central du Plan et prévisions du Secrétariat.

contrecarrée par les effets de la politique des prix qui vise à faire disparaître les subventions. On ne dispose pas d'estimation officielle sur la quantification de l'effet mécanique à attendre de la poursuite de cette politique en 1984 mais, ainsi qu'on l'a vu, au second semestre de 1983, ses effets ont été plus importants que ne l'attendaient vraisemblablement les autorités. Si l'on retient comme possible la prévision officielle de glissement des prix de 20 pour cent au cours de l'année 1984, compte tenu de l'acquis important du début de l'année, la hausse des prix à la consommation pourrait en moyenne annuelle être de 27 pour cent.

La plus grande incertitude concerne l'évolution des salaires en 1984. En ce qui concerne le secteur public, les prévisions budgétaires conduiraient à une augmentation des dépenses en personnel de l'ordre de 18 à 20 pour cent en 1984, ce qui, dans l'hypothèse de la stabilité des effectifs, pourrait entraîner une diminution du pouvoir d'achat des traitements des fonctionnaires de l'ordre de 8 pour cent environ. Pour les salaires du secteur privé, on ne dispose pas d'informations sur les négociations du début d'année, mais une baisse du pouvoir d'achat des salaires par tête de l'ordre de 4 à 5 pour cent en 1984 paraît probable. Compte tenu de la diminution de l'emploi et de la durée du travail, la masse salariale pourrait reculer de l'ordre de 6 pour cent en termes réels. Les transferts sociaux devraient augmenter sensiblement par suite du développement du chômage, les revenus du capital bénéficieront en 1984 des taux d'intérêt élevés et les remises des émigrants pourraient être stimulées par la reprise de l'activité économique en Europe et par un certain regain de la confiance. Au total, ces trois catégories de revenus pourraient voir leur pouvoir d'achat ne diminuer que de 3 à 4 pour cent et, de ce fait, le revenu brut des ménages reculerait de 4.5 pour cent environ en termes réels. Par suite de la non-reconduction des impôts

directs supplémentaires décidés en 1983, la pression fiscale pourrait se stabiliser et le recul du revenu disponible réel pourrait également être voisin de 4.5 pour cent.

On pourrait vraisemblablement assister à une nouvelle diminution du taux d'épargne en 1984, mais d'une ampleur moindre que l'année dernière<sup>37</sup> ce qui permettrait de limiter le recul de la consommation privée à 2.5 pour cent environ en 1984. Cette prévision peut paraître élevée, compte tenu des hypothèses défavorables faites sur l'évolution du revenu disponible des ménages alors que déjà, en 1983, malgré une baisse de 5½ pour cent environ de leur pouvoir d'achat, les ménages auraient pratiquement maintenu le volume de leur consommation. En fait, il faut noter que, compte tenu du bas niveau absolu de consommation d'une partie des ménages, celle-ci paraît peu compressible. Par ailleurs, le taux d'épargne global est relativement élevé, du fait notamment de l'importance des remises des émigrants dans le revenu total, ce qui permet certainement de limiter le recul de la consommation dans les phases de baisse des revenus. Il faut enfin noter que les incertitudes statistiques concernant l'évaluation des revenus conduisent peut être à sous-estimer une part importante des revenus non déclarés.

La conjonction des effets restrictifs de la politique monétaire et budgétaire entraînera vraisemblablement en 1984 une accentuation du recul du volume des investissements. Sur la base des prévisions budgétaires, il apparaît que le recul du volume des investissements des administrations publiques pourrait être de l'ordre de 20 à 25 pour cent en 1984 par rapport à 1983 où il était déjà de l'ordre de 15 pour cent. Le taux de réduction des investissements des entreprises publiques serait du même ordre (-20 pour cent environ) en 1984 ; cependant, une partie de ce recul important résulte du fait que ces investissements avaient été gonflés en 1983 par les achats d'avions par la TAP. Enfin, les plus grandes incertitudes concernent l'évolution prévisible des investissements du secteur privé, dont les conditions de financement sont rendues difficiles par le resserrement de la politique monétaire ; mais, par ailleurs, les secteurs exportateurs ont certainement vu leurs résultats s'améliorer sensiblement en 1983 et cette tendance devrait se poursuivre en 1984 ; enfin, on pourrait assister à une reprise des investissements étrangers si les résultats de la politique actuelle se consolident. Au total, les investissements du secteur privé (y compris la construction résidentielle, qui reste déprimée) pourraient reculer en volume de 5 pour cent en 1984, ce qui amènerait un recul de la FBCF de l'ordre de 8 pour cent en volume cette année.

Le mouvement de déstockage amorcé en 1983 se poursuivra en 1984, en s'atténuant toutefois compte tenu du niveau vraisemblablement très bas des stocks, et la demande intérieure pourrait reculer, de près de 5 pour cent en volume. Ce décalage de près de 6 points de pourcentage pour la deuxième année entre les taux de croissance de la demande intérieure au Portugal et chez ses principaux partenaires, devrait entraîner un nouveau recul du volume des importations, de l'ordre de 3 pour cent environ. Compte tenu des perspectives d'évolution de la demande mondiale, les exportations pourraient s'accroître encore sensiblement en volume en 1984, de l'ordre de 7½ pour cent pour les biens et services et la contribution du commerce extérieur à la croissance pourrait être voisine de 3½ pour cent, ce qui permettrait de limiter le recul du PIB à 2 pour cent en volume. Cette évolution négative de la production pourrait entraîner une baisse de l'emploi de 3 pour cent environ et une augmentation du taux de chômage qui pourrait avoisiner 12 pour cent de la population active.

On pourrait assister à une stabilisation des termes de l'échange exprimés en escudos en 1984 ce qui entraînerait une légère amélioration de la balance commerciale. Le solde des opérations invisibles pourrait également s'améliorer légèrement en 1984, grâce notamment aux recettes touristiques, et peut-être à un accroissement



des remises des émigrants. Au total, le déficit de la balance courante pourrait être ramené à un montant voisin de 160 milliards d'escudos, soit environ 1.3 milliard de dollars, montant proche de celui que se sont fixé les autorités portugaises.

Les prévisions pour 1984 sont entachées d'incertitudes particulièrement importantes. On peut se demander si le processus déflationniste qui s'est engagé en 1983, sur l'ampleur duquel existent encore des doutes, n'est pas susceptible de s'accroître plus qu'on ne le prévoit, par suite notamment d'une baisse beaucoup plus forte du revenu disponible des ménages. Celle-ci pourrait résulter d'un recul de la production, et par suite de l'emploi, plus important que celui retenu dans la prévision, les entreprises dont les débouchés sont orientés sur le marché intérieur pouvant être amenées à réduire fortement leur activité. Une autre incertitude réside dans l'évolution des prix et des salaires. La réalisation de la prévision de hausse des prix de 27 pour cent en moyenne annuelle en 1984 suppose que l'on revienne d'une pente annuelle de 40 pour cent au second semestre de 1983 à 20 pour cent en 1984. Or, les prix des produits ou des tarifs subventionnés ne sont pas encore revenus, semble-t-il, au niveau qu'ils devraient atteindre hors subvention ; de plus, la dépréciation du taux de change affectif qui, dans le cadre de la politique de la dévaluation glissante, atteindra 16½ pour cent en moyenne annuelle en 1984, sera également un facteur important de hausse des prix. On ne peut, par ailleurs, exclure totalement que les coûts salariaux augmentent plus rapidement qu'on ne l'a prévu, compte tenu de la baisse de pouvoir d'achat que la prévision actuelle suppose. L'enclenchement d'un processus de rattrapage des salaires qui se répercuterait sur les prix peu probable pour 1984, ne peut cependant pas être totalement exclu pour 1985 ; il exercerait certainement des répercussions sur le taux de change (on prévoit actuellement une augmentation des coûts unitaires de l'ordre de 22 pour cent en 1984 avec une dépréciation du taux de change effectif de l'escudo de 16.5 pour cent) et par suite sur les prix à l'importation.

## V. CONCLUSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'aggravation des déséquilibres économiques, sensible depuis le début des années 1980, a conduit le nouveau gouvernement à mettre en œuvre à la mi-1983 un plan de redressement conjoncturel visant de façon prioritaire à réduire le déficit de la balance des opérations courantes ainsi que le besoin de financement du secteur public. Des premiers résultats encourageants ont été enregistrés dans ces deux domaines, le solde de la balance des opérations courantes étant passé de -1.4 à -0.3 milliard de dollars entre le premier et le second semestre de 1983 et la tendance à l'élargissement du déficit public ayant été renversée. Ces résultats ont toutefois été acquis au prix, d'une part, d'un fort recul de la demande intérieure et d'un ralentissement de l'activité qui ont entraîné une diminution de l'emploi, et, d'autre part, d'une accélération de l'inflation résultant de la politique de réduction massive des subventions. Par ailleurs, l'endettement extérieur demeure très élevé et représente 70 pour cent du PIB. L'effort de redressement conjoncturel doit être poursuivi mais les résultats déjà acquis ne pourront être consolidés que par la mise en œuvre du second volet de la politique économique du gouvernement, comprenant un ensemble de mesures structurelles de nature économique, financière et sociale.

En ce qui concerne la politique à court terme, le poids de l'ajustement repose essentiellement sur le budget : le besoin de financement des administrations publiques

doit passer de plus 7.1 pour cent du PIB en 1982 à 5.6 pour cent en 1984. Ce résultat doit être obtenu à travers diverses mesures, dont certaines ont déjà commencé à être appliquées : forte augmentation de la fiscalité directe et indirecte, réduction des investissements publics et des subventions en faveur des entreprises publiques et des prix à la consommation. La politique monétaire a également été resserrée, avec une hausse des taux d'intérêt et une limitation de l'expansion du crédit. Enfin, pour mettre fin aux mouvements spéculatifs, le gouvernement a dévalué l'escudo de 12 pour cent au mois de juin 1983, tout en maintenant le système de dépréciation mensuelle qui permet de garantir la compétitivité extérieure.

La politique de stabilisation adoptée affectera nécessairement l'activité dans le court terme, et l'on assistera en 1984 à un recul du PIB et à la poursuite de l'augmentation du chômage. Cependant, le maintien de l'orientation restrictive des politiques budgétaires et monétaire paraît indispensable afin de restaurer l'équilibre extérieur, de réduire l'inflation et d'améliorer les finances publiques. Dans le passé déjà, en 1977-1978, le gouvernement portugais avait réorienté sa politique dans un sens restrictif, ce qui avait également entraîné des effets très positifs, en particulier sur l'évolution du solde extérieur courant. Cependant, ce programme avait été maintenu pendant une période trop courte et dès 1979 on avait assisté à un relâchement de la politique conjoncturelle. L'expérience de 1977-1978 permet de tirer deux leçons : une politique monétaire et budgétaire restrictive peut entraîner rapidement des résultats tangibles en particulier au niveau des relations extérieures ; mais l'effort de stabilisation doit être poursuivi jusqu'à ce que les résultats positifs en termes de ralentissement de l'inflation, de reconstitution des profits et de restructuration des ressources en faveur du secteur extérieur aient été fermement établis. Mais il est évident que la politique de stabilisation, indispensable aujourd'hui, ne constitue qu'un élément d'une stratégie plus globale visant à ralentir l'inflation, à améliorer la flexibilité du marché du travail, à redresser le solde extérieur, à limiter le déficit du secteur public et à promouvoir une modernisation de l'appareil de production.

Le ralentissement durable de l'inflation doit constituer l'un des objectifs majeurs de la politique économique à moyen terme : en effet, la hausse des prix a marqué en 1983 une accélération très préoccupante. En 1984, en dépit d'un ralentissement en cours d'année, il est peu vraisemblable que l'inflation moyenne se modèrera, par suite en particulier de la réduction des subventions. C'est pourquoi la politique active de concurrence qui sera mise en œuvre dans le courant de 1984 présente une grande importance pour assurer un meilleur fonctionnement des marchés. Il est essentiel de poursuivre la libération des prix et des revenus et de réduire les rigidités sur le marché du travail. Ce n'est pas là une tâche facile, compte tenu en particulier des résistances qui se manifesteront vraisemblablement du côté du corps social. Mais il sera intéressant de juger quels auront été les effets, sur les coûts salariaux et sur l'emploi, des premiers assouplissements apportés à la législation du travail. Il est également indispensable qu'une redistribution des revenus s'effectue en faveur des profits : cette tendance s'est déjà amorcée depuis quelques années, mais il convient qu'elle se poursuive, car elle constitue un préalable au financement non inflationniste de l'investissement productif. Enfin, un autre facteur d'inflation, dans le cas du Portugal, tient à la dépréciation importante de l'escudo : le système de dépréciation glissante a été rendu nécessaire pour compenser l'écart d'inflation entre le Portugal et ses principaux partenaires mais a en même temps contribué à accroître cet écart, compte tenu du poids élevé des importations dans l'économie portugaise, en particulier pour les produits alimentaires et l'énergie. On ne peut sortir de cette contradiction que par la mise en œuvre de réformes structurelles approfondies.

Le déficit extérieur courant se réduira vraisemblablement en 1984 en raison essentiellement de la différence des situations conjoncturelles entre le Portugal et ses principaux partenaires. Mais afin que ces résultats soient consolidés et ne soient pas remis en question dès que l'on assistera à une reprise de la demande intérieure, il est indispensable que l'on procède à une modernisation profonde de l'appareil de production, en particulier dans des secteurs comme l'agriculture, où le déficit extérieur représente une part importante du déficit total. Par ailleurs, des efforts soutenus devraient être certainement consentis dans le domaine du tourisme où de grandes potentialités encore inexploitées existent. L'apport d'investissements étrangers sera indispensable en ce domaine. Plus généralement, il conviendrait que le gouvernement intensifie les efforts consentis depuis 1978-1979 pour attirer au Portugal les capitaux étrangers, de même que pour inciter les travailleurs portugais à l'étranger à développer leurs remises. Sur ce plan, on doit constater que, en 1983, tant les remises d'émigrants que les entrées de capitaux en provenance de l'étranger ont marqué un recul. Le climat d'incertitude politique qui a régné pendant la première moitié de l'année explique peut être cette tendance. Depuis 1978, le gouvernement a tenté de favoriser les entrées de capitaux en élaborant un « code des investissements », mais il convient certainement d'assouplir les procédures administratives pour permettre un accroissement massif des investissements étrangers au Portugal.

Le poids du secteur public s'est fortement accru au Portugal depuis le début des années soixante-dix : actuellement, les dépenses de l'ensemble des administrations représentent 40 pour cent environ du PIB — ce qui reste une proportion modeste au regard de la situation qui prévaut dans beaucoup de pays de la zone, et, en particulier, dans les pays de l'Europe du nord, mais élevée pour un pays comme le Portugal où le revenu par tête est faible. Alors que, pour la zone OCDE prise dans son ensemble, leur poids en pourcentage du PIB augmentait d'un tiers environ au cours des années soixante-dix, il doublait presque au Portugal (22 pour cent en 1970, 40 pour cent aujourd'hui). La forte progression des dépenses s'explique, en particulier, par l'importance des subventions au secteur public productif, par l'extension d'un système de protection sociale faiblement développé avant la révolution et par la forte croissance des charges d'intérêt. Les recettes n'ayant pas suivi l'évolution des dépenses, on a assisté à un élargissement du déficit et à un alourdissement de la dette publique qui, en septembre 1983, représentait près de 60 pour cent du PIB.

La politique budgétaire restrictive adoptée par le gouvernement paraît donc appropriée à court terme. Cependant, il convient de rappeler que le Portugal reste l'un des pays les moins développés de l'OCDE et que le système de protection sociale, en dépit de son élargissement dans le courant des années soixante-dix, y demeure limité, certains risques (notamment le chômage) étant mal couverts par les régimes existants. Il paraît donc difficile d'appliquer au Portugal le type de recommandations qui semble justifié dans le cas des pays les plus développés de la zone, où des couvertures sociales parfois exagérément généreuses font aujourd'hui l'objet de révisions. Et pourtant, la réduction du déficit budgétaire demeure un objectif prioritaire de la politique économique. C'est pourquoi il est indispensable, du côté des recettes, de renforcer la lutte contre l'évasion et d'élargir l'assiette de l'impôt, d'importantes catégories de la population continuant à échapper à la pression fiscale. Du côté des dépenses, il est nécessaire de contrôler très strictement l'utilisation des fonds publics, afin d'éviter tout gaspillage, sans porter atteinte aux modestes acquis de la protection sociale. Enfin, s'il paraît nécessaire de poursuivre une politique budgétaire restrictive, celle-ci devrait s'accompagner de mesures visant à promouvoir l'investissement privé. A l'évidence, les investissements créateurs d'emplois, et dont la rentabilité écono-

mique paraîtrait bonne, devraient être favorisés par des actions budgétaires et monétaires appropriées.

Des actions structurelles profondes sont également nécessaires pour réduire le degré de dépendance du Portugal par rapport à certains approvisionnement extérieurs tout en améliorant la compétitivité à l'exportation. A cet égard, l'agriculture constitue un secteur clé : il est paradoxal que, alors que le quart environ de la population est actuellement employé dans l'agriculture, celle-ci ne représente que 8.5 pour cent du PIB et que ses exportations ne couvrent que la moitié des importations du pays en produits alimentaires. L'exemple d'autres pays de la zone, où les conditions naturelles n'étaient guère plus favorables mais qui ont cependant réussi depuis dix ans à améliorer nettement leurs performances, montre que d'importantes potentialités existent en ce domaine. Il faudrait certainement, une fois le système de propriété complètement normalisé (situation des nouvelles exploitations, distribution des terres et/ou retour aux anciens propriétaires) que le gouvernement entreprenne des actions vigoureuses pour favoriser le regroupement et la modernisation des exploitations.

Dans l'industrie, on a vu se développer depuis une dizaine d'années des entreprises dynamiques, de petite ou moyenne dimension, ayant obtenu des résultats favorables à l'exportation : tel paraît bien avoir été le cas dans les secteurs traditionnels du textile et du cuir, mais, également de la mécanique de précision et de l'électronique. Il n'est cependant pas sûr que les bons résultats obtenus à l'exportation aient exercé des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, dans la mesure, en particulier, où une partie importante des bénéfices réalisés par les entreprises exportatrices pourrait avoir été utilisée à des placements financiers. Toutes les incitations propres à modifier ce comportement et à inciter les entreprises à développer leurs investissements de modernisation et d'extension seraient certainement bienvenues. En ce qui concerne un certain nombre de grands projets industriels financés sur fonds publics — comme le complexe de Sinès, dont certains aspects avaient été analysés dans la dernière Etude économique — les autorités se sont déjà efforcées de les redéfinir et, dans certains cas, de limiter leur ampleur en abandonnant diverses opérations. Il conviendra certainement de poursuivre dans cette direction et, dans le même temps, de favoriser un meilleur jeu des forces du marché, en particulier par une large ouverture à l'initiative privée — portugaise ou étrangère — des secteurs d'activité qui avaient été complètement nationalisés après la révolution.

Au total, la politique conjoncturelle menée actuellement paraît largement justifiée ; elle a déjà permis d'enregistrer des résultats prometteurs et elle doit être maintenue tant que ces résultats n'auront pas été consolidés. Mais d'importants efforts doivent être menés de front, dès à présent, dans le domaine de la politique à moyen terme. Il serait souhaitable que les grandes réformes annoncées par le gouvernement (en particulier dans les domaines de l'assainissement du secteur public, de la restructuration industrielle et de la modernisation de l'agriculture) se concrétisent le plus rapidement possible, sous forme de projets, dont le calendrier d'exécution et les modes de financement seraient soigneusement précisés, et le suivi rigoureusement contrôlé.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. D'après les estimations du Ministère du Travail, le taux de chômage serait passé de 5½ pour cent en décembre 1974 à 14 pour cent à la fin de 1976 où le quart environ des chômeurs étaient des rapatriés sans emploi.
2. Selon les calculs effectués par la Banque du Portugal qui reposent sur un panier de monnaie avec des pondérations différentes, ce taux s'élève à 23 pour cent.
3. On a enregistré deux augmentations des taux de cotisations sociales en 1977 et en 1980. En 1977, le taux de cotisation des employés est passé de 17 pour cent à 19 pour cent, celui des employeurs est passé de 6.5 pour cent à 7.5 pour cent. En 1980, le taux de cotisations des employés est passé de 19 pour cent à 21 pour cent, celui des employeurs de 7.5 pour cent à 8 pour cent.
4. Evolution comparée des salaires et traitements et des cotisations patronales :

	Ancien système 1974-1976	Nouveau système 1977-1982
Salaires et traitements	26.5	22.4
Cotisations patronales	31.5	23.3

*Sources :* INE, Ancien système de comptes nationaux jusqu'en 1976 ; INE, Nouveau système et estimations du DCP à partir de 1977.

Le nouveau système diffère sensiblement de l'ancien, il comprend désormais les cotisations des fonctionnaires et prend en compte les cotisations dues et non plus les cotisations payées.

5. Il faut noter que les statistiques sur la répartition du revenu sont peu fiables. Les estimations chiffrées présentées ici doivent donc être interprétées comme une indication des tendances. Quoique basées sur les deux différents systèmes de comptes nationaux, les évolutions restent significatives.  
Partage du PB aux prix du marché, en pourcentage du total :

	Ancien système					Nouveau système					
	1973	1974	1975	1976	1977	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Rémunération des salariés	44.0	49.4	59.6	58.3	52.8	55.2	52.2	50.9	52.6	53.8	51.3
Excédent brut d'exploitation	46.3	42.0	31.3	31.9	37.7	35.5	40.1	41.3	38.0	36.3	38.7
Impôts indirects nets	9.5	8.6	9.1	9.7	9.5	9.2	7.7	7.8	9.4	9.7	9.9

*Sources :* INE et estimations du DCP ; Système et estimations du DCP à partir de 1977.

6. L'équation suivante a été estimée par le Secrétariat sur la base de données annuelles pour la période 1963-1982.

$$PC - T = 0.27 ULC + 0.34 PM + 0.41 PF$$

(1.9)                      (4.2)                      (2.7)

$$DW_s = 1.94$$

$$R = 0.84$$

$$SE = 3.8$$

où :

PC - T = Variation annuelle en pourcentage de l'indice de prix implicite de la consommation privée moins la variation du taux des impôts indirects net des subventions.

- ULC = Coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur non agricole mesurée comme le ratio de la masse des salaires et traitements sur le PIB non agricole (variation annuelle en pourcentage ; moyenne mobile sur 3 ans).
- PM = Indice de prix implicite des importations (variation annuelle en pourcentage).
- PF = Indice de prix implicite de la production dans l'agriculture (variation annuelle en pourcentage moyenne mobile sur 2 ans).

Les chiffres entre parenthèses sont les valeurs *t* des coefficients.

7. Les coûts unitaires relatifs présentés ici sont calculés par la Banque du Portugal vis-à-vis des neuf principaux partenaires du Portugal. Les résultats de ce type de calcul doivent être interprétés comme des indications de tendance car la comparabilité des statistiques de base est imparfaite.
8. On dispose de données sur la période, mais les calculs sont difficiles à interpréter en raison de la sous-facturation parfois importante des exportations.
9. L'analyse par secteurs est basée sur les statistiques du commerce extérieur par produits de l'OCDE, pour la période 1972-1982 et sur les tableaux d'échange interindustriels établis par l'INE pour la période plus récente, 1977-1982.
10. Les calculs de croissance des marchés sont à interpréter comme des indications de tendance en raison, d'une part, de l'absence de statistiques de base homogènes sur le volume des échanges mondiaux par produits et par marchés et, d'autre part, des modifications dans la structure du commerce extérieur. Les statistiques analysées pour la période 1973-1977 sont basées sur la structure du commerce de 1975. Pour la période 1978-1983, les calculs ont été faits selon la structure du commerce de 1981.
11. Structure du commerce extérieur par régions et par pays :

	Exportations			Importations		
	1973	1977	1982	1973	1977	1982
CEE	48.6	51.7	57.3	44.9	43.5	40.9
EFTA	13.8	15.1	12.2	11.6	8.4	6.7
Etats-Unis	9.8	6.7	6.2	8.2	10.2	10.8
Ex colonies	14.8	6.5	5.0	9.7	1.1	0.5
OPEP	0.6	1.8	2.9	3.6	10.7	19.2
Autres	12.4	18.2	16.4	22.0	26.1	21.9

Source : Document soumis par le Ministère du Commerce et du Tourisme.

12. L'introduction d'un nouveau système des comptes nationaux depuis 1976 explique également le recul du poids de l'agriculture dans l'ensemble de la valeur ajoutée.
13. Selon les experts portugais du Ministère de l'Agriculture, les rendements agricoles étaient du même ordre au Portugal qu'en Grèce, en Yougoslavie, en Espagne et dans le Sud de la France au début des années 60. La productivité moyenne du Portugal serait aujourd'hui, au contraire, très en dessous de celle des pays de l'Europe du Sud.
14. Utilisation totale d'engrais (en kilogrammes) par hectare de terres cultivées (en 1979) : Espagne : 82 ; Grèce : 149 ; Yougoslavie : 110 ; Italie : 189 ; Portugal : 77. Pour la moyenne des pays de la CEE, l'utilisation est de l'ordre de 400 kilogrammes.  
Source : OCDE, *Le secteur agro-alimentaire face au problème de l'énergie*, 1982.
15. Une analyse du secteur public administratif à travers les nouveaux comptes nationaux a été présentée dans le *Bulletin trimestriel* de la Banque du Portugal, volume 5, n° 1, mars 1983. Les Services autonomes sont environ 200, mais le principal d'entre eux est le Service autonome de santé. Les Fonds autonomes sont : le Fonds d'approvisionnement, dont le rôle est de subventionner les prix du fuel industriel, des engrais, des céréales, des graines oléagineuses et du lait. Sa recette essentielle est une taxe sur les produits pétroliers ; le Fonds de chômage, le Fonds du tourisme et le Fonds spécial pour le transport terrestre.
16. Qui se sont notamment traduites par l'entrée de 700 000 personnes, et par la démobilisation d'un contingent et d'une partie de l'armée d'active qui est passée de 230 000 à 70 000 hommes entre 1974 et 1977.
17. Le niveau des infrastructures sociales du Portugal, qui demeure extrêmement bas en comparaison de celui enregistré en moyenne dans les pays de l'OCDE, s'est fortement accru depuis le début des années 1970. Ainsi, le nombre de médecins pour 1 000 habitants est passé de 1.2 à 2.2 de 1975 à 1982, le taux de mortalité infantile est passé de 39 à 20 pour mille.

18. En 1981, les recettes fiscales en pourcentage du PIB s'élevaient à 36.16 pour cent pour l'OCDE et à 38.93 pour cent pour la CEE.
19. Les entreprises publiques non financières : caractéristiques et diagnostic, *Bulletin trimestriel* de la Banque du Portugal, vol. 4, septembre 1982.
20. Il faut toutefois noter que l'estimation de la valeur ajoutée par le secteur des transports est certainement minorée par la politique de tarification dans ce secteur.
21. Evolution de la demande intérieure totale au Portugal et dans les pays de l'OCDE.

	1979	1980	1981	1982	1983
OCDE	3.9	0.4	0.6	0	2.5
OCDE moins les Etats-Unis	4.8	1.2	-0.6	0.8	1
Portugal	4.1	6.0	3.3	3.5	-6.9

Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE* ; INE et DCP.

22. Evolution nominale des investissements directs étrangers, variations en pourcentage (sur la base des valeurs en escudos) :

1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	$\frac{1983 \text{ I}}{1982 \text{ I}}$
15.1	11.5	-19.2	16.8	27.2	62.0	40.8	43.5	6.4	3.8

Source : *Bulletin trimestriel* de la Banque du Portugal.

23. Ces chiffres sont calculés selon la définition de l'enquête permanente sur l'emploi de l'INE de 1982 et ont été estimés sur la base des statistiques plus récentes du Ministère du Travail. A partir de 1983, l'enquête de l'INE est basée sur un échantillon et des concepts différents. Les résultats dont on dispose pour le deuxième trimestre ne sont, par conséquent, pas comparables.
24. L'augmentation des prix des facteurs de production agricole et notamment des engrais (72 pour cent en 1983) ont contribué à la hausse des prix alimentaires. Par ailleurs, les inondations de la fin de l'année dernière ont entraîné la hausse brutale des prix des légumes (63 pour cent en décembre 1983 par rapport à décembre 1982).
25. Voir compétitivité et déséquilibre extérieur dans la Partie I.
26. Evolution des principales composantes du solde des services et revenus d'investissement. Variations en pourcentage par rapport à la période précédente, sur la base du montant en millions de dollars.

	Montant en 1982	1978	1979	1980	1981	1982	$\frac{\text{Janv.-sept. 1983}}{\text{Janv.-sept. 1982}}$
Dépenses							
Revenu du capital	1 377	75.8	37.0	38.7	50.6	19.8	-8.2
Frêt de marchandises	544	5.3	28.6	41.1	4.5	-3.4	-18.3
Recettes							
Tourisme	857	46.9	59.1	21.9	-10.8	-16.2	-1.3
Transports (autres que fret)	379	-0.4	50.2	38.1	13.1	-29.2	-13.5

27. Les dépenses par nuitée sont calculées comme les recettes touristiques globales divisées par le nombre de nuitées dans l'ensemble des moyens d'hébergement. Données provenant du *Rapport trimestriel* de la Banque du Portugal et OCDE, *Politique du tourisme et tourisme international*.
28. Evolution des remises (évaluées en dollars), indices 1970 = 100 :

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Remises par travailleur émigré	144	184	259	376	443	425	387	316

Source : Banque du Portugal.

29. Evolution des réserves totales des institutions monétaires (Banque du Portugal, Trésor et autres institutions monétaires), en millions de dollars, position en fin de période :

	1980	1981	1982	1983			
				T1	T2	T3	T4
Réserves :							
Avec or au prix officiel <sup>a</sup>	7 996	7 545	7 452	7 587	7 301	7 274	7 103
Avec or au prix du marché <sup>b</sup>	15 958	11 058	11 512	11 650	11 032	10 537	9 859
A l'exclusion de l'or				1 960	1 792	2 038	1 894

a) Prix comptable de la Banque du Portugal (254.92 dollars l'once).

b) Moyenne des quotations des trois mois, sur le marché de Londres (dollars par once), décembre 1980 : 612.75 ; décembre 1981 : 413.00 ; décembre 1982 : 438.72 ; mars 1983 : 439.00 ; juin : 427.58 ; septembre : 413.75.

30. Ce programme est exposé dans la lettre d'intentions adressée par le Ministre des Finances et du Plan et par le Gouverneur de la Banque du Portugal au Directeur du Fonds Monétaire International le 9 septembre 1983, reproduite dans le *Bulletin trimestriel* de la Banque du Portugal, vol. 5, n° 3, septembre 1983.
31. L'impôt extraordinaire de 2.8 pour cent sur les revenus des salaires a été appliqué rétroactivement sur les revenus perçus de janvier à septembre 1983. Il a été appliqué aux fonctionnaires qui sont normalement exonérés d'impôts. Il a été de 6 pour cent pour les revenus des professions libérales et de 2.8 pour cent pour les salariés.
32. Selon les estimations les plus récentes des autorités portugaises, les recettes courantes du budget de l'Etat auraient augmenté de 36.2 pour cent en 1983.
33. L'évolution récente de la dette publique effective a été la suivante (en milliards d'escudos en fin de période et en taux de croissance par rapport à la période homologue de l'année précédente) :

	T1	T2	T3	T4
1982	886.7 (45.2 %)	962.8 (50.9 %)	979.3 (33.5 %)	1 028.8 (18.8 %)
1983	1 185.9 (33.7 %)	1 326.1 (37.7 %)	1 354.0 (38.2 %)	

34. On peut cependant noter que les autorités portugaises se sont fixées un montant de 7½ pour cent du PIB pour le déficit de trésorerie en 1984.
35. Ce pourcentage est calculé sur la base de la prévision officielle pour 1984 qui est de 21.5 pour cent pour le PIB nominal (-1.4 pour cent en volume et 23.3 pour cent de prix de PIB).
36. Cette méthode comprend une double pondération, les dépôts à terme (qui sont les plus coûteux pour les banques) ayant une pondération supérieure aux dépôts à vue. Pendant les trois premiers trimestres de 1981 une autre méthode a été appliquée, liant la variation de crédit autorisée à chaque banque à la variation de certains types de ressources, ce qui a entraîné une forte augmentation du montant des crédits.
37. Les principaux éléments du compte des ménages pourraient évoluer ainsi :

	Millions d'escudos	Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente		
		1982	1983	1984
Rémunération des salaires	805	18.5	20	
Autres revenus	1 090	21.3	22.5	
Revenus bruts	1 895	20.1	21.5	
Impôts et cotisations sociales	148.5	40.8	22.5	
Revenu disponible	1 747.8	18.3	21.4	
Taux d'épargne (pour cent)	28	24.3	23	



*Annexe*

**CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES MESURES  
DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

**1983**

*Janvier*

Augmentation des prix de l'essence, du gaz et de l'électricité.

Hausse des salaires minimum de 17 pour cent.

Fixation à 17 pour cent de la norme des augmentations de salaires établies par négociations collectives durant 1983 (mesure abrogée en juillet).

*Février*

Surtaxe à l'importation portée à 30 pour cent.

Approbation du Budget de l'Etat pour 1983 comprenant certaines mesures fiscales :

- augmentation du taux de transaction des droits de timbre ;
- allègement de l'impôt professionnel et complémentaire.

Augmentation des traitements des fonctionnaires de 17 pour cent.

*Mars*

Instauration de facilités de paiement pour les arriérés d'impôts.

Relèvement des taux d'intérêt bancaires et hausse du taux de l'escompte, porté à 23 pour cent.

Dévaluation de l'escudo de 2 pour cent, en termes effectifs et augmentation du taux de dépréciation mensuelle qui passe de 0.75 à 1 pour cent.

Augmentation des tarifs des postes et télécommunications, hausse des prix de l'eau, du gaz-oil, hausse des prix à la consommation du pain et du sucre, du prix à la production du lait.

*Avril*

Instauration d'un soutien technique et financier pour les dégâts provenant de la sécheresse.

Approbation du régime des prix conventionnés.

Composition de l'assemblée après les élections du 25 avril :

Alliance pour le Peuple Uni (APU : PCP + MDP)	44 sièges
Centre Démocratique Social (CDS)	30 sièges
Parti Social-Démocrate (PSD)	75 sièges
Parti Socialiste (PS)	101 sièges
Total	250 sièges

*Mai*

Définition des conditions d'émission d'obligations du Trésor (titres à court terme — 7 milliards d'escudos ; obligations du Trésor à trois ans — 20 milliards d'escudos).

Instauration d'un régime spécial permettant la suspension des contrats individuels de travail dans les entreprises déclarées en situation économique difficile.

Augmentation de la taxe sur la consommation de tabac.

## *Juin*

Élévation des taux de contribution au Fonds de chômage (de 3 à 4 pour cent).

Fixation des quotas d'importation de biens de consommation pour la période avril 1983 à mars 1984.

Instauration de la sécurité sociale pour les activités agricoles.

Blocage jusqu'au 31 août des investissements des administrations et des entreprises publiques.

Réglementation d'un nouveau système d'épargne-logement.

Hausse des prix des engrais (de 65 pour cent en moyenne), du pain, du sucre et du lait (prix à la consommation).

Dévaluation de l'escudo de 12 pour cent en termes effectifs.

## *Juillet*

Hausse des prix de l'essence et du gaz de ville.

Hausse des tarifs des postes et télécommunications.

Hausse des prix à la production du lait.

Réglementation des impôts extraordinaires sur les profits et certaines dépenses d'entreprises.

Définition des conditions d'émission d'obligations du Trésor auprès du public ou des institutions de crédits : titres à court terme (auprès des institutions de crédit) — 13 milliards d'escudos ; obligations du Trésor — 15 milliards d'escudos.

## *Août*

Augmentation des taux d'intérêt bancaires et augmentation du taux de l'escompte de la Banque du Portugal, porté à 25 pour cent.

Hausse des tarifs des transports ferroviaires et collectifs urbains et interurbains ; élévation du prix de vente de l'eau.

## *Septembre*

Augmentation des prix à la production et du prix de vente au public du lait et fixation du montant des subventions.

## *Octobre*

Accord avec le Fonds Monétaire International sur un programme de redressement économique à court terme ; les principaux objectifs tels qu'ils ont été exposés dans la lettre d'intentions adressée par le Ministre des Finances et du Plan et par le Gouverneur de la Banque du Portugal au Directeur du FMI sont les suivants :

1. Réduction du déficit de la balance des opérations courantes de 3.2 milliards de dollars en 1982 (13.2 pour cent du PIB) à 2 milliards en 1983 (9.3 pour cent du PIB) et à 1.25 milliard en 1984 (6.0 pour cent du PIB).
2. La dette extérieure à l'exclusion des engagements à court terme de la Banque du Portugal et du système bancaire qui atteignait 12.9 milliards de dollars à la fin de 1982 sera limitée à 13.8 milliards de dollars à la fin de 1983 et à 15 milliards de dollars à la fin de 1984.
3. La réduction des actifs extérieurs nets du système bancaire (de 980 millions de dollars au premier semestre de 1983) est limitée à 160 millions de dollars au deuxième semestre de 1983 et leur stabilisation est prévue pour 1984.
4. Limitation de la croissance du crédit intérieur à 29.7 pour cent en 1983 et à 22.6 pour cent en 1984.

Hausse du taux de l'impôt sur les ventes de véhicules automobiles.

Augmentation du montant des émissions d'obligations du Trésor à 21 milliards d'escudos.

Fixation du prix d'intervention des céréales pour la campagne de commercialisation 1984-1985.

Définition des normes de prêts aux coopératives de logement et de construction.

Introduction d'un train de mesures fiscales :

- Création d'un impôt extraordinaire sur les rémunérations du travail et les revenus sujets à la contribution foncière et à l'impôt sur le capital.

- Hausse des droits de timbre.
  - Augmentation du taux de l'impôt sur la transmission d'immeubles ou de terrains d'une valeur supérieure ou égale à 10 millions d'escudos.
  - Création d'un impôt de sortie du pays.
  - Instauration d'un impôt sur les bars, discothèques, etc.
- Limitation de l'utilisation d'une partie des dépenses inscrites au budget de l'Etat.

#### *Novembre*

Instauration d'un régime de suspension des contrats de travail pour des motifs concernant les travailleurs ou l'entreprise, ainsi que de la réduction provisoire de la durée normale du travail.

Ouverture à l'initiative privée des secteurs des banques et assurances et des industries du ciment et d'engrais.

Définition des conditions d'actualisation des prestations d'invalidité et vieillesse des régimes de sécurité sociale.

#### *Décembre*

Approbation de la rectification du Budget de l'Etat pour 1983.

Définition de normes pour la défense de la concurrence et création d'un Conseil de la Concurrence (entrée en vigueur en juin 1984).

Approbation d'une loi cadre obligeant à présenter dans le budget des programmes pluriannuels.

Création d'une taxe municipale destinée au financement des systèmes de transports en commun urbains.

Vote du budget de l'Etat et des grandes options du Plan pour 1984.

Mise en place d'un nouveau régime de prêts au logement.

Modification du système de remises d'intérêts applicables aux opérations de crédit à l'exportation.

### 1984

#### *Janvier*

Hausse de 20 pour cent du salaire minimum.

Définition de normes limitant le recours des entreprises publiques ou à participation de l'Etat au financement extérieur et création d'un Conseil de Coordination du Financement Extérieur.

Approbation d'un nouveau système d'aide technique et financière aux consommateurs d'énergie.

Libéralisation du régime des prix par la réduction du nombre de biens et services soumis au régime de contrôle et par le passage de certains biens du régime déclaré au régime surveillé.

#### *Février*

Augmentation du prix de l'essence (+15 pour cent) et du gaz de ville.

Réglementation de la constitution et du fonctionnement des banques commerciales ou d'investissement privées.

Augmentation de 16.3 pour cent (avec effet rétroactif à partir de janvier) du salaire des fonctionnaires.

Définition des règles de fonctionnement du marché des céréales : mise en place d'un système de prix et d'intervention et d'un régime d'importations et d'exportations.

Approbation des dispositions nécessaires à l'exécution du budget de l'Etat pour 1984 (diminution de 10 pour cent par rapport aux dépenses autorisées).

#### *Mars*

Création d'un Conseil Permanent de Concertation Sociale, à caractère consultatif.

Définition des compétences des municipalités en matière d'investissements publics et de coordination entre les administrations centrale et locale.

Instauration de normes pour l'exécution et le contrôle de la gestion des programmes intégrés de développement régional.

Approbation des grandes lignes de la politique de développement régional et des moyens et instruments de son exécution.

Approbation du nouveau régime des finances locales.

Réduction de la surtaxe à l'importation qui passe de 30 pour cent à 10 pour cent de la valeur importée. Suppression totale de cette taxe pour certaines marchandises.

*Avril*

Ratification de la convention sur la résolution des différends relatifs aux investissements entre l'Etat portugais et les ressortissants d'autres Etats.

Autorisation de contracter un prêt à concurrence de 150 millions de francs suisses auprès d'un consortium bancaire international.

Réduction de l'impôt sur les transactions de diverses marchandises en vue de réduire l'inflation et de lutter contre l'évasion fiscale.

Augmentation de la taxe spéciale sur la bière.

Augmentation des impôts sur les successions et les donations.

**PAGE BLANCHE**

***ANNEXE STATISTIQUE***

Tableau A. **Produit national et dépense nationale**  
En milliards d'escudos

a) **Aux prix courants**

	1977	1978	1979	1980	1981
Dépenses des consommateurs	450.4	535.4	667.7	820.7	1 019.3
Dépenses courantes de l'Administration	87.8	109.7	140.9	181.4	217.6
Formation brute de capital fixe	165.8	219.8	265.9	357.8	458.7
Variation des stocks	15.9	20.2	27.9	61.1	47.8
<b>Dépense intérieure</b>	<b>719.9</b>	<b>885.1</b>	<b>1 102.4</b>	<b>1 421.0</b>	<b>1 743.4</b>
Exportations de biens et services	115.3	158.4	261.3	345.4	392.6
Importations de biens et services	209.4	256.1	372.4	535.0	670.6
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>625.8</b>	<b>787.3</b>	<b>991.3</b>	<b>1 231.5</b>	<b>1 465.4</b>

b) **Aux prix de 1977**

	1977	1978	1979	1980	1981
Dépenses des consommateurs	450.4	442.5	446.7	459.5	470.6
Dépenses courantes de l'Administration	87.8	91.6	99.7	103.4	106.5
Formation brute de capital fixe	165.8	177.6	175.9	194.1	204.0
Variation des stocks <sup>1</sup>	15.9	16.3	33.5	41.5	28.8
<b>Dépense intérieure</b>	<b>719.9</b>	<b>728.0</b>	<b>755.8</b>	<b>798.5</b>	<b>809.9</b>
Exportations de biens et services	115.3	128.1	166.8	179.5	173.5
Importations de biens et services	209.4	209.1	233.1	260.1	261.8
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>625.8</b>	<b>647.0</b>	<b>689.6</b>	<b>717.8</b>	<b>721.4</b>

1. Y compris l'erreur statistique.

Sources : Institut National de la Statistique; OCDE, *Comptes nationaux*.

**Tableau B. Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité**  
En milliards d'escudos

	1977	1978	1979	1980	1981
	<b>Aux prix courants</b>				
Agriculture, sylviculture et pêche	74.6	94.0	115.8	126.9	124.4
Industries extractives					
Industries manufacturières	166.4	214.3	290.2	372.5	440.3
Électricité, gaz et eau	12.0	16.5	20.9	23.4	23.4
Construction	47.9	60.7	63.2	85.7	111.0
Transports et communications	35.0	43.5	55.4	64.4	85.8
Commerce de gros et de détail	133.8	168.9	213.3	264.9	322.9
Banques, assurances et affaires immobilières	49.1	73.4	71.9	89.6	113.3
Administration publique et défense	69.6	87.7	108.9	142.2	169.6
Services divers <sup>1</sup>	22.6	14.5	37.8	45.2	52.0
<b>Produit intérieur brut au coût des facteurs</b>	<b>611.0</b>	<b>773.5</b>	<b>977.4</b>	<b>1 214.8</b>	<b>1 442.7</b>
	<b>Aux prix de 1977</b>				
Agriculture, sylviculture et pêche	74.6	79.0	96.0	96.3	82.9
Industries extractives					
Industries manufacturières	166.4	175.6	188.6	199.3	202.5
Électricité, gaz et eau	12.0	12.3	13.0	10.4	9.2
Construction	47.9	54.0	51.4	55.4	57.5
Transports et communications	35.0	35.3	38.1	40.0	41.2
Commerce de gros et de détail	133.8	132.9	137.8	144.7	147.8
Banques, assurances et affaires immobilières	49.1	61.3	52.6	54.7	60.0
Administration publique et défense	69.6	72.2	77.4	81.4	84.6
Services divers <sup>1</sup>	22.6	12.8	24.8	25.3	24.2
<b>Produit intérieur brut au coût des facteurs</b>	<b>611.0</b>	<b>635.4</b>	<b>679.7</b>	<b>707.5</b>	<b>709.9</b>

1. Y compris l'erreur statistique.

Sources : Institut National de la Statistique; OCDE, *Comptes nationaux*.



**Tableau C. Population par classes d'âge**

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Total (milliers)	9 168	9 204	9 338	9 423	9 496	9 555
Par classes d'âge : (%)						
0 à 24 ans	44.2	44.1	44.9	44.7	46.5	46.1
25 à 64 ans	45.3	45.3	45.1	44.9	43.3	43.6
Plus de 65 ans	10.5	10.6	9.9	10.4	10.2	10.2

Source : Institut National de la Statistique; Enquête permanente sur l'emploi, 2<sup>e</sup> semestre.

**Tableau D. Indicateurs d'emploi**  
Indice, 1<sup>er</sup> trimestre 1974 = 100

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Pêche	88.8	87.7	77.1	75.9	75.0	68.2
Industries extractives	95.1	95.7	96.0	93.1	92.8	91.0
Industries manufacturières	99.7	100.0	100.5	101.7	101.3	99.7
Construction	90.0	91.7	89.0	88.6	93.6	94.4
Électricité, gaz et eau	108.5	120.4	129.2	139.5	140.9	143.5
Transports et communications	110.9	109.6	107.4	106.7	106.2	105.8
Commerce	98.6	98.0	98.0	99.1	100.0	99.3
Banques, assurances, opérations immobilières	118.9	123.9	129.6	146.1	152.7	157.2
Personnel de services	100.1	102.2	103.2	103.6	104.8	106.2
Total	99.8	100.2	100.3	101.7	102.4	101.5

Note: Emploi salarié à l'exclusion de l'agriculture et de la fonction publique.  
Source : Service de Statistique du Ministère du Travail.

Tableau E. Prix et revenus

	1980	1981	1982	1983			
				T1	T2	T3	T4
Total continent (à l'exclusion du loyer)	225.0	269.9	330.3	377.6	396.9	423.9	459.5
Indice, 1976 = 100							
Alimentation et boissons	228.3	272.8	338.6	385.1	407.5	434.8	475.0
Vêtements et chaussures	238.4	287.3	332.1	371.2	383.7	395.8	417.9
Divers	209.8	253.3	310.8	363.0	376.5	407.1	435.7
Logement	223.7	269.3	323.5	373.1	394.0	426.4	458.3
Indice des prix à la consommation à Lisbonne (à l'exclusion du loyer)							
Indice, 1976 = 100	228.4	274.3	333.5	382.8	402.1		
Rémunérations nominales moyennes, continent							
Indice, 1973 = 100							
Industries de transformation	445.4	538.4	644.6	621.4			
Construction	422.4	525.8	625.3	727.5	754.2	767.7	
Agriculture <sup>1</sup>	380.0	522.7	654.8	735.9	765.2	778.1	
Salaires dans l'industrie et les transports à Lisbonne							
Indice, 1976 = 100	172.8	210.1	255.9	286.6	294.2		

1. Discontinuité dans l'homogénéité de la série.

Sources : Institut National de la Statistique, *Bulletins mensuels*; Banque du Portugal, *Bulletins trimestriels*.

**Tableau F. Opérations des Administrations publiques**  
Base comptabilité nationale, concepts normalisés. En milliards d'escudos

	1975	1976	1977	1978 <sup>1</sup>	1979 <sup>1</sup>	1980 <sup>1</sup>	1981 <sup>1</sup>	1982 <sup>1</sup>
<b>Administration centrale</b>								
Recettes courantes	60.42	89.71	138.2	189.8	245.3	324.2	414.2	505.3
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	58.50	84.37	109.8	137.1	175.0	241.0	310.9	390.4
Revenu de la propriété et de l'entreprise	1.92	5.33	28.4	52.7	70.3	83.2	103.3	114.9
Dépenses courantes	67.46	94.40	146.8	219.8	285.1	373.7	495.1	584.5
Biens et services	45.83	48.94	66.5	100.4	127.2	162.9	202.2	243.2
Transferts courants au profit des autres agents économiques	21.63	45.47	80.3	119.4	157.9	210.8	292.9	340.7
Épargne nette	-7.04	-4.69	- 8.6	-30.0	-39.8	-49.5	-80.9	-79.2
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	1.17	5.28	9.9	17.4	22.7	34.6	27.2	36.2
Formation brute de capital fixe	6.48	9.30	18.7	18.4	21.8	24.6	33.4	36.6
Emprunts nets (-) ou prêts nets	-14.69	-19.27	-37.2	-65.8	-84.3	-108.7	-141.5	-152.0
<b>Comptes consolidés des administrations publiques</b>								
Recettes courantes	93.95	132.05	168.0	212.2	264.3	362.6	447.1	563.7
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	88.89	122.36	160.2	201.1	246.0	341.1	432.8	540.2
Revenu de la propriété et de l'entreprise	5.06	9.69	7.8	11.1	18.3	21.5	14.3	23.5
Dépenses courantes	103.24	145.10	180.6	238.5	302.2	404.6	527.3	643.3
Biens et services	57.98	66.12	88.2	114.7	147.6	185.6	230.8	280.3
Transferts courants au profit des autres agents économiques	45.26	78.97	92.4	123.8	154.6	219.0	296.5	363.0
Épargne brute	-9.29	-13.04	-12.6	-26.3	-37.9	-42.0	-80.2	-79.6
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	1.11	5.33	5.1	8.2	6.3	15.0	7.9	14.0
Formation brute de capital fixe	10.22	14.48	25.1	30.9	36.4	49.4	62.5	68.8
Emprunts nets (-) ou prêts nets	-20.63	-32.86	-42.8	-65.4	-80.6	-106.3	-148.2	-162.4

1. Estimations du Ministère des Finances en termes de comptabilité nationale.  
Sources : Institut National de la Statistique et Ministère des finances.

**Tableau G. Masse monétaire et contreparties**  
Fin de période, en milliards d'escudos

	1978	1979	1980	1981	1982
<b>Total de la masse monétaire</b>	726.6	991.9	1 339.3	1.722.9	2 177.7
Disponibilités monétaires	314.9	396.6	484.5	525.3	610.0
Billets et monnaie en circulation	122.0	145.3	166.2	188.4	219.5
Dépôts à vue des particuliers et entreprises	192.9	251.3	318.0	334.2	386.0
Disponibilités quasi monétaires	411.7	595.3	854.8	1 197.5	1 567.8
<b>Contreparties</b>					
Avoirs extérieurs nets	-18.9	42.1	339.4	411.8	569.5
Crédit net au secteur public	171.7	247.4	170.0	305.4	462.2
Crédit au secteur privé	703.2	853.4	1 073.1	1 342.3	1 677.6
Divers, net	-129.4	-151.0	-243.2	-336.6	-531.6

Source : Banque du Portugal, *Bulletins trimestriels*.

**Tableau H. Taux d'intérêt maximaux**  
En pourcentage

	6/5/78	16/7/81	20/4/82	23/3/83	8/8/83
<b>Taux d'escompte</b>	18.0-23.0	18.0-23.0	19.0-24.0	23.0-28.0	25.0-30.0
<b>Taux créditeurs</b>					
Crédits à moins de 90 jours	18.25	21.0	23.0	27.0	29.5
Crédits entre 180 jours et un an	20.00	22.0	24.0	28.0	30.5
Crédits à plus de 5 ans	22.25	24.0	26.0	30.0	32.5
<b>Taux débiteurs</b>					
Dépôts à vue	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Dépôts à terme de moins de 90 jours	8.0	10.0	11.0	15.5	17.5
Dépôts à terme entre 180 jours et un an	19.0	19.5	21.5	26.0	28.0
Dépôts à terme de plus d'un an	20.0	21.0	23.0	28.0	30.0

Source : Banque du Portugal, *Bulletins trimestriels*.

**Tableau I. Entrées des voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité**  
En milliers de personnes

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
<b>Total</b>	<b>4 079.7</b>	<b>2 621.8</b>	<b>1 966.4</b>	<b>2 175.4</b>	<b>3 055.4</b>	<b>3 389.3</b>	<b>5 287.4</b>	<b>6 977.0</b>	<b>7 277.0</b>
Allemagne (RF)	209.7	167.2	143.8	150.1	204.2	259.3	286.7	300.1	306.6
Argentine	—	26.8	22.4	11.9	10.6	12.1	13.4	16.9	14.5
Belgique	46.3	30.4	27.2	32.1	50.7	46.9	48.2	45.6	48.4
Brsil	—	65.2	52.7	43.7	35.5	45.0	52.1	60.9	64.4
Canada	25.0	38.8	22.8	21.7	32.0	36.9	40.7	40.3	43.5
Espagne	2 109.3	1 169.4	856.4	1 049.3	1 599.5	1 755.2	3 514.8	5 051.1	5 226.9
États-Unis	345.7	217.6	96.1	82.1	141.5	161.5	153.8	135.5	141.7
France	248.6	152.9	119.1	134.4	172.4	179.6	183.2	237.4	239.0
Pays-Bas	54.1	37.4	39.5	51.6	92.3	111.1	129.8	127.7	128.7
Italie	80.0	83.7	69.8	66.6	65.4	72.4	70.1	72.7	68.3
Royaume-Uni	511.6	383.0	284.6	244.6	292.8	327.9	399.8	483.9	548.5
Suède	42.8	31.6	27.3	49.2	61.0	56.3	51.4	62.7	71.3
Suisse	50.0	38.5	23.0	23.2	32.8	31.7	36.0	40.0	41.3
Autres pays	356.7	179.3	181.7	214.9	264.7	293.4	307.4	302.2	333.9

Source : Institut National de la Statistique, *Statistiques du tourisme*.

Tableau J. Commerce extérieur par principaux groupes de produits  
En millions de dollars

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
<b>Importations, total</b>	2 908	4 581	3 839	4 315	4 963	5 142	6 529	9 271	9 787	9 541
Produits alimentaires et boissons	402	772	765	742	733	678	895	1 104	1 360	1 075
Matières brutes et demi-produits	594	1 084	1 009	1 213	1 412	1 399	2 054	3 146	3 264	3 428
Produits manufacturés										
Produits chimiques	312	458	348	507	560	627	794	997	959	880
Articles manufacturés classés d'après la matière première	511	861	583	598	789	829	934	1 412	1 271	1 273
Machines et matériel de transport	928	1 179	961	1 065	1 301	1 423	1 634	2 305	2 589	2 521
Articles manufacturés divers	159	220	170	186	165	181	212	301	333	340
Articles non classés par catégories	1	1	0	1	2	5	6	6	11	24
<b>Exportations, total</b>	1 765	2 276	1 939	1 820	2 013	2 426	3 478	4 633	4 147	4 173
Produits alimentaires et boissons	303	333	300	291	303	350	444	517	430	406
Matières brutes et demi-produits	228	350	265	296	286	296	387	772	764	634
Produits manufacturés										
Produits chimiques	103	188	125	95	102	129	208	286	247	343
Articles manufacturés classés d'après la matière première	632	780	664	594	666	836	1 236	1 464	1 306	1 247
Machines et matériel de transport	233	288	256	230	299	328	429	617	522	584
Articles manufacturés divers	251	323	312	282	319.7	439	713	918	824	882
Articles non classés par catégories	14	11	14	32	34	48	61	58	54	76

Note : Par suite des arrondis, la somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCI :

Produits alimentaires et boissons : 0, 1

Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4

Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8

Produits chimiques : 5

Articles classés d'après la matière première : 6

Machines et matériel de transport : 7

Articles manufacturés divers : 8

Articles non classés : 9

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, Série B.*

Tableau K. Évolution de la structure géographique du commerce extérieur  
En milliards d'escudos

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Exportations						
Total	77.7	106.4	176.1	232.2	256.9	331.9
Pays de l'OCDE	61.4	86.2	142.6	187.1	199.1	271.3
OCDE Europe	54.0	75.6	127.1	168.7	179.6	243.3
Allemagne	9.2	14.0	21.6	31.4	32.0	43.0
France	6.2	9.6	17.1	24.3	32.3	43.6
Italie	2.9	6.1	10.4	13.6	10.9	16.0
Royaume-Uni	14.2	19.4	31.4	34.3	37.1	49.2
Autres pays de l'OCDE Europe	21.6	26.5	46.6	65.1	67.3	91.5
États-Unis	5.2	7.5	10.8	13.2	13.4	20.5
Autres pays de l'OCDE	2.1	3.1	4.2	5.2	6.1	7.5
Pays Non-OCDE	16.3	20.3	33.5	45.1	57.8	60.6
dont : OPEP	1.4	1.5	3.4	..	9.4	9.7
Ancienne zone Escudo	5.0	5.9	9.0	13.8	19.4	16.5
Importations						
Total	190.7	230.1	331.9	465.8	609.0	749.0
Pays de l'OCDE	138.7	177.4	243.3	318.5	418.1	518.4
OCDE Europe	109.9	138.7	188.6	247.7	318.7	404.0
Allemagne	23.7	31.9	41.8	54.2	66.9	88.3
France	15.4	20.7	28.4	33.7	47.4	64.8
Italie	10.2	12.6	17.1	24.2	32.8	41.3
Royaume-Uni	19.8	23.2	30.7	40.8	49.2	58.1
Autres pays de l'OCDE Europe	40.7	50.2	70.6	94.8	122.4	151.5
États-Unis	19.4	27.1	39.0	50.9	72.9	81.0
Autres pays de l'OCDE	9.4	11.5	15.7	19.9	26.5	33.4
Pays Non-OCDE	52.0	52.7	88.7	147.3	190.9	230.6
dont : OPEC	20.6	27.1	47.9	..	113.5	144.9
Ancienne zone Escudo	2.5	1.5	3.2	2.1	2.6	3.3

Source : Institut National de la Statistique, *Bulletin mensuel des statistiques du commerce extérieur*.

**Tableau L. Balance des paiements**  
En millions de dollars

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Exportations, fob	2 303	1 940	1 790	2 001	2 379	3 550	4 575	4 088	4 119
Importations, fob	4 305	3 614	3 965	4 533	4 787	6 182	8 781	9 282	8 972
Balance commerciale	-2 002	-1 674	-2 175	-2 532	-2 408	-2 632	-4 206	-5 194	-4 853
Solde des services	55	-184	-78	-97	-53	104	-45	-544	-1 092
Voyages	259	101	182	268	431	695	859	777	609
Transports	-145	-128	-138	-104	-129	-114	-194	-147	-283
Revenus du capital	128	-15	-132	-179	-329	-437	-612	-975	-1 256
Opérations gouvernementales	-225	-172	47	-38	-31	-40	-98	-199	-162
Autres services	37	30	-37	-44	4				
Solde des transferts	1 118	1 039	964	1 134	1 635	2 476	3 000	2 888	2 681
Balance des opérations courantes	-829	-819	-1 289	-1 495	-826	-52	-1 251	-2 850	-3 264
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	274	-108	26	95	758	813	1 404	1 853	2 519
Secteur privé	357	-21	15	19	249	462	1 000	1 357	1 885
Secteur public	-83	-87	11	76	509	351	404	496	634
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	-83	-89	105	-30	228	594	705	848	868
Balance des opérations non monétaires	-638	-1 016	-1 158	-1 430	160	1 355	858	-149	123
Opérations à court terme des institutions monétaires privées	59	-26	186	567	-201	-995	-498	43	-15
Balance des règlements officiels	-579	-1 402	-972	-863	-41	360	360	-106	108
Tirages sur le FMI	-	-	176	83	-53	-41	-102	-72	-59
Divers comptes officiels	-15	290	650	421	197	-251	-334	-6	-211
Variation des réserves de change (augmentation = -)	594	752	146	359	-103	-68	76	184	162

Source: Mémorandum statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE.



***STATISTIQUES DE BASE :***  
***COMPARAISONS INTERNATIONALES***

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

Période de référence			Unités		Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yugoslavie <sup>1</sup>	
POPULATION Total			Mi-1981	Milliers	14 923	7 508	9 852	24 365	5 122	4 800	53 963	61 682	9 730	231	3 443	56 502 <sup>2</sup>	117 660	366	14 247	3 176	4 100	9 970	37 654	8 324	6 429	45 747	56 020	229 849	22 520	
Densité au km <sup>2</sup> de superficie terrestre			»	Nombre	2	89	323	2	119	14	98	248	74	2	49	118	316	141	346	12	13	108	75	19	156	59	230	25	87	
Accroissement moyen annuel net			Mi-1971 à Mi-1981	%	1.3	0.1	0.2	1.2	0.3	0.4	0.5	0.1	1.0	1.2	1.5	0.5	1.1	0.6	0.8	1.0	0.5	1.1	1.0	0.3	0.2	2.3	0.1	1.0	0.9	
EMPLOI			1981	Milliers	6 364	3 276	3 669	10 933	2 369	2 234	20 959	25 588	3 529	107	1 136	20 623	55 810	160	4 922	1 265	1 932	3 969	10 931	4 225	3 054	14 668	23 819	100 397	9 690 <sup>3</sup>	
dont: Agriculture, sylviculture, pêche			»	% du total	6.5	8.8	3.0	5.5	7.3	11.1	8.6	5.5	30.7	11.7	17.7	13.4	10.0	5.6	5.0	11.2	8.5	26.7	18.2	5.6	7.0	60.1	2.6	3.5	33.8	
Industrie <sup>4</sup>			»	»	30.6	39.5	33.4	28.3	29.3	34.8	35.9	43.5	29.0	37.4	31.7	37.5	35.3	38.1	30.2	32.6	29.8	37.5	35.2	31.3	39.3	16.4	35.7	30.1	22.3	
Autres activités			»	»	62.8	51.7	63.6	66.2	63.3	51.1	56.2	51.0	40.3	50.9	50.6	49.1	54.7	56.3	64.8	56.1	61.7	36.8	46.6	63.1	53.7	23.5	61.7	66.4	41.9	
PIB aux prix du marché			1981	Milliards de dollars des É-U <sup>11</sup>	160.7	66.5	95.1	284.3	58.1	49.1	569.4	683.2	36.7	2.9	16.7	350.2	1 129.5	3.9	140.5	25.0 <sup>9</sup>	57.1	23.8	186.1	112.4	94.5	57.6	497.8	2 906.3	67.8 <sup>10</sup>	
Croissance annuelle moyenne en volume <sup>6</sup>			1976 à 1981	%	2.7	2.6	1.5	2.8	1.3	3.5	2.3	2.5	2.9	4.0	2.6	4.6	4.6	1.8	1.4	0.2	3.6	4.0	1.4	1.0	2.4	2.0	0.5	2.8	...	
Par habitant			1981	Dollars des É-U <sup>11</sup>	10 763	8 842	9 651	11 741	11 350	10 238	10 552	11 076	3 769	12 791	4 855	6 123	9 606	10 566	9 861	7 957	13 937	2 398	4 938	13 505	14 778	1 262	8 886	12 647	3 034 <sup>10</sup>	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE			1981	% du PIB	24.9	24.9	17.9	23.7	15.7	24.3	21.2	22.0	21.0 <sup>8</sup>	25.9	29.8	20.3	31.0	23.3	19.0	20.6	27.2	31.3	20.1	19.3	24.2	19.9	15.9	17.9	31.0 <sup>10</sup>	
dont: Transports, machines et outillage			»	»	12.4	11.7	5.8	8.7	6.4	9.8	9.3	8.3	8.0	7.5	12.7 <sup>10</sup>	8.5	10.5	9.2 <sup>10</sup>	7.3	7.8 <sup>10</sup>	9.1	13.8	6.5 <sup>10</sup>	7.8	7.6	8.7 <sup>10</sup>	8.1	8.1	...	
Construction de logements			»	»	4.8 <sup>10</sup>	...	3.9	4.8	4.0	6.3	6.1	6.6	6.0	4.7	6.6 <sup>10</sup>	5.6	6.3	5.5 <sup>10</sup>	5.5	3.6 <sup>10</sup>	4.5	7.8	5.5 <sup>10</sup>	4.6	16.6	2.7 <sup>10</sup>	2.1	3.6	7.2 <sup>10</sup>	
Croissance annuelle moyenne en volume <sup>6</sup>			1976 à 1981	%	3.8	0.9	-2.6	3.0	-6.6	0.0	0.9	3.0	0.2	3.1	6.4	2.8	4.5	2.2	-0.4	-3.4	0.2	6.6	-1.2	-1.4	5.1	-2.4	-1.9	3.3	5.7 <sup>10</sup>	
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE <sup>12</sup>			1981	% du PIB	21.5 <sup>10</sup>	24.5	12.9	21.4	12.3	24.2	19.4	20.8	22.8	22.3	15.0	18.9	31.9	47.8	20.0	20.7 <sup>9</sup>	29.8	22.7	18.0	16.0	28.7	20.3	17.3	18.9	37.0 <sup>10</sup>	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS			1981	% du PIB	17.1	18.4	19.0	19.5	27.7	19.1	15.8	20.7	17.9	11.8	22.0	18.1	10.1	17.5	17.9	17.4 <sup>9</sup>	19.0	14.9	11.8	29.3	12.5	12.6	22.3	18.1	16.9 <sup>10</sup>	
Dépenses courantes en biens et services			»	»	31.1 <sup>10</sup>	44.0	52.7	38.4	55.1	35.2	45.7	44.3	36.0	25.0 <sup>10</sup>	48.3 <sup>10</sup>	46.1	26.5	51.6 <sup>10</sup>	55.8	...	44.6	30.9 <sup>14</sup>	29.4 <sup>10</sup>	60.3	28.1	...	44.6	34.2	...	
Emplois courants <sup>13</sup>			»	»	34.4 <sup>10</sup>	47.4	44.0	38.7	51.2	39.4	46.1	44.6	30.4	34.0 <sup>10</sup>	41.7 <sup>10</sup>	38.7	29.3	57.3 <sup>10</sup>	55.9	...	52.5	28.1 <sup>14</sup>	30.0 <sup>10</sup>	59.0	32.6	...	43.4	33.7	...	
Ressources courantes			»	»	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT			1982	% du PNB	0.57	0.53	0.60	0.42	0.77	0.30	0.75	0.48	...	...	0.20	0.24	0.29	...	1.08	0.28	0.99	...	...	1.02	0.25	...	0.38	0.27	...	
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE			1981	Dollars des É-U <sup>11</sup>	6 431	4 977	6 354	6 518	6 385	5 583	6 856	6 270	2 555	7 934	3 099	3 831	5 550	6 393	5 979	4 748	6 609	1 668	3 449	7 091	9 244	885	5 382	8 085	1 580 <sup>10</sup>	
Consommation privée par habitant			1978	Nombre	475	272	302	410 <sup>10</sup>	219	235	327	346	79	339	194	300	185	423	288	395	282	118	178	345	324	14	262	526	85	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants			1981	»	489 <sup>10</sup>	421	387	694	675	522	498	488	302	475 <sup>10</sup>	208	364	502	547 <sup>10</sup>	539	560	485	149	329	828	751	39 <sup>10</sup>	507	789	71 <sup>10</sup>	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants			1980	»	378	296 <sup>10</sup>	395 <sup>10</sup>	471	368 <sup>10</sup>	322 <sup>10</sup>	354	337 <sup>10</sup>	156 <sup>10</sup>	275 <sup>10</sup>	225 <sup>10</sup>	386	539	245 <sup>10</sup>	296 <sup>10</sup>	278	292 <sup>10</sup>	141	252	381 <sup>10</sup>	314 <sup>10</sup>	404	624	192 <sup>10</sup>		
Postes de télévision, pour 1 000 habitants			1981	»	1.9	1.6 <sup>10</sup>	2.6	1.6	2.2 <sup>10</sup>	2.0	2.2 <sup>10</sup>	2.3	2.3 <sup>10</sup>	2.3	1.2 <sup>14</sup>	3.1 <sup>10</sup>	1.3 <sup>10</sup>	1.7 <sup>10</sup>	1.9	1.6	2.0	1.9 <sup>10</sup>	2.6	2.2 <sup>10</sup>	1.6	0.6	1.3	2.0 <sup>10</sup>	1.3 <sup>10</sup>	
Médecins, pour 1 000 habitants			1980	% du groupe d'âge	86	74	89	89	87 <sup>10</sup>	90	85	79 <sup>10</sup>	81 <sup>10</sup>	83 <sup>14</sup>	93	73	91	69	94	81	94 <sup>10</sup>	55 <sup>10</sup>	87 <sup>10</sup>	86	...	37 <sup>10</sup>	82 <sup>10</sup>	100 <sup>10</sup>	83	
Taux de scolarisation à plein temps <sup>15</sup>			1982	Nombre	10.0 <sup>10</sup>	12.8	11.7 <sup>10</sup>	9.6 <sup>10</sup>	8.1 <sup>10</sup>	6.5 <sup>10</sup>	9.6 <sup>10</sup>	11.6 <sup>10</sup>	15.6 <sup>10</sup>	6.0 <sup>10</sup>	10.6 <sup>10</sup>	13.2	7.1 <sup>10</sup>	11.0 <sup>10</sup>	8.1	11.8	7.5 <sup>10</sup>	26.0 <sup>10</sup>	10.3 <sup>10</sup>	6.8	7.6 <sup>10</sup>	131.0 <sup>17</sup>	11.8 <sup>10</sup>	11.2	30.7 <sup>10</sup>	
Mortalité infantile <sup>17</sup>			1982	Nombre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
SALAIRES ET PRIX			1977 à 1982	Accroissement annuel moyen	10.2	6.3	8.1	9.9	10.4	11.0	14.2	5.4	26.3	49.9	16.3	19.6	6.2	6.2 <sup>11</sup>	4.8	16.7	8.3	19.3	20.5	8.7	4.4	...	13.4	8.4	25.4	
Gains horaires dans l'industrie <sup>18</sup>			»	%	9.6	5.2	6.4	10.3	10.8	9.6	11.7	4.7	20.3	49.4	15.2	16.8	4.6	6.2	5.5	14.9	9.7	21.0	16.0	10.3	4.2	56.5	12.0	9.8	27.3	
Prix à la consommation			»	%	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
COMMERCE EXTÉRIEUR			1982	Millions de dollars des É-U <sup>11</sup>	22 152	15 648	52 404 <sup>7</sup>	68 412	15 312	13 068	92 352	175 452	4 284	684	8 088	73 380	138 252	...	66 228	5 551	17 544	4 176	20 568	26 736	25 932	5 772	97 224	212 280	8 364	
Exportations de marchandises, fob			»	%	14.01	23.36	60.58 <sup>7</sup>	23.52	27.20	26.89	17.13	26.60	11.42	26.31	46.22	21.28	13.02	...	48.27	...	31.27	17.92	11.48	27.31	27.04	10.99	20.63	7.02	13.46 <sup>10</sup>	
En pourcentage du PIB			1977 à 1982	Accroissement annuel moyen en volume	2.32 <sup>10</sup>	5.48	2.60 <sup>7</sup>	0.08	5.83	5.25	3.54	4.57	2.59	...	6.83	3.07	4.77	...	2.21	3.66	6.40	...	7.57 <sup>10</sup>	3.52	1.85	14.25	1.55	2.91	...	
Importations de marchandises, caf			1982	Millions de dollars des É-U <sup>11</sup>	24 240	19 500	57 828 <sup>7</sup>	54 816	16 836	13 428	115 380	154 044	9 972	948	9 684	85 920	131 124	...	62 580	5 782	15 456	9 420	31 620	27 624	28 596	8 940	99 672	243 948	10 980	
En pourcentage du PIB			»	%	15.33	29.11	66.85 <sup>7</sup>	18.84	29.90	27.63	21.40	23.36	26.59	36.46	55.34	24.92	12.35	...	45.61	...	27.55	40.43	17.65	28.22	29.82	17.63	21.15	8.06	17.67 <sup>10</sup>	
Accroissement annuel moyen en volume			1977 à 1982	%	-0.69 <sup>10</sup>	1.57	1.59 <sup>7</sup>	-0.01	-0.24	3.87	4.54	3.06	3.26	...	4.26	3.05	1.66	...	0.38	2.86	1.67	...	2.06 <sup>10</sup>	1.89	4.43	-4.39	3.32	-0.31	...	
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES <sup>24</sup>			Fin 1982	Millions de dollars des É-U	4 336	6 131	5 796 <sup>7</sup>	4 076	2 472	1 551	22 644	48 017	1 095	190	2 651	19 601	26 733	...	1 480	656	6 611	1 374	9 809	3 798	18 024	1 254	14 572	27 710	1 260	
En ratio des importations de marchandises			En 1982	ratio	2.15	3.77	1.20 <sup>7</sup>	0.89	1.76	1.39	2.35	3.74	1.32	2.41	3.29	2.74	2.45	...	2.20	1.36	5.13	1.75	3.72	1.65	7.56	1.68	1.76	1.36	1.38	

1. En provenance, pour partie, de sources nationales.  
 2. Population résidente totale.  
 3. Secteur privé et socialisé.  
 4. Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).  
 5. Produit social.  
 6. A prix constants.  
 7. Y compris le Luxembourg.  
 8. Non compris les bateaux opérant outre-mer.  
 9. Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril.  
 10. Année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet.

11. Aux prix et taux de change courants.

# OFFRES D'EMPLOI

## *Département des Affaires Économiques et Statistiques*

### OCDE

**A. Administrateur.** Un certain nombre de postes d'économistes seront à pourvoir en 1984 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. Qualifications et expérience *requis* : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; bonne connaissance des méthodes statistiques et économétrie appliquée ; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français). Autres qualifications et expérience *souhaitées* : connaissance des problèmes économiques et de sources de données d'un certain nombre de pays Membres ; aptitude confirmée à rédiger ; expérience de l'estimation, de la simulation et de l'application des modèles économiques informatisés ; notions de la deuxième langue officielle.

**B. Administrateur Principal.** Un certain nombre de postes d'économistes de haut niveau seront à pourvoir en 1984 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. Qualifications et expérience *requis* : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; vaste expérience de l'analyse économique appliquée, de préférence acquise auprès d'une banque centrale, d'un ministère de l'économie ou des finances ou d'un institut de recherche économique ; bonne connaissance des méthodes statistiques et de l'économétrie appliquée ; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français) et aptitude confirmée à rédiger dans cette langue. Autres qualifications et expérience *souhaitées* : expérience de l'utilisation de l'analyse économique pour la formulation d'avis concernant l'orientation de l'action ; très bonne connaissance de l'économie de plusieurs pays de l'OCDE ; expérience des modèles économiques informatisés ; bonne connaissance de la deuxième langue officielle.

Il est offert pour ces postes un traitement de base (net d'impôts) à partir de FF 159 724 ou FF 197 063 (Administrateur) et de FF 226 341 (Administrateur Principal). Les agents qui ne sont pas ressortissants français ou qui ne résidaient pas de façon permanente en France avant leur entrée à l'OCDE reçoivent une indemnité d'expatriation égale à 16 pour cent du traitement de base, à quoi s'ajoutent d'autres allocations selon la situation de famille et le lieu de résidence de l'agent.

L'engagement initial sera de durée déterminée (deux ou trois ans).

Ces postes sont ouverts aux candidats des deux sexes ressortissants des pays Membres de l'OCDE. Les candidatures en anglais ou en français, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être envoyées, sous la référence «ECSUR», à l'adresse suivante :

Chef du Personnel  
OCDE  
2, rue André-Pascal,  
75775 PARIS CEDEX 16  
France

# OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

## ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)  
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

## AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,  
10 Aquatic Drive, Franchise Forest, N.S.W. 2086  
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100, Tel. (02) 452.44.11

## AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 Bonn (Germany), Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agent/Agent local:  
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1, Tel. 52.22.35

## BELGIUM - BELGIQUE

Jean De Lannoy, Service Publications OCDE  
avenue du Roi 202, B-1060 BRUXELLES, Tel. 02/538.51.69

## BRAZIL - BRÉSIL

Mostré Jos S.A., Rua Guapira 518,  
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10, Tel. 261.1920  
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB,  
Tel. 232.07.32

## CANADA

Renown Publishing Company Limited,  
2182 avenue, rue Ste-Catherine,  
MONTREAL, Qué. H3H 1M7, Tel. (514)937.3519  
OTTAWA, Ont. K1P 5A6, 61 Sparks Street

## DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service  
35, Nørre Søgade  
DK 1370 KØBENHAVN K, Tel. +45.1.12.85.70

## FINLAND - FINLANDE

Akatemien Kirjakauppa,  
Keskinkatu 1, 00100 HÉLSINKI 10, Tel. 65.11.22

## FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,  
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, Tel. (1) 524.81.67  
Principal correspondant:  
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université,  
Tel. 26.18.08

## GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN, Tel. (0228) 21.60.45

## GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue de Stado,  
ATHÈNES 132, Tel. 322.21.60

## HONG-KONG

Government Information Services,  
Publications/Sales Section, Bankersville House,  
2nd Floor, 21 Ice House Street

## IRELAND - ISLANDE

Seabörn Heason and Co., h.f.,  
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK,  
Tel. 13133/14281/11936

## INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,  
NEW DELHI-1, Scindia House, Tel. 45896  
CALCUTTA 700016, 17 Park Street, Tel. 240832

## INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

## IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers  
12 North Frederick Street, DUBLIN 1, Tel. 744835-749677

## ITALY - ITALIE

Libreria Comissionaria Sansoni:  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE, Tel. 579751/584468  
Via Bartolini 29, 20135 MILANO, Tel. 365083  
Sub-depositari:  
Ugo Tassi  
Via A. Farnece 28, 00192 ROMA, Tel. 310590  
Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA, Tel. 6794638  
Costantino Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI, Tel. 405210  
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO, Tel. 865446  
Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Biasio "Aetion"  
Via Meravigli 16, 20123 MILANO, Tel. 807679  
Libreria Zanichelli,  
Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna, Tel. 237389  
Libreria Latini, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO, Tel. 519274  
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

## JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,  
Lands Akaaka Bldg, 3-3-4 Akaaka,  
Minato-ku, TOKYO 107, Tel. 586.2016

## KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,  
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SEOUL, Tel. 72.7369

## LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Édition,  
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT,  
Tel. 354429 - 344425

## MALAYSIA - MALAÏSIE

University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.  
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru  
KUALA LUMPUR, Tel. 51425, 54058, 54361

## THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij, Verspreidingsdienst,  
Chr. Plantijnstraat 1 Postbus 20014  
2500 EA S-GRAVENHAGE, Tel. nr. 070.789911  
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

## NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,  
Government Printing Office Bookshops:  
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,  
Mail Orders: 85 Busch Road, Private Bag C.P.O.  
HAMILTON: Retail: Ward Street,  
Mail Orders, P.O. Box 837  
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),  
Cablecode World Trade Centre  
Mail Orders: Private Bag  
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,  
Mail Orders: Private Bag  
DUNEDIN: Retail: Princes Street  
Mail Order: P.O. Box 1104

## NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S  
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1, Tel. (02) 80.12.60

## PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3,  
Tel. 66839

## PHILIPPINES

National Book Store, Inc.  
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA,  
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.43.12

## PORTUGAL

Livros Portugal, Rua do Carmo 70-74,  
1117 LISBOA CODEX, Tel. 360582/3

## SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd,  
Pai-Fu Industrial Building,  
24 New Industrial Road N° 02-06  
SINGAPORE 1953, Tel. 2831786, 2831798

## SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Pressa Libros, S.A.,  
Castelló 37, Agrupado 1223, MADRID-1, Tel. 275.46.55  
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7,  
Tel. 317.53.08, 317.53.58

## SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,  
Box 16 356, S 103 27 STH. Regeringsgatan 12,  
DS STOCKHOLM, Tel. 08/23.89.00  
Subscription Agency/Abonnements:  
Wassergren-Williams AB,  
Box 13004, S104 25 STOCKHOLM,  
Tel. 08/54.12.00

## SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center  
4 Simrockstrasse 5300 BONN (Germany), Tel. (0228) 21.60.45  
Local Agents/Agences locales  
Librairie Payot, c/o Les Grues, 1211 GENEVE 11, Tel. 022.31.89.50

## TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.  
9th Floor, No. 118, Sec. 2,  
Chung Hsiao E. Road  
TAIPEI, Tel. 391.7396/391.7397

## THAILAND - THAÏLANDE

Sakait Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,  
Samyan, BANGKOK 5, Tel. 2511630

## TURKEY - TURQUIE

Keltur Yayincilik ve Turk Ltd. Sti.  
Atatürk Bulvarı No: 191/Kat. 21  
Kavaklıdere/ANKARA, Tel. 17 02 66  
Doğmusalac Cad. No: 29  
BEŞIKTAS/İSTANBUL, Tel. 60 71 88

## UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,  
P.O.B. 276, LONDON SW8 5DT,  
(postal orders only)  
Telephone orders: (01) 622.3316, or  
49 High Holborn, LONDON WC1B 6HB (personal callers)  
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,  
MANCHESTER, BELFAST.

## UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,  
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 - 4582  
Tel. (202) 724.1837

## VENEZUELA

Librería del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,  
CARACAS 106, Tel. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

## YUGOSLAVIA - YOUGO-SLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Knez Mihajlova 2, P.O.B. 36, BEOGRAD,  
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :  
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:  
OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

**PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**2, rue André-Pascal  
75775 PARIS CEDEX 16**

**N° 42732**

(10 84 23 2) ISBN 92-64-22593-5  
ISSN 0304-3363



***IMPRIMÉ EN FRANCE***



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

## ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1983-1984) US\$ 75,00 £ 34,00 F 340,00

(10 84 23 2) ISBN 92-64-22593-5  
ISSN 0304-3363

F 20/500

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, une série d'Études Spéciales facilite l'interprétation des tendances économiques.